

L'Émergence de revendications libertariennes en Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour et Philippines)





IRASEC

IRASEC - Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine
IRASEC - Research Institute on Contemporary Southeast Asia

29 Sathorn Tai Road, Bangkok 10120, Thailand

Tel (+66) 026 27 21 80 - Fax (+66) 026 27 21 85

www.irasec.com

ISBN 978-616-7571-13-3



**L'ÉMERGENCE DE REVENDICATIONS
LIBERTARIENNES EN ASIE DU SUD-EST
(INDONÉSIE, MALAISIE, SINGAPOUR ET PHILIPPINES)**

L'auteur

Delphine Alles est docteur en science politique (Sciences Po Paris, 2011), professeur assistante à Rouen Business School et chercheur associée à l'IRASEC. Ses travaux portent principalement sur les relations internationales de l'Indonésie et de la Malaisie, les interactions entre souveraineté étatique et idéologies ou risques transnationaux, et l'individualisme en Asie du Sud-Est.

Graphique : Mikael Brodu, d'après Delphine Alles
Couverture et mise en page : Mikael Brodu

ISBN 978-616-7571-13-3

© IRASEC, août 2012

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted, in any form or means, without prior permission of the author or the publisher. The opinions expressed in these papers are solely those of the author(s).

Une collection sous la direction de Benoît de Tréglodé

**L'Émergence de revendications
libertariennes en Asie du Sud-Est
(Indonésie, Malaisie, Singapour et Philippines)**

Delphine Alles

Carnet de l'Irasec / Occasional Paper n° 21



IRASEC

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASIE DU SUD-EST CONTEMPORAINE
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA

L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (USR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MAEE) s'intéresse depuis 2001 aux évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut fait appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques qu'il associe au gré des problématiques. Il privilégie autant que possible les démarches transversales.

The Research Institute on Contemporary Southeast Asia (USR 3142 – UMIFRE 22), based in Bangkok, Thailand, calls on specialists from all academic fields to study the important social, political, economic and environmental developments that affect, together or separately, the eleven countries of the region (Brunei, Burma, Cambodia, Indonesia, Lao, Malaysia, The Philippines, Singapore, Thailand, Timor-Leste and Viet Nam).

COMITÉ DE PILOTAGE

- Stéphane DOVERT (MAEE)
- Guy FAURE (CNRS-IAO)
- Yves GOUDINEAU (EFEO)
- Christophe JAFFRELOT (CNRS-Ceri)
- Christian LECHERVY (MAEE)
- Rémy MADINIER (CNRS)
- Jean-François SABOURET (CNRS)
- Benoît de TRÉGLODÉ (Irasec)
- Marie-Sybille de VIENNE (Inalco)

COMITÉ SCIENTIFIQUE

- Jean BAFFIE (CNRS-IrAsia)
- Romain BERTRAND (CNRS-Ceri)
- Sophie BOISSEAU du ROCHER
(Asia Centre)
- Bénédicte BRAC de LA PERRIÈRE
(CNRS-Case-EHESS)
- Frédéric DURAND (Toulouse
Le Mirail)
- Nathalie FAU (Paris VII-Irasec)
- Alain FOREST (Paris VII)
- Christopher E. GOSCHA (Université
du Québec à Montréal)
- Jacques IVANOFF (CNRS-Irasec)
- Nathalie LANCRET (CNRS)
- Vathana PHOLSENA (CNRS-Irasec)
- Hugues TERTRAIS (Paris I)

Sommaire

Sigles et acronymes	7
Introduction	11
L'émergence de revendications individualistes dans un foyer communautaire	12
Les interprétations libérales de références orientales	17
Note méthodologique	22
Première Partie	
Typologie. Des individus engagés au militantisme individualiste, contours et contextes d'une communauté introuvable	25
1 - Diversité des environnements nationaux : impact sur la promotion de l'individualisme	26
<i>Libertés politiques et économiques</i>	28
<i>Perception par les libertariens extérieurs</i>	34
2 - Typologie des organisations approchées	39
<i>Principales organisations implantées localement</i>	42
<i>Un début de mise en réseau aux niveaux régional et international</i>	54

Deuxième Partie

Des idées libertariennes en Asie

à l'émergence d'un libertarianisme asiatique	57
1 - Des référents intellectuels hétéroclites	58
2 - Rejet ou réinterprétation : différents rapports aux héritages culturels et politiques locaux	63
<i>Le rejet des héritages culturels ou religieux au nom de l'universalisme libertarien</i>	64
<i>Discours associant libertarianisme, héritages locaux et pratique religieuse</i>	71

Troisième Partie

Priorités et impact. Thématiques privilégiées, modes d'action et influence

.....	81
1 - Engagements et arguments.....	82
<i>Les libertés économiques et privatisations, thématique privilégiée et débats tolérés</i>	83
<i>Libertés politiques et questions de société, des points de consensus inégalement défendus</i>	92
<i>Points de contentieux et thématiques oubliées</i>	95
2 - Du politique au social, modes d'action et influences.....	100
<i>Actions privilégiées par les libertariens organisés</i>	102
<i>Une influence difficilement mesurable</i>	107

Conclusion

Libertarianisme en Asie du Sud-Est

ou libertarianisme sud-est asiatique ?	113
---	-----

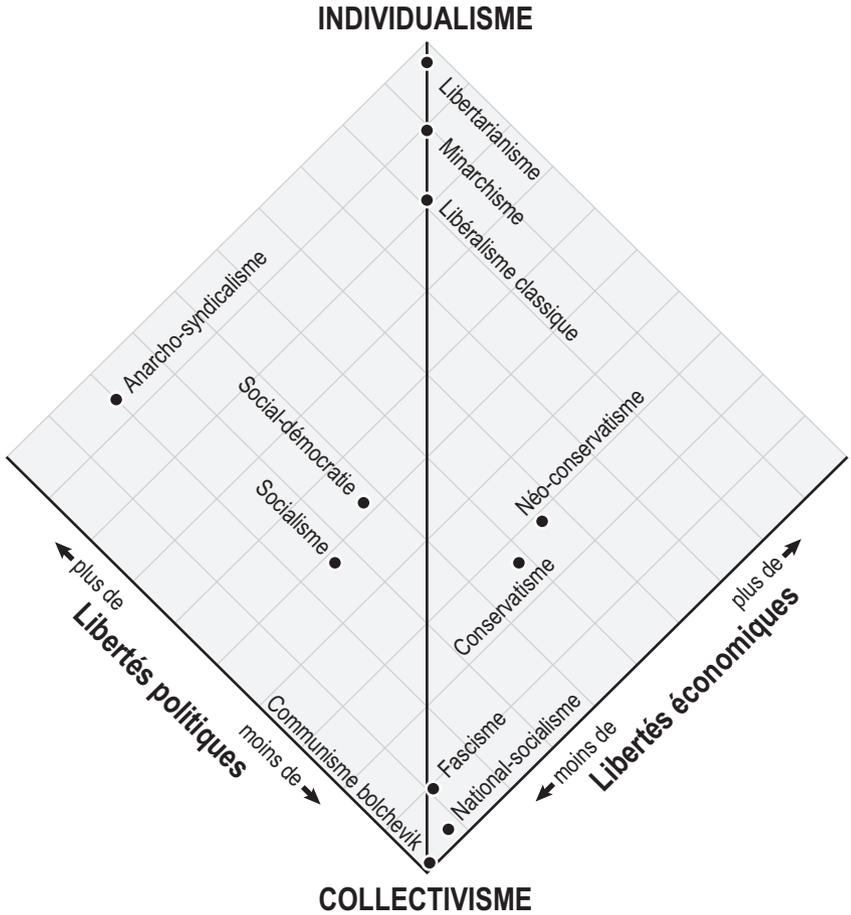
Bibliographie	116
----------------------------	-----

Blogs et sites Internet régulièrement consultés	121
---	-----

Sigles et acronymes

- Asean** : Association of Southeast Asian Nations
Cald : Council of asian liberals and democrats
CfBT : Centre for British Teachers
CPF : Central Provision Fund (Singapour)
CSIS : Centre for Security and International Studies (Indonésie)
DAP : Democratic Action Party (Malaisie)
EFN : Economic Freedom Network
FDP : Freie Demokratische Partei, Parti libéral-démocrate (Allemagne)
FNE/FNS : Friedrich Naumann Foundation / Friedrich Naumann Stiftung (Allemagne)
GAM : Gerakan Aceh Merdeka (Mouvement pour l'indépendance d'Aceh)
GLC : Government Linked Companies
Golkar : Golongan karya (Parti des groupes fonctionnels, Indonésie)
GST : Goods and Services Tax
IDEAS : Institute for Democracy and Economic Affairs (Malaisie)
IDEF : Institute for Development and Economics and Finance (Indonésie)
IFD : Institute for Future studies for Development (Thaïlande)
IKJ : Institut Kajian Dasar (Institut pour les politiques publiques, Malaisie)
IPRI : International Property Rights Index
JIL : Jaringan Islam Liberal (Réseau de l'islam libéral, Indonésie)
LP : Liberal Party (Philippines)
MGT : Minimal Government Thinkers (Philippines)
MIER : Malaysian Institute for Economic Research (Malaisie)

NAR : New Asia Republic (Singapour)
NEAC : National Economic Advisory Council (Malaisie)
NEP : New Economic Policy (Malaisie)
NKEA : National Key Economic Area (Malaisie)
NUS : National University of Singapore
PAN : Partai Amanat Nasional (Parti de l'éveil national, Indonésie)
PAP : People's Action Party (Singapour)
PAS : Partai islam se-Malaysia, Parti islamique de Malaisie (Malaisie)
PD : Partai Demokrat, Parti démocrate (Indonésie)
PDI-P : Partai Demokrasi Indonesia - Perjuangan (Parti démocratique
d'Indonésie - Combat)
Pemandu : Performance management and delivery unit (Malaisie)
PKR : Partai Keadilan Rakyat (Parti de la justice du peuple, Malaisie)
PRA : Property Rights Alliance (Philippines)
RM : Ringgit Malaysia
UMNO : United Malay National Organization (Malaisie)
USAID : United States Agency for International Development



Introduction¹

L'idée de ce travail a germé au printemps 2009, au hasard d'une librairie de Kuala Lumpur. Au rayon philosophie politique, la présence improbable des œuvres complètes d'Ayn Rand, mieux représentée que tous les auteurs classiques, avait aiguisé ma curiosité à l'égard des lecteurs de cette philosophe et romancière russo-américaine². À l'origine d'un courant philosophique qu'elle nomme « objectivisme », Ayn Rand défend une conception exaltée de l'individu libéré de toute contrainte sociale. Bien que sa philosophie soit contestée et loin d'être la seule défense contemporaine des libertés individuelles, elle reste une référence pour nombre d'individualistes radicaux à travers le monde. Son succès, confirmé par la présence des romans *Atlas Shrugged* et *The Fountainhead* sur l'étagère des meilleures ventes, indiquait la présence de lecteurs attirés par des convictions individualistes et universalistes dans une région dont l'approche contemporaine en théorie politique est dominée par les théoriciens communautariens qui estiment que les idéologies nées en Occident, du libéralisme au marxisme, ne sont pas exportables.

¹ Je tiens à remercier l'IRASEC pour la bourse de terrain qui a permis de concrétiser cette recherche, tout particulièrement Benoît de Tréglodé pour sa confiance. Je suis particulièrement reconnaissante à l'ensemble de mes interlocuteurs, notamment au personnel du Freedom Institute qui m'a généreusement accueillie à Jakarta. Merci enfin à Cécile Philippe, dont les réflexions ont contribué à enrichir le manuscrit.

² Jerome Tuccille, *It Usually Begins With Ayn Rand*, New York, ASJA Press, 2007, 280 p. ; Sébastien Caré, *La pensée libertarienne : genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009, 359 p.

L'émergence de revendications individualistes dans un foyer communautarien

Sociologie, ethnologie et théorie politique ont longtemps mis l'accent sur la dimension communautaire des sociétés sud-est asiatiques en explorant leurs ressorts familiaux, claniques, culturels ou religieux, puis la manière dont les États se sont appuyés sur ces formes d'organisations sociales présentées comme une donnée culturelle intangible. Dans les années 1980-1990, l'Asie du Sud-Est est devenue un terrain de prédilection pour les théories communautariennes. Cette approche, qui regroupe la pensée d'auteurs comme Charles Taylor, Will Kymlicka ou Michael Walzer³, est apparue dans les années 1970 sous la forme d'une critique de la *Théorie de la justice* de John Rawls, présentée comme universelle. Selon la synthèse établie par William Bell, les travaux relevant de l'approche communautarienne⁴ sont marqués par une méthodologie revendiquant l'importance des traditions locales et du contexte social pour les raisonnements moraux et politiques, par le postulat ontologique de la nature sociale de l'individu et par l'affirmation normative de la prédominance communautaire⁵. Le contexte collectif d'appartenance doit donc prendre le pas, pour les auteurs communautariens, sur les choix des individus qui le composent.

Dans les années 1990, le communautarisme a été transposé de la théorie au champ politique par plusieurs dirigeants asiatiques, pour justifier la promotion des « valeurs asiatiques » contre le libéralisme politique. La Déclaration de Bangkok sur les droits de l'Homme de 1993, signée par quarante chefs d'États asiatiques, a ainsi souligné que les droits de l'Homme doivent être interprétés dans le contexte des particularités locales⁶. Il s'agissait de traduire à l'échelon national le

³ Charles Taylor, *Multiculturalisme: différence et démocratie*, Paris, Flammarion, 2009, 139 p. ; Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle, une théorie libérale du droit des minorités*, Paris, La Découverte, 2001, 352 p. ; Michael Waltzer, *Spheres of justice : a defense of pluralism and equality*, New York, Basic Books, 1984, 364 p.

⁴ Il convient de noter que le label communautarien, contrairement à celui de libéral, n'est pas revendiqué par les auteurs dont la pensée est ainsi caractérisée.

⁵ William Bell, *Communitarianism and Its Critics*, Oxford, Clarendon Press, 1993, 272 p.

⁶ Stephen McCarthy, *The political theory of tyranny in Singapore and Burma : Aristotle and the politics of benevolent authoritarianism*, Londres, Routledge, 1996, p. 91 et passim.

paternalisme associé aux cultures asiatiques, pour justifier la suprématie de la loyauté étatique sur les préférences individuelles. Les valeurs asiatiques justifiaient ainsi des modèles de gouvernance autoritaires dont la légitimité semblait renforcée, jusqu'à la crise financière de 1997-1998, par la croissance économique exceptionnelle de ces pays. En Malaisie et à Singapour, Mahathir et Lee Kuan Yew mettaient respectivement en avant l'importance de l'islam et du confucianisme pour justifier la prééminence de la société sur l'individu⁷. En Indonésie, une justification similaire de l'autoritarisme fut invoquée par Suharto, mais la notion de valeurs asiatiques connut une moindre fortune dans l'archipel où les dirigeants pouvaient s'appuyer sur l'idéologie nationale, le *Pancasila*, pour justifier la primauté de l'unité nationale et les spécificités de leur régime politique⁸. Même aux Philippines, où les dirigeants n'étaient pas confrontés à la même exigence de justification d'un régime autoritaire, Yohan Dupont ou Yoichi Funabashi ont souligné un enthousiasme croissant pour un idéal moral et politique spécifique au contexte asiatique⁹.

Plusieurs auteurs se sont néanmoins efforcés d'analyser la manière dont ce socle culturel s'accommodait de l'individualisation croissante liée à l'entrée de ces sociétés dans la modernité, ou d'étudier la possibilité d'une conciliation entre la primauté du groupe et la revendication d'institutions démocratiques¹⁰. Ces travaux partagent les prémisses communautariennes qui, par l'autorité et l'abondance des travaux publiés, dominent les approches des sociétés de la région en théorie politique. Initialement conçu comme une catégorie d'analyse, puis transformé en doctrine politique, le communautarisme a ainsi

⁷ Chua Beng-Huat, *Communitarian ideology and democracy in Singapore*, Oxford, Roudledge, 1997, 256 p. ; William Theodore de Bary, *Asian values and human rights : A Confucian communitarian perspective*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, 196 p. ; Pour une approche critique, voir Niel A. Englehart, « Rights and Culture in the Asian Values Argument : The Rise and Fall of Confucian Ethics in Singapore », *Human rights quarterly*, vol. 22, n° 2, p. 548-586.

⁸ Richard Robison, « The politics of "Asian Values" », *The Pacific review*, vol. 9, n° 3, 1996, p. 309-327.

⁹ Alan Dupont, « Is there an 'Asian Way' », *Survival*, été 1996, p. 15. Yoichi Funabashi, « The Asianisation of Asia », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 5, 1993, p. 75-85.

¹⁰ Daniel A. Bell, *East Meets West : Human rights and democracy in Asia*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 357 p. ; Chua Beng-Huat, *op. cit.* ; Theodore de Bary, *op. cit.*

été hissé au rang de caractéristique identitaire des sociétés sud-est asiatiques¹¹.

Plusieurs arguments affaiblissent pourtant la pertinence du rapprochement entre communautarisme et autoritarisme politique. Chua Beng Huat rappelle que le communautarisme n'est pas à proprement parler un mode de gouvernement – au contraire, selon cette approche, les institutions devraient être propres à chaque société. Dans le cas de Singapour par exemple, un gouvernement réellement fondé sur la logique communautaire devrait être peu interventionniste, compte tenu de la difficulté à atteindre des consensus dans un contexte d'individualisation croissante. En pratique, l'auteur montre que les obstacles techniques liés à la recherche de consensus aboutissent à un amalgame entre l'État et la société, les dirigeants se présentant comme les dépositaires du consensus national. C'est donc la superposition entre l'État et la société qui tend vers l'autoritarisme¹², pas la tradition elle-même. Des auteurs libéraux soulignent quant à eux que traditions communautaires et libertés individuelles ne sont pas nécessairement contradictoires. David Boaz considère ainsi les communautés comme un rempart possible contre l'intrusion de l'État dans les choix individuels¹³.

La prédominance du paradigme communautaire dans les études sociologiques ou politiques consacrées à l'Asie du Sud-Est a masqué l'émergence de revendications fondées sur une vision alternative de la société. Les travaux récents ont ainsi fait l'impasse sur l'apparition, au cours des années 2000, d'individus et d'organisations aspirant à introduire des arguments libertariens dans les débats politiques.

¹¹ Parmi les travaux appliquant cette approche à la région, voir par exemple Will Kymlicka et Baobang He, *Multiculturalism in Asia*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 384 p. ; Chua Beng-Huat (dir.), *Communitarian politics in Asia*, Oxford, Routledge, 2004, 208 p. ; Fernando N. Zialcita, « Is communitarianism uniquely Asian ? A Filipino's perspective ». *SOJOURN*, vol. 14, n° 2, octobre 1999, p. 313-331 ; Jiang Yi-Huah, *Asian values and communitarian democracy*, article présenté lors du *International workshop on deliberating the « Asian values debate : national values, Chinese values and Muslim values in Southeast Asia*, Taipei, Taiwan, 1998.

¹² Chua Beng-Huat, *op. cit.*, 1997, p. 204.

¹³ David Boaz, « Libertarianism in Japan Values », *The Freeman*, vol. 49, n° 1, janvier 1999.

Les théories libérales¹⁴, parmi lesquelles s'inscrit le libertarianisme, ont en commun une conception individualiste de l'action humaine fondée sur les principes lockéens de la propriété de soi et de la première appropriation¹⁵. À partir de ces principes, le libéralisme défend une série de libertés individuelles, à la fois dans le domaine moral et politique (libertés de penser, d'agir et de circuler) et dans le domaine économique (libertés d'entreprendre et d'échanger). L'extension des principes lockéens conduit l'ensemble des libéraux à considérer l'État comme une institution coercitive¹⁶. Trois courants majeurs se distinguent toutefois, selon leur propension à refuser toute forme de contrainte physique ou à légitimer un gouvernement minimal : libertariens, minarchistes et libéraux classiques. Les libertariens, au nom d'une défense radicale des principes lockéens qui leur tiennent lieu de normes éthiques, économiques et juridiques, considèrent que toute contrainte physique, en dehors d'un acte de légitime défense, constitue une agression moralement inacceptable¹⁷. Les auteurs minarchistes introduisent une nuance en considérant qu'un certain nombre d'activités ne peuvent pas

¹⁴ Il convient de souligner une légère nuance entre la signification francophone du terme libertarien, qui désigne une conception anarchiste de la société fondée sur la propriété et le contrat, et l'usage de son pendant anglophone *libertarian*. Outre-Atlantique, le terme *liberal* a progressivement été dissocié de son acception économique pour désigner la défense des libertés morales et politiques. Devenu synonyme de ce que l'on appellerait grossièrement la gauche de l'échiquier politique, il a été abandonné par ses partisans initiaux qui lui ont substitué les termes *classical liberal* ou *libertarian*. *Libertarian* prend par conséquent un sens large aux États-Unis où il désigne l'ensemble des courants libéraux au sens français, du libéralisme classique au libertarianisme. Dans les pays concernés par cette étude, où la désignation de ces idéologies passe par les termes anglais ou leur version indonésianisée (*liberalisme*), le problème du vocabulaire se double d'un manque de précision sur la signification de ces appellations. *Libertarian* et *liberal* sont employés de manière interchangeable, rendant nécessaire une étude détaillée des arguments ainsi désignés pour savoir dans quelle catégorie ils se positionnent réellement. Si le choix initial cette étude était d'englober exclusivement les libertariens au sens français, les études de terrain ont montré que la plupart des acteurs qui se définissent ainsi se positionnent en fait sur un créneau libéral classique.

¹⁵ John Locke, *Traité du gouvernement civil*, Paris, Flammarion, 1999, 381 p.

¹⁶ Les libéraux se distinguent notamment des marxistes par une interprétation restrictive de la coercion, limitée à la violence physique (vol et agression).

¹⁷ Murray N. Rothbard, *For a new liberty, The libertarian manifesto*, San Francisco, Fow & Wilkes, 1996, 333 p. ; Murray N. Rothbard, *The ethics of liberty*, New-York, New York University Press, 2003, 308 p.

être fournies sur une base volontaire. Ils estiment donc que la coercition est nécessaire pour assurer des services comme la défense extérieure et la sécurité individuelle, sans qu'elle soit pour autant souhaitable ou légitime¹⁸. Dans la tradition des libéraux classiques, d'autres auteurs franchissent un pas supplémentaire en admettant qu'un certain degré de coercition est moralement acceptable s'il est initié par un agencement politique légitime¹⁹. Ils étendent donc la sphère des activités susceptibles d'être assurées par l'État à d'autres domaines, comme l'éducation ou la santé²⁰. Là où les libéraux classiques concèdent la légitimité d'un État minimal recentré sur ses fonctions régaliennes, les libertariens revendiquent donc l'utopie radicale d'une société sans État, régulée par le contrat et la propriété. Les défenseurs du libertarianisme sur un plan éthique s'associent fréquemment sur le plan économique avec une défense du libre marché selon les principes de l'école autrichienne développés notamment par Friedrich Hayek et Ludwig von Mises²¹. Alors que la version morale du libertarianisme se fonde sur les principes lockéens pour déterminer les actions acceptables, l'économie autrichienne fournit une analyse scientifique des conséquences des évènements économiques.

Si ces arguments restent minoritaires en Asie du Sud-Est, leur apparition témoigne de la cohabitation d'une pluralité de visions de la société qui échappe au seul prisme communautarien. L'intérêt de cette étude est donc de mieux rendre compte de la diversité des paysages politiques sud-est asiatiques et de réfléchir à un phénomène sociologique et politique émergent.

¹⁸ Robert Nozick, *Anarchie, État et utopie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008, 442 p.

¹⁹ Karl R. Popper, *The open society and its enemies*, Abingdon, Routledge, 2003, 480 p.

²⁰ Friedrich A. Hayek, *Droit, législation et liberté : une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, 947 p.

²¹ Ludwig von Mises, *Human action, a treatise on economics*, Auburn, Ludwig von Mises Institute, 1998, 912 p. ; Friedrich Hayek, *op. cit.*

Les interprétations libérales de références orientales

Pour souligner que les arguments précédemment mentionnés n'émergent pas dans un *vacuum* idéologique, des parallèles peuvent être établis entre certains fondements culturels, intellectuels et religieux de la région, et une éthique fondée sur la liberté individuelle et le principe de non-agression. L'approche essentialiste des traditions asiatiques, en considérant qu'elles mènent nécessairement à l'autoritarisme politique, masque en effet certains aspects de leur richesse philosophique.

Contre le stéréotype d'une Asie nécessairement despotique, dans le contexte du débat sur les valeurs asiatiques, un ouvrage dirigé par David Kelly et Anthony Reid a mis en avant les racines asiatiques de l'idée de liberté tout en soulignant son caractère universel²². Des auteurs libéraux se sont également penchés sur cette question. Dès 1966, le philosophe et juriste Bruno Leoni s'érigeait contre les interprétations univoques de « l'Ouest », de « l'Est » et de leurs philosophies politiques respectives²³, soulignant les contributions de Bouddha ou de Confucius à des réflexions sur la liberté. Si son analyse du bouddhisme est limitée dans la mesure où il en retient essentiellement la « liberté de ne pas renaître »²⁴, l'intuition qui l'anime mérite d'être approfondie. Loin de la cosmogonie fataliste à laquelle ils ont été cantonnés notamment par Max Weber, le bouddhisme et l'hindouisme prennent pour horizon – dans les travaux de B. Leoni ainsi que pour certains des activistes interrogés dans le cadre de notre présente étude – une liberté que chacun se doit de conquérir pour lui-même. Le *karma* répond ainsi à une logique de cause et d'effet, puisque toute action entraîne des conséquences pour son auteur²⁵. Ainsi, si « les actes passés imposent dans l'existence présente un donné irrévocable, constitué par les diverses déterminations naturelles [...] et sociales [...] qui nous particularisent, nous n'en demeurent

²² David Kelly et Antony Reid, *Asian freedoms : the idea of freedom in Asia and Southeast Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 228 p.

²³ Bruno Leoni, « Two views of liberty, Occidental and Oriental », *Libertarian papers*, vol. 1, n° 15, 2009 (<http://libertarianpapers.org/articles/2009/lp-1-15.pdf>, dernier accès le 20 mars 2011).

²⁴ Bruno Leoni, *op. cit.*, p. 6.

²⁵ Ian Mabbett, « Buddhism and freedom », in David Kelly et Antony Reid, *op. cit.*, p. 19-36.

rons pas moins, à l'intérieur de ce donné, susceptibles d'être corrigés, redressés, épurés et maîtres, au moins en partie, de nos actes présents et à venir. Déterminés par notre liberté antérieure, nous sommes libres à l'égard de notre détermination future »²⁶. Certes, la condition de chaque homme est prédéterminée et doit donc être acceptée, mais l'individu « est ce qu'il fait ». L'amélioration de sa condition future est donc liée à la notion essentielle de « perfectionnement de soi ». Elle dépend par conséquent d'actions choisies, non de celles qui sont imposées à l'individu. Comme dans l'éthique libertarienne, fondée sur le droit naturel, cette liberté de s'émanciper est inhérente à la condition humaine.

La pensée de Confucius semble davantage intéresser B. Leoni, qui considère le philosophe chinois comme « libéral » du fait de son point de départ individualiste, de sa confiance en l'éducation et de sa formulation d'un principe de réciprocité entre les comportements des individus²⁷. Valorisant la conception confucéenne d'un gouvernement limité dans ses actions sur la société, il juge que l'inspirateur des « valeurs asiatiques » serait « pleinement éligible en tant que membre de la Société du Mont Pèlerin²⁸ s'il vivait de nos jours ». Pour Confucius, le gouvernement existe en effet pour le peuple et non l'inverse. Faisant écho aux prémisses subjectivistes de l'école économique autrichienne, B. Leoni souligne que le « bonheur » confucéen serait une question de jugement individuel. Cette relecture libérale de Confucius est certes partielle, et le juriste italien verrait sans doute d'un mauvais œil les recommandations du philosophe chinois en faveur de l'ajustement de l'offre et de la demande par le gouvernement, ou de la fixation des prix alimentaires²⁹. Cette interprétation minoritaire ouvre néanmoins une piste de réflexion intéressante, puisqu'elle s'oppose à celles qui font du confucianisme le socle d'un autoritarisme asiatique.

²⁶ Michel Mourre, *Les religions et philosophies d'Asie*, Paris, La table ronde, 1998, p. 101.

²⁷ Bruno Leoni, *op. cit.*, p. 9.

²⁸ Créée en 1947 à l'initiative de Friedrich Hayek, la Société du Mont Pèlerin rassemble des économistes et intellectuels engagés en faveur de la promotion du libre marché et de la société ouverte.

²⁹ Huang-Chang Chen, *The economic principles of Confucius and his school*, New York, Columbia University, 1911, p. 552 et *passim*.

Contemporain de Confucius, Lao Tseu a donné lieu à des interprétations poussant plus loin encore le parallèle entre sa philosophie, exprimée dans le *Tao Te King* (Livre de la voie et de la vertu), et le libéralisme économique et politique. Considérant que les principes du laissez-faire avaient été exposés par le philosophe chinois plus de deux mille ans avant la *Richesse des Nations* d'Adam Smith, certains auteurs ont même suggéré un « taoïsme de marché » comme voie alternative pour l'économie chinoise³⁰. La valorisation de « l'individualisme, de la non-agression et de l'échange volontaire » ferait du Tao la véritable source du libertarianisme moderne³¹. Reprenant la maxime taoïste selon laquelle « sans loi ou coercition, les hommes vivraient dans l'harmonie », David Boaz qualifie Lao Tseu de probable « premier libertarien connu »³². À ce titre, il intègre dans son recueil des textes fondateurs du libertarianisme un extrait du *Tao Te King*, considéré comme la référence la plus ancienne de la pensée libertarienne³³. Jude Chua Soo Meng a souligné le caractère superficiel de ces analyses, dans la mesure où la métaphysique taoïste n'est pas en mesure de fournir les bases scientifiques et rationnelles nécessaires pour fonder des arguments économiques. Il accorde en revanche un intérêt pédagogique au *Tao Te King*, dans sa version démystifiée par le commentateur chinois Wang Bi, qui interprétait dès l'ère médiévale le Tao comme un texte « codé » sur la politique et la morale. Loin de se limiter à une interprétation métaphysique, Wang Bi explique que le Tao justifie son opposition à l'interventionnisme (matériel ou moral) par le fait qu'il ne provoquerait qu'une adhésion superficielle et inciterait les individus à ruser pour contourner les règles établies par les dirigeants³⁴. Jude Chua s'appuie sur ces remarques pour souligner que le non-interventionnisme politique et économique doit être justifié scientifiquement, et que le Tao peut ensuite

³⁰ De James Dorn : « The Tao of Adam Smith » (*The Asian Wall Street Journal*, 18 août 1997) et « What China badly needs is market Taoism » (*Journal of Commerce*, 8 décembre 1999).

³¹ William Marina, « The free market : the Mises institute monthly », vol. 16, n° 1, 1^{er} janvier 1998.

³² David Boaz, *Libertarianism : a primer*, New York, The Free Press, 1998, p. 27-28.

³³ David Boaz (dir.), *The Libertarian Reader : Classic and Contemporary Readings from Lao Tzu to Milton Friedman*, New York, Simon & Schuster, 1998, 458 p.

³⁴ Jude Chua Soo Meng, « Entrepreneurial-Discovery, Policy and the Tao (Way) of Economic Efficacy : Updating the Wang Bi commentary on the Tao te-Ching », 2003, p. 10 (<http://mises.org/journals/scholar/Meng4.pdf>, dernier accès le 20 mars 2012).

servir de métaphore pédagogique pour asseoir cette justification. Cette mise au point confirme néanmoins que nier la possibilité d'un libertarisme en Asie, au motif qu'il serait incompatible avec l'environnement culturel et intellectuel de la région, revient à faire l'impasse sur un aspect important de la diversité des philosophies orientales.

Les contributions de la tradition islamique à une approche libertarienne ont également été abordées dans ces débats, attachés à démontrer la dimension universelle du libertarianisme. Rose Wilder Lane, l'une des fondatrices du mouvement libertarien, expliquait en 1943 dans *The discovery of freedom* que la civilisation islamique originelle correspondait à l'idéal d'une société sans État, où régnaient le libre-marché et les libertés individuelles. L'auteure va jusqu'à affirmer que l'Occident aurait découvert la conscience individuelle grâce aux marchands et intellectuels musulmans³⁵. Si l'analyse pêche par excès de généralités, elle permet de souligner à nouveau que les héritages intellectuels et religieux formant le socle culturel des pays d'Asie du Sud-Est ne sont pas systématiquement interprétés sous un angle hostile à l'éthique libertarienne. D'autres auteurs ont mis en évidence les origines islamiques des institutions libérales introduites en Angleterre au XII^e siècle³⁶, et certains passages du Coran sont évoqués et interprétés comme la base de la défense de la liberté en islam. C'est le cas du verset 2 (l. 256), selon lequel « Pas de contrainte en religion ! La voie droite se distingue de l'erreur » dans lequel le terme *deen*, généralement traduit par « religion », est interprété dans le sens plus englobant de « mode de vie » pour signifier que toute coercition devrait être prohibée au profit du libre-arbitre³⁷. L'approche libérale de *l'ijtihad*, interprétation des écritures monopolisée par les oulémas à partir du X^e siècle et progressivement centralisée, ouvre quant à elle la voie à la possibilité d'une détermination individuelle par rapport aux enseignements du texte sacré. Plus récemment, Mustapha Akyol s'est efforcé de souligner

³⁵ Rose Wilder Lane, *The discovery of freedom*, San Francisco, Fox&Wilkes, 1993, p. 82-127. Cet extrait de l'ouvrage a été re-publié et commenté par le Minaret of Freedom Institute, un think tank libertarien musulman. Voir Rose Wilder Lane et Ahmad Imad-ad-Dean, *Islam and the discovery of freedom*, Beltsville, Amana Publications, 1997, 86 p.

³⁶ John A. Mackdissi, « The Islamic origins of the common law », *North Carolina Law Review*, vol. 77, n° 1, juin 1999, p. 1635-1739.

³⁷ David Barker, « Is libertarianism compatible with Islam? », *Examiner.com*, 17 mai 2011.

la contribution de l'islam à la pensée libérale³⁸, notamment économique, en rappelant « l'héritage commercial » de la tradition musulmane³⁹. Ces interprétations, comme celles du confucianisme ou du taoïsme mentionnées précédemment, sont partielles et partiales puisque d'autres analyses s'appuient sur les mêmes textes pour donner une version autoritariste de la tradition islamique⁴⁰. Elles indiquent néanmoins qu'il existe des raisons de s'interroger sur la compatibilité entre l'éthique libérale et ces traditions englobées sous le qualificatif générique de « valeurs asiatiques ».

L'autodétermination de l'individu et sa capacité à influencer son propre sort ne sont donc *à priori* pas étrangères au contexte sud-est asiatique. Nombre d'activistes interrogés pour cette étude s'efforcent d'ailleurs d'enraciner leurs arguments dans des traditions locales, pour démontrer qu'ils ne se contentent pas d'importer une idéologie occidentale. L'influence de ces idées observées en Asie du Sud-Est n'est certes par comparable à celle de leurs homologues aux États-Unis⁴¹, et les organisations observées ne possèdent pas la taille critique qui leur permettrait de transformer la structure des sociétés dans lesquelles elles agissent⁴². Partant, ce sont donc les conditions de leur émergence et la formulation de leurs revendications, fondées sur des prémisses diamétralement opposées à celles du communautarisme, qui présentent le plus d'intérêt.

La première partie de ce travail décrit les caractéristiques des principales organisations se revendiquant d'une idéologie libertarienne, et les spécificités de leurs contextes respectifs dans quatre pays. La seconde partie met en avant les référents intellectuels de ces

³⁸ Mustapha Akyol, *Islam without extremes : A Muslim case for liberty*, New York, Norton & Company, 2011, 352 p.

³⁹ Mustapha Akyol, « The commercial heritage of Islam », conférence présentée lors de la Austrian Scholars Conference, Lou Church memorial lecture in religion and economics, 12 mars 2011.

⁴⁰ Olivier Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Paris, Hachette Littératures, 2001, 119 p.

⁴¹ Sébastien Caré, *Les libertariens aux États-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 312 p.

⁴² Cette remarque n'est pas propre à l'Asie du Sud-Est, l'influence des organisations libertariennes étant également limitée dans la plupart des pays d'Europe continentale en dépit d'une mobilisation plus ancienne.

organisations et souligne qu'il existe différentes manières de concilier une idéologie en apparence importée avec les héritages culturels locaux. La troisième partie s'efforce enfin de cerner les thématiques et modes d'action privilégiés par ces acteurs, pour comprendre s'il existe des formes d'engagements libertariens propres à l'Asie du Sud-Est.

Note méthodologique

Quelques remarques préalables s'imposent pour prévenir tout malentendu. S'il est particulièrement stimulant de travailler sur un sujet entièrement vierge, ce choix n'est pas sans comporter quelques risques dont celui de passer à côté d'informations ou de références importantes. Encore en phase de construction, le libertarianisme sud-est asiatique évolue au gré de l'apparition de nouveaux acteurs et arguments, et se montre d'autant plus volatile qu'il privilégie les supports électroniques. Engager une recherche sur une communauté par définition introuvable, puisque son ciment est la revendication d'un individualisme radical et méfiant à l'égard des groupes constitués, pose un obstacle méthodologique majeur. Cette apparente contradiction est partiellement résolue ici en préférant aux termes de communauté et de mouvement celui de réseau, qui suppose l'existence de liens matériels ou électroniques plus ou moins flexibles sans nécessairement induire une dimension cohésive. En dépit de l'existence d'un réseau fluide, qui se matérialise occasionnellement par l'organisation d'activités ou discussions visant à diffuser les idées partagées par ses membres, le libertarianisme est d'autant plus éclaté en Asie du Sud-Est qu'il existe peu de structures fédératives. La diffusion d'un questionnaire électronique a permis à des militants dont je ne soupçonnais par l'existence de me contacter au dernier moment, alors que j'imaginai avoir passé au crible tous les supports disponibles. Certains individus ou leurs supports de communication ont donc pu être oubliés en marge de cette étude, dont l'objectif n'est pas de présenter un catalogue exhaustif des libertariens en Asie du Sud-Est ni de recenser tous les ressorts de leur mobilisation.

Le choix de travailler sur l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et les Philippines, permet de comparer l'émergence de revendications libertariennes dans des régimes issus de traditions coloniales variées, accordant une place différente aux libertés politiques et économiques. L'observation croisée d'activistes originaires de ces quatre États permet ainsi de comprendre l'impact potentiel d'un contexte politique donné sur les arguments privilégiés et leurs modes de diffusion. La Thaïlande aurait pu constituer un cinquième cas d'étude intéressant puisqu'elle abrite également des organisations proches des idées libertariennes⁴³, mais l'impossibilité de traiter les données en langue vernaculaire faisait obstacle à une étude sérieuse sur ce pays. L'accès aux sources indonésiennes et malaises, et l'abondance des données en anglais pour les Philippines et Singapour, a en revanche facilité l'accès aux organisations et individus dans les quatre pays retenus. Outre la littérature théorique nécessaire à l'encadrement du sujet, ce travail repose donc sur l'analyse détaillée des publications de plusieurs organisations, des articles de blogs tenus par leurs membres ou d'autres militants hors-réseau, et sur une soixantaine d'entretiens avec des militants, intellectuels et sympathisants libertariens. Un questionnaire, diffusé *via* les réseaux sociaux et les réseaux personnels de certains interlocuteurs, a en outre permis de recueillir l'opinion de 81 personnes dont une vingtaine ont accepté d'être rencontrées ou de répondre par courriel à des questions plus approfondies.

⁴³ Par exemple l'Institute of Future Studies for Development. Bangkok est également le siège régional de la Friedrich Naumann Foundation for Liberty, et des *libertarian meetups* y sont régulièrement organisés par des expatriés, essentiellement américains et membres du Parti libertarien.

Typologie. Des individus engagés au militantisme individualiste, contours et contextes d'une communauté introuvable

Cette recherche vise à identifier les défenseurs du libertarianisme en Asie du Sud-Est, et le contexte dans lequel s'expriment leurs idées. Le premier chapitre s'intéresse à la diversité des quatre environnements nationaux traités. Il pose les bases d'une réflexion développée tout au long de cette étude en montrant que, si l'éthique revendiquée est universelle, l'espace d'expression alloué aux individus par les gouvernements influence leurs centres d'intérêt, leurs plateformes idéologiques et leurs modes d'action. Le second chapitre élabore une typologie des composantes de ce réseau hétéroclite. Les individus reliés par des blogs ou forums Internet côtoient en effet des laboratoires d'idées plus ou moins institutionnalisés, et des réseaux internationaux axés sur la promotion du libre-échange ou des libertés politiques dans les pays en voie de développement⁴⁴.

⁴⁴ En particulier ceux de l'organisation américaine Atlas Economic Research Foundation (ou Atlas Network), et de la fondation allemande Friedrich Naumann for Freedom (FNF). La fondation Atlas, établie en 1981 par Anthony Fisher, promeut le libre marché dans le monde en encourageant le travail d'instituts indépendants. Plus de 400 think tanks, dans 81 pays, sont membres de son réseau. En 2009, la fondation leur a distribué 2,5 millions de dollars US, essentiellement sous forme de donations de moins de 10 000 dollars (rapport financier : http://atlasnetwork.org/wp-content/uploads/downloads/2010/11/atlas_irs_

1 - Diversité des environnements nationaux : impact sur la promotion de l'individualisme

Le rapport des individus aux institutions publiques diffère largement entre l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et les Philippines, de même que l'emprise de leurs gouvernements sur l'économie et les différentes composantes de la société. Sans décrire en profondeur les systèmes politiques des quatre États⁴⁵, il s'agit de caractériser les contextes dans lesquels ont émergé les idées ici étudiées, du point de vue des libertés économiques et politiques qui sont indissociables dans l'approche libertarienne. La question ainsi développée est celle d'une éventuelle corrélation entre le degré de libertés politiques et économiques dans un État, et l'implantation sur son territoire d'organisations défendant une vision radicale des libertés individuelles. Il s'agit en somme de comprendre si ces idées tendent à être défensives face à un environnement hostile, ou si elles émergent au contraire dans les contextes qui leurs sont favorables.

Les organisations concernées par cette étude sont apparues au cours des années 2000. L'histoire politique des quatre États ne sera donc abordée que par l'intermédiaire d'activistes invoquant l'héritage national comme référent pour certaines de leurs idées.

form_990_2009.pdf, dernier accès le 20 mars 2011). La FNF, fondée en 1958 par Théodore Hess est liée au Parti libéral-démocrate allemand. Présente en Asie du Sud-Est (Indonésie) depuis sa création, elle coopère avec des ONG, organisations gouvernementales et partis politiques locaux pour promouvoir le libéralisme politique et la liberté, la démocratie, les droits de l'Homme, l'État de droit, l'économie de marché et le libre échange. Elle défend l'économie de marché comme moyen d'aider à sortir de la pauvreté, l'État de droit et les droits de l'Homme.

⁴⁵ Voir les travaux introductifs suivants : François Raillon, *Indonésie : les voies de la survie*, Paris, Belin, 2007, 223 p. ; Rodolphe de Koninck, *Singapour : la cité-État ambitieuse*, Paris, Belin, 2006, 175 p. ; Eva-Lotta Hedman et John T. Sidel (dir.), *Philippine politics and society in the twentieth century : colonial legacies, post-colonial trajectories*, Oxford, Routledge, 2000, 224 p. ; Edmund Terrence Gomez (dir.), *Politics in Malaysia : the Malay dimension*, Oxford, Routledge, 2007, 167 p.

Des environnements perçus comme hostiles

Les militants interrogés ont en commun la conviction d'évoluer dans des environnements hostiles à leurs idées. Ils partagent ce sentiment avec leurs pairs nord-américains ou européens – le contexte semble par définition défavorable puisqu'il s'agit de défendre une société sans État ou un État minimum dans un monde dont aucune parcelle n'échappe à l'État-nation territorialisé.

- « L'Indonésie a un fond socialiste très présent. Tout notre vocabulaire politique est marqué à gauche. Les idées socialistes sont donc *mainstream* pour tous les partis⁴⁶, même s'ils n'ont pas d'idéologie, sans doute parce que Suharto a donné une mauvaise image à l'idéal des droits individuels. Alors même qu'il était anticommuniste, il a assimilé le libéralisme à une société anarchique et sans règle⁴⁷. » (Entretien avec un universitaire indonésien, Jakarta, 13 juillet 2011)
- « Le libéralisme a une connotation négative car les gens ne comprennent pas ce que signifie ce concept. Ils ne font pas la différence entre "libéral" et "sauvage". Il faudra beaucoup de travail pour diffuser une meilleure image et inciter les gens à se départir de ces vieilles idées [...], mais le monde a changé, les gens ont un meilleur accès à l'information et ils commencent à bénéficier de la mondialisation. Je les trouve de plus en plus réceptifs, même s'il est difficile de faire évoluer les idées. » (Entretien avec Luthfi Assyaukanie, Freedom Institute, Jakarta, 27 juin 2011)
- « Le libéralisme a une mauvaise image en Malaisie, pour une raison simple. Il est vu comme une idée étrangère, ou il est connoté comme un rejet de la religion. Pourtant, le terrain malaisien est fertile, nous sommes très peu à proposer quelque chose qui ne repose pas sur la division ethnique. La classe moyenne est en quête de débats idéologiques et non ethniques, c'est notre fenêtre d'opportunité. » (Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, 25 juin 2011)

⁴⁶ Confirmé par Edward Aspinall, « Still an age of activism », *Indonesia Today*, 22 janvier 2011. En dépit de nombreux syndicats et organisations paysannes, et d'un vocabulaire politique à connotation socialiste, il existe peu de partis politiques véritablement engagés en faveur d'une redistribution des ressources. Pour l'auteur, la gauche indonésienne est fragmentée pour des raisons historiques et du fait de la concurrence entre les ONG.

⁴⁷ Corroboré par le rapport de la FNF Asie 2010 : FNF, *Friedrich Naumann Foundation for Freedom, Southeast and East Asia*, 2011, p. 16.

- « Il y a une discrétion obligatoire en Malaisie sur les idées de l'ordre du libertarianisme. On peut les aborder en les enrobant dans des arguments uniquement économiques, mais il faut être prudent car l'idéologie à l'université comme dans le domaine politique est traditionnellement de centre gauche. C'est logique : beaucoup d'universitaires et de fonctionnaires malais privilégient la discrimination positive qui les a aidés à arriver à leur place, et cette ingénierie sociale est associée à un fond nationaliste très puissant et difficile à remettre en cause. » (Entretien avec un universitaire malaisien, Kuala Lumpur, 17 juin 2011)
- « Les gens [Singapouriens] sont effrayés de s'auto-assimiler à une idéologie. C'est une particularité chinoise, nous tendons à être très terre à terre... Il faudrait arriver à revendiquer de nouveau le label libertarien, qui a une si mauvaise image. » (entretien avec un universitaire singapourien, 17 août 2011)
- « L'économie autrichienne et ses idées sont tellement anti-establishment ! Elles ne font pas partie du système, même si certains hommes politiques les ont défendues par le passé en Occident. À Singapour, tout est une question de contrôle, personne ne va introduire ici des idées antisystème ! » (entretien avec un militant singapourien, Singapour, 22 août 2011)
- « L'idéologie est inutile aux Philippines, puisque tout est contrôlé par les familles. Le territoire, les questions locales, les services prétendent publics... Le libre marché n'existe pas dans les faits puisque l'on a soit l'État soit les familles, jamais un système d'opportunités égales. » (entretien avec un militant philippin, Manille, 3 septembre 2011)

Libertés politiques et économiques

L'approche libertarienne unifie la défense des libertés politiques et des libertés économiques, qu'elle considère comme liées et ne hiérarchise pas. Plusieurs études évaluent chaque année ces questions dans les différents pays du monde. Si leurs paramètres varient légèrement, les conclusions sont relativement similaires. Trois rapports et classements sont ici observés : *Economic Freedom of the World 2011*⁴⁸ (publié par

⁴⁸ James Gwartnay, Robert Lawson et Joshua Hall (dir.), *Economic freedom of the World, 2011 Report*, Fraser Institute, Canada, 2011, 221 p.

Economic Freedom Network), *International Property Rights Index 2011*⁴⁹ (par l'IPRI), et *Freedom in the World 2012*⁵⁰ (par Freedom House). Ces rapports ne sont pas produits par des organisations libertariennes. Ils ne renseignent donc pas sur la propension de ces idées à se développer dans les États concernés, mais procurent une image de leurs environnements économiques et politiques. Les deux premiers classements, axés sur les libertés économiques, sont élaborés respectivement par le Fraser Institute (Canada) et la Property Rights Alliance (USA) en partenariat avec des organisations locales parmi lesquelles figurent certains des laboratoires d'idées approchés pour cette étude. Le rapport publié par Freedom House (USA) sur la liberté dans le monde a quant à lui été retenu parce qu'il intègre les libertés civiles et politiques, contrairement aux deux autres rapports.

Economic Freedom of the World Report, dirigé par des universitaires nord-américains⁵¹, est co-publié par les organisations membres du Réseau pour les libertés économiques (Economic Freedom Network, EFN), auquel appartiennent l'Institute for Development of Economics and Finance (IDEF) indonésien, l'Institute for Democracy and Economic Affairs (IDEAS) malaisien, et le Center for research and communication aux Philippines. Le rapport s'attache à mesurer le degré de liberté économique dans les différents États en analysant le soutien des institutions au libre échange, en mesurant la stabilité de l'environnement légal et des droits de propriété, et en évaluant les politiques économiques et financières ainsi que le niveau de dépenses publiques.

L'International Property Rights Index est produit par la Property Rights Alliance (PRA), partenaire d'IDEAS en Malaisie et de Minimal Government Thinkers (MGT) aux Philippines. Publié chaque année depuis 2007, il mesure le respect des droits de propriété physique et intellectuelle dans le monde (70 pays en 2007 et 129 en 2011). L'analyse lie la prospérité économique aux droits de propriété physique mais aussi à la propriété intellectuelle, qui fait l'objet de débats chez les auteurs

⁴⁹ Kyle A. Jackson (dir.), *International Property Rights Index 2011 report*, International Property Rights Alliance, Washington D.C., 2011, 144 p.

⁵⁰ Arch Puddington (dir.), *Freedom in the World 2012 - The Arab uprisings and their global repercussions*, Freedom House, Washington D.C., 2012, 35 p.

⁵¹ James Gwartnay et al., *op. cit.*

libertariens comme parmi les militants rencontrés dans le cadre de cette étude⁵².

Freedom House, enfin, publie le rapport *Freedom in the world* qui évalue les libertés civiles et politiques sur la base de critères incluant la transparence et l'ouverture des processus électoraux et politiques, les libertés d'opinion et d'expression, l'État de droit et les libertés individuelles.

Les deux classements publiés par l'EFN et l'IPRI, qui s'attachent principalement aux libertés économiques, placent Singapour en tête des pays d'Asie du Sud-Est, contrairement à Freedom House qui, sans établir de classement détaillé, positionne la cité-État dans la catégorie intermédiaire des pays « partiellement libres » (les deux autres catégories étant « libre » et « non libre ») avec une note de 4 sur 7 pour les droits politiques comme pour les libertés civiles. Le rapport de Freedom House note néanmoins en 2012 une amélioration en matière de droits politiques, du fait des débats qui ont eu lieu pendant les campagnes présidentielle et législative organisées en 2011⁵³. La Malaisie obtient les mêmes résultats pour les deux catégories. Les Philippines et l'Indonésie sont en revanche mieux classées, avec une note de 3 dans les deux catégories pour les Philippines, qui restent toutefois considérées comme « partiellement libres » tandis que l'Indonésie est considérée comme « libre » avec 2 pour les droits politiques et 3 pour les libertés civiles.

Les classements des libertés économiques diffèrent, puisque Singapour apparaît systématiquement dans le trio de tête mondial. La cité-État est classée troisième, derrière la Finlande et la Suède, par l'IPRI 2011 qui agrège des variables sur l'environnement politico-légal, les droits de propriété physique et les droits de propriété intellectuelle. Il est significatif d'observer que dans ce rapport, libertés économiques et stabilité politique ne vont pas systématiquement de pair. Alors qu'il se félicite de voir progresser l'index singapourien global en 2011, notamment grâce à un meilleur respect de la propriété intellectuelle, il souligne que le score de l'environnement politico-légal a légèrement

⁵² Kyle A. Jackson (dir.), *op. cit.*, p. 20-21. Les débats observés sur ce sujet entre différents libertariens sont détaillés dans la troisième partie.

⁵³ Arch Puddington (dir.), *op. cit.*, p. 3, 6 et 20. Dans l'Asean, les résultats sont les suivants : « Not Free » : Birmanie, Viêt Nam, Laos, Cambodge, Brunei ; « Partly Free » : Singapour, Malaisie, Philippines, Thaïlande ; « Free » : Indonésie.

régressé en raison d'une baisse de la stabilité politique. Or ce recul correspond précisément à la tenue d'élections, certes contrôlées par le gouvernement mais légèrement plus ouvertes que les échéances précédentes, qui ont à l'inverse fait augmenter l'index de la liberté politique dans le classement de Freedom House. Si l'Indonésie est moins bien classée par l'IPRI puisqu'elle arrive en 77^e position, le rapport souligne une progression par rapport à l'année précédente du fait notamment d'améliorations en termes d'indépendance de la justice et de stabilité politique, en dépit d'un léger déclin de la lutte contre la corruption. La Malaisie se place en 44^e position dans l'IPRI, qui enregistre une régression de la lutte contre la corruption mais une amélioration marginale de l'indépendance de la justice. Les Philippines enregistrent quant à elles le plus mauvais classement des quatre États concernés par cette étude, en 87^e position mondiale selon l'IPRI qui note le déclin de l'État de droit tout en enregistrant une progression du contrôle de la corruption et une nette amélioration des droits de propriété intellectuelle.

Le rapport *Economic Freedom of the World* propose des données sensiblement similaires. En effet, son index prend en considération la taille du gouvernement, le système légal et les droits de propriété, la stabilité de la monnaie, la liberté de commercer à l'international, ainsi que les régulations sur le commerce et les marchés du crédit et de l'emploi⁵⁴. En 2011, Singapour arrive en deuxième position mondiale derrière Hong Kong, largement devant la Malaisie positionnée au 78^e rang, tandis que l'Indonésie se place en 84^e position et les Philippines à la 89^e place.

Un rapide regard sur ces trois classements permet d'établir un premier parallèle entre l'Indonésie et les Philippines d'un côté, Singapour et la Malaisie de l'autre, s'agissant du respect des libertés politiques et économiques. Si l'Indonésie et les Philippines disposent d'un environnement politique relativement ouvert, elles n'obtiennent pas les notes maximales du fait de l'instabilité politique qui demeure aux Philippines, et des problèmes d'indépendance de la justice et de corruption dans les deux cas. Inversement, les libertés économiques

⁵⁴ James Gwartnay *et al.*, *op. cit.*

semblent au premier abord mieux respectées à Singapour, tandis que la Malaisie occupe une position intermédiaire.

Il convient toutefois de noter que les critères retenus par les trois classements ne sont pas nécessairement les plus importants du point de vue libertarien. En matière de libertés économiques, il importe en particulier de distinguer la notion de libre-marché (*free market*) de celle de libre-échange (*free trade*). Si les deux semblent aller de pair, la réalité est plus complexe. Il est en effet possible pour un même environnement d'être favorable au libre-échange en enlevant les barrières commerciales avec l'extérieur, sans pour autant constituer un marché libre si par exemple les prix de certains biens de consommation, ou l'accès de certaines catégories de populations aux marchés du travail ou des biens, sont contrôlés pour les résidents. Cette distinction est secondaire pour l'IPRI, qui s'intéresse surtout au libre-échange puisqu'il s'adresse en priorité à un public étranger intéressé par l'implantation et les règles de fonctionnement d'entreprises multinationales tournées vers l'exportation. Elle explique en revanche l'écart plus grand entre Singapour et la Malaisie dans *Economic freedom of the World*. Dans la mesure où l'absence de libre-marché concerne en priorité les populations locales, ce critère est le plus susceptible de faire l'objet de critiques de la part des mouvements libertariens. Par exemple, alors que Singapour est systématiquement en tête de ces classements, des militants locaux critiquent la possibilité pour le gouvernement de modifier les droits de propriété du sol, ou encore le contrôle public du marché immobilier. Il convient en outre de ne pas négliger que les deux dimensions, économique et politique, sont indissociables du point de vue libertarien. Même si les libertés économiques sont respectées à un instant T, la présence d'un gouvernement autoritaire signifie qu'elles pourraient être rapidement révoquées.

Quatre modèles de relations interethniques et interreligieuses

Les problématiques ethniques et religieuses, omniprésentes dans les États considérés sont apparues à plusieurs reprises au cours de nos entretiens et observations, à deux niveaux : comme objet de réflexions, et comme sources des idées concernées.

Un rappel est nécessaire pour souligner que les questions d'ethnicité et de religion sont abordées de manières très différentes dans les quatre États. Les deux archipels, Indonésie et Philippines, ont en commun de contrebalancer leur diversité ethnique par une relative unité religieuse. Ni les Philippines, catholiques romaines à 82,9 %, ni l'Indonésie musulmane à 88 %, n'abritent de groupe ethnique majoritaire⁵⁵. Dans les deux États, des groupes ethniques possèdent une importance politique particulière (Tagalog aux Philippines, Javanais en Indonésie), mais il n'existe pas de favoritisme officiel distinguant les différentes communautés. Des tensions mêlant problématiques économiques, territoriales et religieuses ont toutefois été enregistrées en Indonésie comme aux Philippines, à Mindanao pour les Philippines et aux Moluques ou en Papouasie pour l'Indonésie.

En Malaisie, ethnicité et religion sont en revanche étroitement liées puisque le groupe ethnique censé être majoritaire, les Malais, se définit notamment par son appartenance à l'islam⁵⁶. Protégés par la Constitution et bénéficiaires d'avantages économiques et sociaux également accordés aux peuples indigènes de Malaisie, les Malais représentent moins de 51 % de la population⁵⁷ mais occupent une position particulièrement favorable qui leur confère à la fois des droits et des devoirs. Ils disposent d'accès privilégiés à l'administration et dominent la sphère politique, mais leur vie quotidienne est largement

⁵⁵ Selon le *CIA World Factbook* (basé sur un recensement de 2000), les Javanais, principale population recensée en Indonésie, constituent environ 40,6 % de la population indonésienne. Les autres groupes principaux sont les Soundanais (15 %), Madurais (3,3 %), Minangkabau (2,7 %), Betawi (2,4 %), Bugis (2,4 %) et Banten (2 %). Aux Philippines, les principaux groupes ethniques sont les Tagalog (28,1 %), Cebuano (13,1 %), Ilocano (9 %), Bisaya/Binisaya (7,6 %), Hiligayno Ilonggo (7,5 %), Bikol (6 %) et Waray (3,4 %).

⁵⁶ L'article 160 de la Constitution malaisienne stipule qu'un Malais est une personne qui « professe la religion islamique, parle habituellement la langue malaise, se conforme à la coutume malaise et - (a) est née avant le jour de l'Indépendance dans la Fédération ou à Singapour ou née de parents dont l'un est né dans la Fédération ou à Singapour, ou était en ce jour domicilié dans la Fédération ou à Singapour ; ou (b) est le descendant d'une telle personne ».

⁵⁷ Selon une estimation datée de 2004, les autres groupes principaux sont les Chinois (23,7 %), les indigènes (11 %), les Indiens (7,1 %). La répartition religieuse s'effectue légèrement différemment : 60,4 % de musulmans, 19,2 % de bouddhistes, 9,1 % de chrétiens et 6,3 % d'hindouistes (*CIA World Factbook*, 2000).

encadrée puisque l'État est également garant de la pratique de l'islam. À Singapour, enfin, le groupe chinois constitue près de 77 % de la population mais on n'observe pas de religion majoritaire⁵⁸. Fondée sur une méritocratie contrôlée, la cité-État n'accorde aucun privilège ni restriction sur la base de l'ethnicité ou de la religion. Les individus y sont toutefois catégorisés par groupe ethnique, et des quotas sont prévus par exemple pour imposer une égale répartition dans les logements publics. Les autorités contrôlent étroitement l'expression publique sur ces sujets, qui font partie des tabous imposés aux ressortissants singapouriens dans la mesure où ils sont susceptibles d'affaiblir la cohésion de la cité-État.

Perception par les libertariens extérieurs

Les classements internationaux recensés ci-dessus ne portent pas d'analyse politique approfondie sur chacune des unités mentionnées. Il est donc intéressant d'observer la manière dont les États couverts par cette étude sont abordés par des publications de référence du mouvement libertarien à l'échelle mondiale. Pour cela, la version électronique du magazine *Reason* ainsi que les analyses quotidiennes de l'Institut Mises, sont pertinentes. En revanche, la fondation Atlas liée à l'institut Cato (Washington DC) et dont la vocation est précisément de créer des liens avec des laboratoires d'idées étrangers, sera abordée au chapitre suivant dans la mesure où la fondation soutient certaines organisations sud-est asiatiques.

Fondé en 1968 et diffusé à 60 000 exemplaires, *Reason Magazine*, se définit comme le magazine « des esprits libres et des marchés libres ». Il est associé à la fondation Reason, établie en 1978 à Los Angeles. L'institut Mises établi en 1982 à Auburn (Alabama), est un centre de recherche en économie et en philosophie politique dont les travaux sont inspirés par l'œuvre de Ludwig von Mises, figure centrale de l'économie

⁵⁸ Les minorités sont essentiellement des Malais (13,9 %) et des Indiens (7,9 %). Les principales religions sont le bouddhisme (42,5 %), l'islam (4 %), le taoïsme (8,5 %), l'hindouïsme (4 %), le catholicisme (4,8 %) et différentes formes de protestantisme (9,8 %). 14,8 % des Singapouriens se déclarent athée (CIA *World Factbook*, 2000).

autrichienne. En 2006, plus de 24 000 personnes étaient abonnées à la liste de diffusion sur laquelle l'institut envoie quotidiennement, depuis 1998, des articles universitaires ou commentaires d'actualité. Le choix de ces deux supports, outre le fait qu'ils constituent des références libertariennes, repose sur leur orientation différente. S'ils partagent le refus de toute interférence étatique dans les choix individuels, l'Institut Mises est d'orientation plus conservatrice sur les plans moral et culturel.

Aucun des quatre États considérés ne fait l'objet d'un suivi approfondi dans ces publications, qui portent prioritairement sur des débats de théorie économique ou de philosophie morale et politique, et limitent l'essentiel de leurs commentaires politiques à des débats liés à l'économie mondiale ou aux enjeux de société américains tels que les libertés publiques et la sécurité. *Reason* mentionne rarement ces pays, à l'exception de Singapour, et le fait principalement pour souligner leurs atteintes aux libertés individuelles – rien ne laisse penser dans les colonnes de *Reason* que les pays sud-est asiatiques puissent être considérés comme des environnements favorables au libertarianisme. La Malaisie et l'Indonésie sont régulièrement épinglées pour les atteintes portées par les autorités aux libertés religieuses⁵⁹. L'Indonésie a par ailleurs été évoquée par *Reason*, opposé à toute forme d'intervention gouvernementale extérieure, pour critiquer une politique étrangère américaine qualifiée d'hégémoniste. Le magazine dénonçait ainsi les liens de la mère du président des États-Unis, Barack H. Obama, et de son beau-père, Lolo Soetoro, avec l'administration de l'ancien président Suharto, via l'agence United States Agency for International Development (USAID). La critique de l'interventionnisme se nourrit aussi de l'exemple philippin, évoqué pour dénoncer l'impérialisme pratiqué au XX^e siècle par les États-Unis⁶⁰ ou pour revendiquer le retrait des troupes américaines de toutes les opérations militaires extérieures. Les Philippines sont également mentionnées pour dénoncer la fermeture de la politique d'immigration américaine⁶¹. Il n'est toutefois jamais fait mention d'affinités idéologiques avec des groupes libertariens philippins alors

⁵⁹ Par exemple : Charles Olivier, « Arrested for PDA », *Reason.com*, 1^{er} mars 2011 ; Cathy Young, « Fear of a Muslim America », *Reason Magazine*, août-septembre 2011.

⁶⁰ Michael McMenamin, « Teddy Roosevelt's hidden legacy », *Reason Magazine*, juin 2003 ; Damon W. Root, « The party of Jefferson », *Reason Magazine*, décembre 2007.

⁶¹ Kerry Howley, « Hello nurse! », *Reason.com*, 30 mai 2006.

même qu'il s'agit du pays où l'on observe la défense d'un idéal libertarien le plus conforme à celui qui est poursuivi par Reason.

La question de la proximité idéologique n'est finalement abordée que dans le cas de Singapour qui, contrairement aux autres États traités dans une relative indifférence, fait l'objet de débats animés sur le site du journal. Dès 1996, Reason critiquait le positionnement de la cité-État en haut des classements sur les libertés économiques de l'institut Fraser et de la Fondation Heritage⁶². Soulignant que le marché est un moyen et non une fin, l'auteur de l'article, lui-même libertarien et ancien chercheur à l'Université Nationale de Singapour (NUS), revenait sur les nombreux éléments qui éloignent Singapour du prototype d'un État libéral⁶³. Il critiquait notamment les contrôles des taux de change et d'intérêt, la mainmise de l'État sur les grandes entreprises, l'inondation du marché de l'immobilier par les constructions publiques, l'interdiction faite aux singapouriens d'épargner dans des banques internationales et leur obligation de cotiser au *Central Provident Fund* (CPF). L'obligation de renouveler annuellement les licences d'entreprises, ou encore les procès intentés à des journalistes pour avoir révélé des données économiques, seraient selon lui masqués par la relative liberté octroyée aux entreprises étrangères. Concédant à la cité-État un faible taux de corruption, il jugeait que ce dernier masquait une corruption morale de la justice, soumise au parti dirigeant⁶⁴. De l'extérieur, et d'un point de vue libertarien, Singapour est assimilé à un « autoritarisme soft » bien loin des classements internationaux. Un article de 2007 s'interrogeait de nouveau pour savoir si la cité-État constitue une « utopie libertarienne »... pour répondre, logiquement, par la négative. L'auteur souligne certes que les États-Unis devraient s'inspirer du modèle singapourien « sur les thèmes où Singapour est plus libéral que nous », en particulier la politique

⁶² Christopher Lingle, « Communitarian capitalism », *Reason Magazine*, octobre 1996.

⁶³ Accusé de diffamation par le gouvernement pour avoir dénoncé dans *l'International Herald Tribune* le manque d'indépendance de la justice singapourienne, Christopher Lingle a écrit que le modèle des valeurs asiatiques mène à la répression des libertés individuelles. Voir Christopher Lingle, *Singapore's authoritarian capitalism: Asian values, free market illusions and political dependency*, Fairfax, Locke Institute, 1996, 168 p.

⁶⁴ Le People's action party (PAP) occupe une position hégémonique dans la politique singapourienne depuis 1959 et dirige le pays depuis son indépendance (1965). Voir Diane Mauzy et R.S. Milne, *Singapore politics under the People's action party*, Londres, Routledge, 2002, 270 p.

d'immigration⁶⁵, mais critique la cité-État pour sa répression anti-drogues, ainsi que les contrôles des mœurs des citoyens⁶⁶.

L'approche des publications de l'Institut Mises, essentiellement critique, est comparable à celle de Reason. Certains aspects jugés positifs sont toutefois mis en avant. Sans mentionner la présence ou l'influence de militants libertariens en Malaisie, des débats ont salué les déclarations récurrentes de l'ancien Premier ministre, Mahathir Mohamed, qui propose de revenir à l'étalon-or en matière monétaire. Cette idée est en effet l'une des propositions centrales de la théorie économique autrichienne développée par l'institut. L'introduction effective d'une monnaie-or dans l'État du Kelantan, en dehors des droits de seigneurage centralisés, a également été saluée⁶⁷. En dépit de commentaires positifs sur des points ponctuels, la Malaisie a en revanche été critiquée pour les politiques économiques protectionnistes mises en œuvre par Mahathir après la crise financière de 1997-1998⁶⁸. Le système de discrimination positive pratiqué en Malaisie fait généralement l'objet d'une approche critique⁶⁹, à l'exception d'un seul auteur qui semble paradoxalement avoir été séduit par une visite en Malaisie orchestrée pour promouvoir l'image du royaume fédéral et vante le succès économique d'un pays « musulman et prospère »⁷⁰.

Comme dans le cas de Reason, le classement de Singapour parmi les pays « libres » économiquement est critiqué, en raison notamment de l'obligation imposée par l'État à ses citoyens d'épargner une partie de leurs revenus pour financer leur retraite⁷¹. Si la qualification d'« État libertarien » fait l'objet de débats sur le forum Internet de l'institut⁷², de fortes critiques sont également adressées à la politique de répression des

⁶⁵ Kerry Howley, « Is Singapore a libertarian utopia? », *Reason.com*, 22 décembre 2007 ; Kerry Howley, « Is Singapore insufficiently tribalistic ? », *Reason.com*, 13 janvier 2008.

⁶⁶ Kerry Howley, « Singapore orders its citizens to be spontaneous », *Reason.com*, 11 août 2005.

⁶⁷ Discussion sur le forum de l'Institut Mises, daté du 18 avril 2011, sous le titre « Islamic Dinar ».

⁶⁸ Frank Shostak, « Bursting Malaysia's bubble », *Mises Daily*, n° 375, 28 janvier 2000.

⁶⁹ Steven Farron, « Prejudice is free, but discrimination has costs », *Journal of libertarian studies*, vol. 14, n° 2, été 2000, p. 179-245.

⁷⁰ John Basil Utley, « Malaysia : Muslim and prosperous », *Mises Daily*, n° 1313, 22 août 2003.

⁷¹ Stephan Karlsson, « Flawed Economic freedom index », *Mises Economics Blog*, 7 janvier 2005.

⁷² Discussions sur le forum de l'Institut Mises, datées du 7 août 2009 (« Singapore »), 17 février 2009 (« Most libertarian country ») et 3 avril 2010 (« Is Singapore the way to go? »).

possesseurs de stupéfiants, au point que la question est posée de savoir si la cité-État ne devrait pas au contraire être qualifiée d'« État voyou »⁷³.

L'Indonésie est également critiquée, indirectement – pour dénoncer l'aide publique au développement fournie par les États-Unis, jugée contre-productive⁷⁴ – ou directement – pour fustiger sa politique prohibitionniste en matière de drogues. Le taux de corruption qui caractérise le pays⁷⁵ n'est pas épargné, de même que les conséquences négatives des subventions aux matières premières qui font depuis les années 2000 l'objet de débats politiques en Indonésie⁷⁶. Il convient toutefois de souligner que l'un des sites Internet de référence du réseau libertarien indonésien est le seul à faire l'objet d'une citation directe dans les publications de l'Institut Mises. Un militant indonésien, Sukasah Syahdan, a en effet publié en avril 2008 sur son site *Akal dan kehendak* (Liberté et progrès) un entretien très commenté de l'un des philosophes de référence de l'institut, Hans-Hermann Hoppe⁷⁷. Cet entretien avec « l'intellectuel anti-intellectuels » est reprise et commentée sur le site, laissant entrevoir une connexion entre le réseau indonésien et ses référents en Amérique du Nord, sans que soient mentionnés d'autres liens avec des libertariens originaires d'Asie du Sud-Est⁷⁸.

Le cas des Philippines est enfin abordé sous un angle similaire à celui de Reason. Le participant philippin à l'un des forums de dialogue de l'Institut Mises critique la « culture intellectuelle étatiste » des Philippines⁷⁹, seule véritable référence au contexte de la diffusion des idées concernées. Mais l'archipel est surtout mentionné pour dénoncer

⁷³ S.M. Oliva, « The State is the murderer's true refugee », *Mises Economics Blog*, 27 novembre 2005.

⁷⁴ Thomas J. DiLorenzo, « A foreign aid disaster in the making », *Mises Daily*, n° 1715, 6 janvier 2005 ; J. Henderson, « How foreign aid kills », *Mises economics blog*, 5 janvier 2005.

⁷⁵ David H. Heinrich, « Corby convicted of drug smuggling », *Mises Economics Blog*, 26 mai 2005.

⁷⁶ K.Y. Leong, « Indonesia's energy policy: a lesson in failure », *Mises Daily*, n° 1906, 6 septembre 2005.

⁷⁷ Sukasah Syahdan, « Hans-Hermann Hoppe : Portret intelektual anti-intelektual », *Jurnal kebebasan : Akal dan Kehendak*, vol. II, n° 27, 28 avril 2008.

⁷⁸ Seul un ressortissant singapourien a été relevé parmi les *alumni* de l'université d'été et du *summer fellowship* organisés chaque année par l'institut.

⁷⁹ Discussion sur le blog de l'Institut Mises, intitulée « How to explain rise of capitalism in Asia », 7 avril 2009.

l'impérialisme pratiqué au XX^e siècle par les États-Unis⁸⁰. L'héritage anti-impérialiste d'Edward Atkinson, opposé à la conquête des Philippines et incitant les troupes à se mutiner⁸¹, ou encore de William Graham Sumner, également critique de cette occupation⁸², sont salués en ce sens.

Les pays concernés par cette étude semblent donc peu liés intellectuellement aux deux piliers du mouvement libertarien mondial que sont l'Institut Mises et la Fondation Reason, qui leur accordent un intérêt limité et critique. Indonésie, Malaisie, Singapour et Philippines n'apparaissent pas comme des terrains favorables à la diffusion de ces idées, ni n'évoquent des terres de mission. La question se pose donc de savoir si les organisations qui font l'objet de cette étude ont émergé de manière autonome, sous l'influence d'individus entrés par hasard au contact des idées libertariennes, ou suite aux initiatives d'une fondation comme Atlas, tournée vers l'international et distribuant des fonds pour promouvoir ces idées dans le reste du monde.

2 - Typologie des organisations approchées

Ce chapitre établit une première typologie des organisations revendiquant, en Asie du Sud-Est, leur adhésion à la cause libertarienne. Le propos introductif de ce travail soulignait l'ambiguïté qui entoure l'usage du terme libertarien, employé en anglais dans une acception plus large que son sens francophone. En Indonésie, en Malaisie, à Singapour et aux Philippines, les libertariens anarchistes au sens de Murray Rothbard forment une infime minorité. Il n'existe pas d'organisation ouvertement inspirée par des références anarchistes à l'instar de l'institut Mises aux États-Unis ou l'Institut Rothbard en Belgique et aux Pays-Bas. Les idées les plus radicales sont généralement le fait d'individus isolés ou actifs sur des blogs, tandis que la production idéologique institution-

⁸⁰ Ralph Raico, « America's will to war : the turning point », *Mises Daily*, n° 5236, 25 avril 2011.

⁸¹ Murray Rothbard, « The character of American individualism », *Mises Daily*, n° 5395, 20 juin 2011.

⁸² H.A. Scott Trask, « William Graham Sumner : against democracy, plutocracy, and imperialism », *Journal of libertarian studies*, vol. 18, n° 4, automne 2004, p. 1-27. Thomas E. Woods, Jr., « The anti-imperialist league and the battle against Empire », *Mises Daily*, n° 2408, 15 décembre 2006.

nalisée est plus fréquemment d'inspiration minarchiste ou libérale classique. Deux critères ont été retenus pour circonscrire l'objet de cette recherche. D'une part, l'auto-désignation comme « libertarien », même lorsque les idées défendues s'apparentent davantage au minarchisme. D'autre part, l'affichage d'un programme considérant la liberté individuelle comme socle philosophique et son renforcement comme l'objectif des actions menées, ce qui permet d'exclure de l'analyse les organisations cantonnées à la défense des libertés économiques, mais aussi celles qui se limitent aux droits politiques.

Il n'est pas pertinent d'établir comme critère distinctif la sociologie des acteurs membres des organisations étudiées. Celle-ci est en effet relativement homogène et similaire à celle des membres d'Organisations non gouvernementales (ONG) classiques : jeunes, éduqués et souvent formés en Europe, Australie et Amérique du Nord où ils ont été exposés au libéralisme économique et politique. C'est donc autour des organisations les plus institutionnalisées que s'articule l'essentiel de ce chapitre. Leurs idées et référents intellectuels, brièvement abordés, seront développés dans la deuxième partie de cette recherche. La première section décrit les caractéristiques des principales organisations dans chacun des quatre pays. La seconde s'attache à montrer les liens qui les unissent, esquissant la cartographie d'un réseau dont les fils passent parfois par l'Europe ou l'Amérique du Nord, à travers des initiatives organisées par des fondations extérieures à la région.

Des voies d'accès éclectiques

La sociologie des militants rencontrés révèle le profil d'individus souvent jeunes (20-30 ans), éduqués et anglophones. Deux principales trajectoires caractérisent leur accès au libertarianisme : pour certains, l'évolution progressive d'un engagement de gauche, marqué par la défense des libertés politiques puis la découverte de l'analyse économique ; pour d'autres, la lecture de textes économiques, souvent des classiques de l'économie autrichienne, suivie d'une découverte de la philosophie politique développée par les mêmes auteurs.

- « Quand j'ai commencé à acquérir des connaissances économiques à l'université j'ai découvert Smith, puis Hayek. Alors j'ai commencé à réaliser que Mahathir avait tort et que les médias malaisiens étaient contrôlés. Par exemple, le blâme systématique des Juifs pour la crise n'était pas une explication économique... c'est là que j'ai commencé à interroger la politique économique du pays et à remettre en cause le rôle de l'État, puisqu'il avait besoin d'explications aussi absurdes pour compenser ses erreurs. [...] J'étais aux États-Unis pendant une campagne présidentielle. Cela a été un choc, pour la première fois je découvrais la possibilité des débats contradictoires, les critiques au gouvernement... la démocratie. À partir de là, j'ai commencé mettre en question tout le système dans lequel je baignais. » (Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 11 juin 2011).
- « À l'époque où j'étais étudiant en histoire, j'étais gauchiste et syndicaliste, j'ai même été à Porto Alegre ! J'étais déjà libéral sur les questions politiques et sociales, il a donc suffi d'un ajustement pour me convaincre sur l'aspect économique des choses. Je suis devenu vraiment libéral en rencontrant la FNF [Friedrich Naumann Foundation], dans le cadre de son premier programme en Indonésie, puis j'ai commencé lire et à promouvoir intensément ces idées moi mêmes. » (Entretien avec un militant indonésien, Jakarta, 28 juin 2011).
- « Le groupe libertarien philippin a été fondé pendant la dernière campagne pour les primaires républicaines aux États-Unis, autour d'un attaché de l'ambassade qui avait fondé un groupe Facebook « Filipinos for Ron Paul ». Cela a été le début du recrutement pour le groupe libertarien, et rapidement nous avons réuni 100 personnes, dont entre 20 et 30 restent aujourd'hui des membres actifs. [...] Tous ont donc une perspective sur l'extérieur, mais nous n'avons pas forcément eu l'occasion de vivre à l'étranger. [...] J'ai personnellement découvert le libertarianisme par la lecture de Rothbard. » (Entretien avec un militant philippin, Manille, 22 août 2011).

Principales organisations implantées localement

La nébuleuse libertarienne en Asie du Sud-Est est composée de quatre types d'acteurs, plus ou moins intégrés à un réseau fluide. Les organisations les plus institutionnalisées sont d'origine locale, créées à l'initiative d'individus exposés à ces idées par des lectures ou lors d'études à l'étranger⁸³, tandis que d'autres sont les filiales d'organisations étrangères qui ont choisi de s'implanter dans les capitales des États observés⁸⁴. Les catégories les moins institutionnalisées incluent les groupes d'individus organisés autour de sites Internet collaboratifs ou sur les réseaux sociaux virtuels, mais aussi des individus isolés du reste du réseau qu'ils se contentent parfois de suivre sur Internet.

Les recherches de terrain menées dans le contexte de cette étude ont inclus les filiales d'organisations étrangères implantées dans les capitales des pays observés, notamment la Fondation allemande Friedrich Naumann pour la liberté (FNF). La FNF, dont le secrétariat central pour l'Asie du Sud-Est se trouve à Bangkok, possède des bureaux à Manille et Jakarta et organise des programmes à Singapour et en Malaisie. Le socle philosophique de la fondation est d'inspiration libérale classique, favorable à la liberté individuelle et au libre-marché, mais ses contacts sur le terrain sont établis de manière *ad-hoc* sans que l'idéologie puisse être un facteur discriminant dans des pays où les partis politiques eux-mêmes possèdent rarement une ligne claire. Le parallèle avec le libertarianisme est par ailleurs exclu du fait du mode de financement de la fondation, qui reçoit des fonds publics liés aux résultats électoraux du parti auquel elle est liée, le FDP (Freie demokratische partei, Parti libéral-démocrate – centre-droit). La FNF est donc considérée ici dans la mesure où elle entretient des liens avec certaines organisations locales revendiquant le label libertarien, mais ses programmes ne font pas l'objet d'une analyse systématique.

⁸³ Par exemple le think tank malaisien IDEAS et son pendant indonésien Freedom Institute.

⁸⁴ Notamment la fondation allemande Friedrich Naumann Foundation for Freedom (FNF), dont les fondements seront détaillés au chapitre suivant.

Par commodité, les organisations sont présentées suivant leur origine nationale. Cette section revient sur les conditions de leur émergence et leur organisation, sans entrer dans les détails de leur idéologie ou de leurs actions qui sont développées par la suite. Cette approche permet de souligner la similarité de l'organisation des réseaux libertariens dans les pays étudiés : autour d'une organisation établie gravitent des individus, reliés par des publications généralement électroniques et susceptibles de se rapprocher lors de certains événements.

Indonésie

C'est en Indonésie qu'a émergé le premier institut se réclamant, dans la région, d'une inspiration libérale classique. Fondé en 2002 à l'initiative de Rizal Mallarangeng, suite à des discussions menées depuis 2001 sur les libertés civiles et individuelles et sur le lien entre les questions économiques et politiques⁸⁵ Ce laboratoire d'idées, appelé Freedom Institute, vise à encourager les études sur « la démocratie, le nationalisme et l'économie de marché ». Il faut se pencher sur les référents intellectuels de ses fondateurs, et sur les travaux traduits ou publiés par les chercheurs de l'institut, pour trouver le lien avec l'objet de cette étude. En dehors d'une appellation qui rend explicite l'attachement de l'institut à la liberté, ses activités et centres d'intérêt sont si diversifiés qu'il est difficile d'y percevoir une idéologie spécifique. De fait, plusieurs de ses membres expliquent préférer éviter d'employer le terme « libéral » en raison de sa connotation négative en Indonésie, car il est synonyme de chaos.

C'est pourtant bien pour promouvoir le libéralisme et encourager l'émergence de clivages idéologiques sur une scène politique marquée, trois ans après la chute de Suharto, par l'attachement à des personnalités plus qu'à des idées, que Rizal Mallarangeng explique avoir eu l'idée de cet institut à son retour de l'Université de l'Ohio où il avait obtenu un doctorat en sciences politiques. Engagé dans l'activisme étudiant sous Suharto, il explique avoir repris contact avec d'anciens camarades favorables au libéralisme politique, et les avoir incités à s'intéresser aussi aux libertés économiques. À son retour, devenu la plume de la

⁸⁵ Entretien avec un responsable du Freedom Institute, Jakarta, juin 2011.

présidente Megawati, il a rencontré le président de la Chambre de commerce d'Indonésie, Aburizal Bakrie, qui a accepté de financer la mise en place d'un institut consacré au libéralisme de marché. Ce magnat des travaux publics, à la tête de l'une des premières fortunes d'Indonésie, reste le principal mécène du Freedom Institute. Ce lien n'est pas sans susciter des critiques⁸⁶, certains reprochant à l'institut d'être une machine électorale pour Aburizal Bakrie et Rizal Mallarangeng, désormais engagés en politique au sein du Golkar⁸⁷. D'autres lui prêtent tout simplement l'objectif de promouvoir une idéologie faite sur mesure pour justifier les activités de l'industriel et ancien ministre⁸⁸. Plusieurs remarques permettent d'affiner ces critiques. Il est indéniable que le statut de créateur d'une organisation intellectuelle est un atout pour la popularité de l'entrepreneur, qui a par exemple créé le prix annuel « Ahmad Bakrie » en l'honneur de son père, décerné par l'institut à six auteurs ou chercheurs indonésiens dans les domaines scientifique, social ou culturel⁸⁹. Pour autant, les publications de l'institut ne font pas

⁸⁶ Jeffrey A. Winters, « Pathways to a people's president », *Indonesia Today*, 21 janvier 2012. L'émergence politique d'Aburizal Bakrie est qualifiée de signe de « l'ère des oligarques » par l'auteur.

Herry Priyono, philosophe marxiste, estime que le Freedom Institute a été « créé pour la convenue de son bailleur de fonds. Ils ne font pas de discussions intellectuelles questionnant les prémisses de leur idéologie, leurs débats ne sont que des apologies ». Entretien réalisé au Collège Kanisius, Jakarta, 9 juillet 2011.

⁸⁷ Le Golkar (nom issue de *Golongan karya*, parti des groupes fonctionnels), fondé en 1964, était le véhicule politique du régime Suharto (au pouvoir de 1965 à 1998).

⁸⁸ Aburizal Bakrie a été ministre de l'Économie et ministre chargé de la Coordination des affaires sociales, de 2004 à 2009. Il est à la tête du parti Golkar depuis 2009. Son passage par le gouvernement et sa réputation d'industriel ont été entachés par la catastrophe survenue à partir du 26 mai 2006, lorsqu'une coulée de boue attribuée aux excavations conduites par l'entreprise PT Lapindo Brantas, possédée par son conglomerat, a détruit des dizaines d'habitations et d'hectares de terres. Un débat politico-médiatique a suivi la catastrophe, autour du fait de savoir si cette dernière devait être attribuée aux activités industrielles ou à l'activité tectonique liée au volcan voisin. Les retards pris dans l'indemnisation des victimes ont fortement affaibli la réputation de l'industriel. Voir sur ce sujet : Jim Schiller, « Un-natural disaster », *Inside Indonesia*, n° 91, 13 janvier 2008 ; Bosman Batubara, « Review : The Lapindo Titanic », *Inside Indonesia*, n° 105, 1^{er} août 2011.

⁸⁹ Le prix de la Pensée sociale a été attribué en 2011 à Adrian B. Lopian, auteur de *Orang Laut, Bajak Laut, Raja Laut : Sejarah Kawasan Laut Sulawesi Abad XIX* [Gens de la mer, pirates de la mer, rois de la mer : Histoire de la région de la mer de Sulawesi au XIX^e siècle] ; le prix littéraire a récompensé Nh. Dini, précurseur d'une littérature indonésienne féminine ; le prix de la médecine a été décerné à Satyanegara pour ses recherches en immunothérapie ;

référence aux domaines d'activité de l'industriel. Les membres de son conseil sont essentiellement d'anciens activistes étudiants, appartenant à un large spectre de spécialités allant du libéralisme religieux à l'économie, en passant par les arts et la science⁹⁰.

La troisième partie de cette étude reviendra sur le fait que l'institut sert de relais à plusieurs responsables politiques en devenir. Rizal Mallarangeng lui-même tenté de se porter candidat lors de la dernière élection présidentielle, et maintient cette ambition pour les prochaines échéances. La stratégie des dirigeants de l'institut est cependant relativement transparente sur cette question : il ne s'agit pas d'encourager un parti politique, mais de faire de la diffusion d'idées à l'intérieur des partis existants. Plusieurs chercheurs associés à l'institut sont impliqués dans différents partis (en particulier le Golkar et le Parti démocrate⁹¹), mais aucun d'entre eux ne reçoit de soutien officiel. Ces compromis avec le système éloignent certes le Freedom Institute d'un libertarianisme tendance anarchiste, qui est d'ailleurs rejeté par la majorité de ses cadres⁹². Il reste néanmoins pertinent pour cette étude dans la mesure où les référents individualistes de ses membres, les publications de textes d'auteurs libéraux classiques tels que Frédéric Bastiat ou Friedrich Hayek, et une partie des activités mises en œuvre

le prix scientifique à Jatna Supriatna pour son travail en biologie ; et le prix de la technologie à FG Winarno pour son travail dans le domaine de l'alimentation. Un prix spécial récompensant l'excellence d'un jeune chercheur a été attribué à Hokky Situngkir, auteur de travaux couvrant aussi bien la culture indonésienne sous un aspect scientifique (« La physique du Batik ») que l'évolution des systèmes économiques et financiers.

⁹⁰ Par exemple, Ulil Abshar Abdalla et Luthfi Assyauckanie sont impliqués dans le libéralisme islamique (ils ont cofondé en 2001 Jaringan Islam Liberal (JIL), le Réseau de l'islam libéral). Chatib Basri ou Mohamad Ikhsan sont économistes, tandis que Nirwan Diwanto ou Nirwan Ahmad Arsuka ont un profil artistique.

⁹¹ Le Partai demokrat (PD), fondé en 2001, est le parti de Susilo Bambang Yudhoyono, élu président de la République d'Indonésie en 2004 et réélu en 2009. Sa ligne politique, comme pour la plupart des partis indonésiens, est peu transparente mais revendique s'appuyer sur l'idéologie nationale, le *Pancasila*.

⁹² L'engagement politique constitue un dilemme épineux pour les libertariens. Il a suscité de nombreux débats aux États-Unis, au moment de la fondation du Parti libertarien dans les années 1960 et autour de l'engagement politique de Ron Paul, candidat récurrent aux primaires républicaines, qui a choisi de s'engager dans un parti non libertarien en espérant avoir davantage d'influence. Voir Murray Rothbard, *For a new liberty - The libertarian manifesto*, San Francisco, Fox & Wilkes, 1978, 338 p.

(notamment les actions de formation à destination d'étudiants), analysés dans les chapitres suivants, sont ancrés dans l'approche évoquée en introduction.

Le mode de financement du Freedom Institute repose sur plusieurs sources, d'après les informations recueillies sur place. Complétant les fonds alloués par Aburizal Bakrie, une seconde source de financement dérive des activités de Fox, entreprise de consultance politique fondée en 2008 par la famille Mallarangeng⁹³ et installée dans les mêmes locaux que l'institut. Enfin, des fondations internationales subventionnent des initiatives ponctuelles. L'institut a par exemple remporté en 2004 le *Templeton Freedom Award*, d'un montant de 10 000 dollars, décerné par la fondation américaine Atlas⁹⁴. Cette dernière cofinance également Akademi Merdeka (« Académie de la liberté/de l'indépendance »), séminaire de formation à la pensée libérale destiné aux étudiants. Les copublications ou activités organisées en partenariat avec la branche locale de la FNF allègent enfin le budget de l'institut consacré à la traduction et à la diffusion de textes classiques de la pensée libérale ou libertarienne⁹⁵.

Une dizaine de chercheurs associés se réunissent hebdomadairement à l'institut. Sans en être directement membres, des intellectuels comme Arianto A. Patunru, chercheur à l'institut de recherches économiques et sociales d'Universitas Indonesia, ou Poltak Hotradero, directeur de la recherche à la Bourse indonésienne, interviennent régulièrement lors de débats ou formations. Le personnel permanent est composé d'une quinzaine de personnes, principalement affectées à la bibliothèque. Basé au centre de Jakarta dans le quartier huppé de Menteng, l'institut met en effet gratuitement à la disposition de ses visiteurs un espace de travail qui lui permet d'attirer des étudiants ou intellectuels au-delà de son cercle idéologique. L'institut compte 868 membres sur le principal groupe Facebook qui lui est consacré, mais ce chiffre ne permet pas d'estimer précisément le nombre de personnes susceptibles de lire ses

⁹³ Faisal Chaniago, « Choel Mallarangeng, king of political consulting », *The Jakarta Post*, 6 septembre 2010.

⁹⁴ Atlas Network, « Templeton Freedom Award Winners 2004-2007 ». Liste disponible sur Internet : <http://atlasnetwork.org/networknews/2007/11/2004-2007-templeton-freedom-award-winners/> (dernier accès le 25 mars 2012).

⁹⁵ Par exemple Ludwig von Mises, *Menemukan kembali liberalisme* [La redécouverte du libéralisme], Jakarta, Freedom Institute et Friedrich Naumann Stiftung, 2011, 242 p.

publications, qui couvrent des domaines éclectiques allant de l'économie à la littérature en passant par la religion et le rôle de la science dans la société.

Son principal atout est d'être considéré comme la référence pour les Indonésiens intéressés par l'approche libérale des questions économiques et politiques. D'autres centres de recherche sur les politiques publiques font partie du même réseau, par exemple The Indonesian institute, le Centre for public policy research, le Centre for security and international studies ou le Center for economic and social research, mais leur ligne n'est pas idéologique et leurs chercheurs ne sont pas nécessairement des activistes, contrairement à la plupart des associés du Freedom Institute.

D'autres activistes indonésiens défendent une version plus radicale du libertarianisme. Ils se retrouvent notamment autour du site Internet *Akal dan kehendak* (« Volonté et raison »)⁹⁶, qui promeut « la liberté, la dignité et la suprématie de l'individu ». Sukasah Syahdan, principal fondateur du site ouvert en mars 2007, a traduit en indonésien des auteurs-clés du libertarianisme et de l'école autrichienne d'économie, F. A. Hayek, L. von Mises, M. Rothbard et H.-H. Hoppe, qu'il met à disposition en téléchargement. Poète, ancien résident de Budapest et habitant désormais en Australie, il n'est pas membre des instituts existants même si une proximité personnelle le rapproche de certains de leurs membres. Fonctionnant à ses débuts comme un journal hebdomadaire, le site est en sommeil partiel du fait de l'activité professionnelle de ses trois principaux contributeurs, mais continue de recevoir une centaine de visiteurs quotidiens selon son fondateur⁹⁷.

Malaisie

En Malaisie, l'embryon de communauté libertarienne (terme surdimensionné selon le président de FNF Asia, Rainer Heufers⁹⁸) semble plus organisé en dépit d'une institutionnalisation récente. Jusqu'à la fin des années 2000, elle reposait sur une poignée de blogueurs particulièrement actifs⁹⁹. La création d'IDEAS (Institute for democracy

⁹⁶ Site Internet : <http://akaldankehendak.com> (dernier accès le 25 mars 2012).

⁹⁷ Échanges électroniques conduits en juin 2011.

⁹⁸ Entretien conduit à Kuala Lumpur, juin 2011.

⁹⁹ Entretiens avec trois blogueurs, Kuala Lumpur, mai 2011.

and economics affairs) officiellement lancé à Kuala Lumpur le 8 février 2010 après avoir vu le jour à Londres en 2006 sous le nom de The Malaysia Think Tank puis Wau Bebas, a fédéré des individus qui ignoraient que leurs idées étaient représentées dans le pays¹⁰⁰. L'initiative est venue de trois Malaisiens résidents en Angleterre, Wan Saiful Wan Jan, Wan Mohd Firdaus Wan Mohd Fuad et Tunku 'Abidin Muhriz. Les trois fondateurs de l'institut sont issus de parcours politiques variés puisque le premier est membre du parti islamiste d'opposition PAS (Partai islam se-Malaysia, Parti islamique de Malaisie) et le second du parti nationaliste malais UMNO (United Malay National Organization), tandis que le troisième descend de la famille royale de l'État de Negeri Sembilan. IDEAS a été lancé avec le soutien de la fondation Atlas¹⁰¹, qui a offert 10 000 dollars à ses fondateurs pour lancer leur activité au Royaume-Uni avant de les encourager à migrer en Malaisie. L'organisation n'ayant pas de membres à proprement parler, il est difficile de mesurer le nombre de ses activistes en dehors de ses quelque 1 800 sympathisants Facebook¹⁰² et de la trentaine de participants régulièrement présents aux événements organisés par l'institut¹⁰³. IDEAS s'inscrit dans un héritage nationaliste malaisien qui le distingue clairement de l'anarchisme, et défend des idées minarchistes proches de celles de F. A. Hayek et Milton Friedman. Il se situe à cet égard dans la ligne de l'institut Cato¹⁰⁴ et de la fondation Atlas. En 2011, IDEAS a été classé 13^e meilleur nouveau think tank au monde et 2^e en Asie par une enquête conduite sur 6 480 instituts dans 169 pays, menée par l'Université de Pennsylvanie et l'Université des Nations Unies¹⁰⁵.

IDEAS se donne pour mission de promouvoir l'économie de marché face aux problèmes publics de la Malaisie, sur la base de quatre éléments : l'État de droit, le gouvernement limité, le libre marché et la

¹⁰⁰ Entretien avec un proche d'IDEAS, Kuala Lumpur, mai 2011.

¹⁰¹ Atlas Network, « IDEAS first in Southeast Asia », 11 août 2010.

¹⁰² 1814 membres de la page Facebook « IDEAS », chiffre actualisé le 25 mars 2012.

¹⁰³ Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, juin 2012.

¹⁰⁴ Cato Institute est un think tank libertarien américain basé à Washington D.C. et fondé en 1974 par Edward Crane, Charles Koch et Murray Rothbard. Il promeut la limitation des dépenses publiques, le libre marché, la liberté individuelle et la paix, notamment en publiant des recommandations politiques.

¹⁰⁵ James McGann (dir.), « 2011 global go to think tanks rankings », 2012, p. 59.

liberté individuelle. L'objectif prioritairement affiché est de polariser le débat politique malaisien autour de clivages idéologiques, loin des questions raciales qui en sont actuellement le principal sujet.

À l'inverse de la plupart des organisations étudiées au cours de ce projet, IDEAS communique ouvertement sur son budget à l'intention notamment de ses bailleurs de fonds potentiels. Les fonds de l'institut s'élevaient en 2010 à 600 645,75 ringgit (RM – environ 145 000 euros), essentiellement issus de dons réservés à des activités précises. Atlas a ainsi offert 288 282 RM (environ 70 000 euros) à l'organisation du séminaire étudiant *Akademi Merdeka* ; et la FNF a contribué à hauteur de 101 998 RM (25 000 euros). La fondation Greville Trust (un fond britannique de charité privée) a fourni 80 647 RM (20 000 euros) pour travailler sur la réforme du système éducatif, de même que International Policy Network UK (58 399 RM – 14 000 euros) et CfBT Education Trust (Centre for British Teachers, une fondation britannique spécialisée dans le domaine éducatif) (35 284 RM – 8 000 euros). International Property Rights Index a fourni 4 119 RM (1 000 euros). Le reste du budget est composé de donations locales, à hauteur de 20 575 RM (5 000 euros), et de fonds levés lors d'évènements ou via la vente des publications de l'institut, soit 11 338 RM (2 700 euros). La provenance majoritairement étrangère de ces fonds constitue une source de critiques qui incite les fondateurs de l'institut à tenter de diversifier leurs partenariats pour augmenter la part des fonds d'origine locale. Cet impératif n'est pas sans créer de nouvelles contraintes, car les sources potentielles de financements locaux sont fréquemment liées aux compagnies gouvernementales critiquées par IDEAS. Ainsi, l'institut a signé en 2011 un partenariat avec la holding du ministère des Finances, Khazanah, pour contribuer pendant trois ans au financement de travaux sur l'éducation. Le fondateur de l'institut estime toutefois que ce compromis sera sans influence sur le discours général du think tank vis-à-vis des GLCs (Government linked companies), dans la mesure où ces fonds sont alloués pour travailler sur une thématique précise sans lien avec les activités de la holding¹⁰⁶. Il explique également que l'indépendance politique de l'institut est garantie par sa structure institutionnelle : un Conseil consultatif (*advisory board*) représente les principaux clivages politiques malaisiens

¹⁰⁶ Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, juin 2011.

avec des responsables politiques représentant six partis de la coalition gouvernementale et de l'opposition, dans le double objectif de faciliter l'accès à la scène politique et de souligner l'indépendance de l'institut¹⁰⁷.

Une autre organisation apparentée au libéralisme en Malaisie est l'Institut Kajian Dasar (IKJ – Institut pour les politiques publiques), fondé par Khalid Jaafar. Les fondements intellectuels et idéologiques d'IKJ sont moins clairs que dans le cas d'IDEAS. Cependant, son fondateur a été mentionné par plusieurs interlocuteurs comme l'une des figures tutélaires du libéralisme malaisien¹⁰⁸. Il a d'ailleurs été impliqué dans certaines initiatives menées par les réseaux libertariens, notamment la seconde édition du séminaire de formation étudiante Akademi Merdeka organisée les 16 et 18 janvier 2009. Les fondements idéologiques peu clairs de cet institut l'éloignent cependant de notre objet de recherche. Il a en effet été institué pour servir d'écurie électorale à l'ancien vice-Premier ministre Anwar Ibrahim, passé dans l'opposition suite à son éviction du gouvernement Mahathir en 1998, dont est proche Khalid Jaafar. Membre fondateur du PKR (Partai Keadilan Rakyat – Parti de la justice du peuple, principal parti d'opposition), ce dernier fut responsable de l'information du parti jusqu'en 2004¹⁰⁹. S'il proclame les avantages de « l'ordre spontané, la vertu du marché et du gouvernement limité », son propos principal reste la dénonciation de l'UMNO. Khalid Jaafar revendique son intérêt pour F.A. Hayek comme pour Joseph Stiglitz, tous deux prix Nobel d'économie mais idéologiquement incompatibles dans la mesure où le second s'inscrit dans le courant néo-keynésien tandis que le premier est un auteur libéral de référence. L'institut est par ailleurs lié à la fondation allemande Konrad Adenauer, avec laquelle il promeut l'ordolibéralisme¹¹⁰, et à la fondation américaine Heritage, proche du Parti républicain¹¹¹.

¹⁰⁷ Les membres du Conseil consultatif (été 2011), sont Dato Nur Jazlan Mohamed (UMNO), Wong Nai Chee (MCA), Khaw Veon Swu (Gerakan), Yusmadi Yusoff (PKR), Senator Tunku Aziz Ibrahim (DAP), Dato Kamarudin Jaffar (PAS).

¹⁰⁸ Entretiens avec plusieurs militants libertariens malaisiens, Kuala Lumpur, juin-juillet 2011.

¹⁰⁹ Il a été rédacteur en chef du journal du parti Berita Keadilan jusqu'en 2004 et du mensuel *Siasah* avant 2002.

¹¹⁰ Apparu en Allemagne dans les années 1930, l'ordolibéralisme (également connu sous le nom d'école de Freiburg) a donné naissance à la notion d'économie sociale de marché. Il confère à l'État la responsabilité d'entretenir un cadre légal et institutionnel assurant le fonctionnement de l'économie et de la concurrence sur le marché. Noor Amin Ahmad,

IDEAS est donc la seule organisation malaisienne promouvant clairement le libéralisme politique et économique. D'autres organisations, comme le Malaysian Institute for Economic Research (MIER), sont insérées dans des réseaux économiques tels que l'Economic Freedom Network de la FNF, mais ces liens semblent reposer sur des affinités personnelles plus que sur une proximité idéologique. Dépendant de fonds gouvernementaux, par l'intermédiaire de subventions et de commandes publiques, les recherches publiées par le MIER sont en effet étroitement liées à la satisfaction des objectifs du gouvernement.

Philippines

Les Philippines sont le premier pays de la région à avoir adopté un système démocratique. L'influence américaine, dont le pays a hérité une scène politique plus polarisée idéologiquement que celles des autres États mentionnés, pourrait laisser escompter la présence d'organisations affirmant plus clairement une orientation libertarienne. De fait, les recherches entreprises aux Philippines ont permis de rencontrer davantage d'individus revendiquant ces idées, avec une idéologie tendant à être plus documentée que dans les autres États. L'institutionnalisation du libertarianisme philippin n'a toutefois pas été plus rapide que dans les autres pays.

Plusieurs organisations philippines sont membres de réseaux libéraux, économiques et politiques, internationaux, mais comme dans les autres pays, une seule d'entre elles semble pouvoir revendiquer le label libertarien¹¹². Minimal Government Thinkers (MGT), fondé de manière informelle en 2004 et enregistré en 2008, affiche désormais sept membres bien que son personnel permanent ne dépasse pas trois personnes. Son président et fondateur, Bienvenido S. « Nonoy »

« Ekonomi pasaran sosial : alternatif untuk Malaysia ? » [L'économie sociale de marché : une alternative pour la Malaisie ?], Kuala Lumpur, Institut kajian dasar, Rawang, 2011, 144 p.

¹¹¹ Cette proximité peut s'expliquer par le soutien de la fondation à Anwar Ibrahim après son éviction du gouvernement par Mahathir en 1998 et dans le cadre des déboires judiciaires qu'il a affrontés par la suite. Voir par exemple : Paul Wolfowitz, « Anwar Ibrahim », *Time*, 100, American Enterprise Institute, 28 avril 2008.

¹¹² Les autres organisations sont le Council for Asian Liberals and Democrats, la Foundation for Enhancement of Revenues, le Center for Research and Communication et l'Institute for Economic and Social Research.

Oplas Jr., revendique une évolution radicale depuis son engagement marxiste et trotskyste dans les années 1980, dont il serait sorti à la fin des années 1990 par déception face à un manque de pertinence économique¹¹³. Il participe à nombreuses conférences aux Philippines et dans la région, mais ses activités portent essentiellement sur la publication d'études sur des thèmes d'actualité avec une prédilection pour le changement climatique, la santé et la propriété intellectuelle. Contrairement aux organisations précédemment mentionnées, MGT refuse explicitement tout financement public local, national ou étranger. Ses financements, offerts par des donateurs privés et quelques entreprises, sont essentiellement récoltés de manière *ad hoc* et permettent notamment d'assurer le paiement de deux employés à mi-temps, les publications et quelques déplacements. Le réseau familial du fondateur fournit gracieusement les locaux dans lesquels est hébergé l'institut, installé dans une société dirigée par sa sœur.

Les autres rassemblements philippins sont à la frontière du virtuel et du réel. Un nouveau réseau a ainsi émergé depuis les élections présidentielles américaines de 2008 autour du soutien à Ron Paul, candidat libertarien à l'investiture du Parti républicain. Rassemblant une soixantaine de membres, le groupe Facebook initialement créé par les supporters de Ron Paul a pris une dimension plus concrète avec l'organisation de rencontres régulières. Ses membres poursuivent cependant leurs activités respectives indépendamment, éventuellement sous forme de publications ou de blogs, et le groupe n'a pas encore donné lieu à des initiatives communes. Le projet de fonder un site d'information d'orientation libertarienne, *New Commonwealth Herald*, à l'initiative de Francis Bonganay, est actuellement en phase de concrétisation.

Un second réseau, organisé sur le même modèle associant communauté virtuelle et rencontres réelles, rassemble les lecteurs de l'écrivaine Ayn Rand adhérant à sa philosophie objectiviste. Alors que libertariens et objectivistes s'affirment en conflit ouvert en dépit d'une idéologie largement partagée, les deux groupes entretiennent de bonnes relations avec Minimal Government Thinkers qui joue le rôle de pivot entre ces

¹¹³ Bienvenido S. Oplas, Jr., « Reflections of a former Marxist on property and property rights », article présenté lors du séminaire *Freedom and Property*, organisé à Pasig City (Philippines) le 7 septembre 2009 par la Friedrich Naumann Foundation (FNF).

deux branches du réseau libertarien philippin. Nonoy Oplas entretient ainsi des relations cordiales et un dialogue régulier avec leurs membres respectifs, qui refusent néanmoins de participer à des activités communes.

Singapour

À Singapour, l'émergence d'organisations se revendiquant du libertarianisme est compliquée par les contraintes qui pèsent sur la société civile, ses modes d'expression et son organisation. Une frontière semble ainsi séparer les mondes réel et virtuel, et c'est surtout en ligne que s'expriment des idées libertariennes. Le site d'information *New Asia Republic* (NAR), lancé en mars 2010 par Donaldson Tan et Kevin Teo, relève de ce constat. Conçu comme un journal en ligne, il vise à analyser l'actualité politique locale et internationale sous un angle « cosmopolite », « libéral et libertarien »¹¹⁴. Ancien contributeur du site d'informations *The Online Citizen*, Donaldson Tan explique avoir souhaité créer un média fondé sur une ligne idéologique plus claire que celle de son précédent support.

Conçu comme une organisation à but non lucratif, NAR repose sur les contributions volontaires d'une douzaine de membres et ne communique pas avec précision sur son budget ou son organisation. Selon l'un de ses fondateurs, le site reçoit environ 3 000 visiteurs par jour. L'organisation soutient également la mise en œuvre d'activités dans le monde réel avec pour objectif d'attirer l'attention des dirigeants des différents partis politiques sur des sujets jugés importants, qu'il s'agisse de la liberté d'expression, de la corruption ou des droits de propriété. Le qualificatif libertarien, revendiqué par son fondateur et sur la page descriptive du site, est cependant rarement utilisé comme référent dans les publications elles-mêmes, car il est jugé contre-productif de revendiquer à Singapour un tel marqueur idéologique.

Le réseau libertarien singapourien comprend d'autres individus, rassemblés autour des activités ou conférences co-organisées par NAR, universitaires, ou indépendants. La frontière entre monde virtuel et monde réel reste toutefois une constante, et rares sont les interlocuteurs qui ont accepté de laisser publier leur identité réelle. Tous estiment que

¹¹⁴ *New Asia Republic*, « About us » (http://newasiarepublic.com/?page_id=2, dernier accès le 25 mars 2012).

s'il est possible de diffuser des idées critiques sur Internet, s'identifier comme anarchiste ou libertarien sur une publication papier pourrait être source de problèmes avec les autorités.

Un début de mise en réseau aux niveaux régional et international

Les organisations précédemment mentionnées sont, de plus en plus, intégrées à un réseau régional et mondial qui leur permet de densifier leurs relations. C'est particulièrement le cas pour Freedom Institute et IDEAS, impliqués dans l'organisation de séminaires parallèles en Indonésie et en Malaisie. De manière intéressante, la mise en réseau de ces organisations au niveau régional passe par ailleurs fréquemment par leurs liens avec des organisations mondiales.

C'est la FNF (Friedrich Naumann Foundation), présente en Indonésie depuis 1958, qui semble avoir le réseau le plus développé en Asie du Sud-Est. Loin de revendiquer elle-même une idéologie libertarienne, la FNF relie de nombreuses organisations et partis politiques lors de ses initiatives. Elle publie en partenariat avec des organisations locales l'index Freedom Barometer Asia¹¹⁵ et a initié en 1998 le réseau Economic Freedom Network (EFN), qui rassemble des instituts de recherches, praticiens et individus visant à promouvoir l'économie de marché, la société civile et la liberté individuelle. Plateforme pour le dialogue politique et les échanges académiques, l'EFN encourage les décideurs et la société civile à échanger sur les questions de propriété, de concurrence, et la limitation du rôle de l'État dans le marché. Le réseau s'étend au-delà de l'Asie du Sud-Est puisqu'il inclut des membres chinois, indiens et pakistanais. Soutenu par quatre partenaires internationaux (Fraser Institute, Cato, FNF et International Policy Network), il compte en Asie du Sud-Est plusieurs membres individuels dans chaque pays¹¹⁶.

¹¹⁵ Miklos Romandy, Corinna Johannsen, Gorawut Numnak (dir.), *Freedom Barometer Asia 2010*, Bangkok, FNF Asia, 2010, 78 p.

¹¹⁶ Deux membres individuels sur 13 sont indonésiens : Muhammad Chatib Basri (Executive Director, Institute for Economic and Social Research, Faculty of Economics, University of Indonesia (LPEM-FEUI)) et Arianto Patunru (Deputy Director, Institute for Economic and Social Research), proches du Freedom Institute. Parmi les 21 organisations membres, on

L'EFN coopère à la publication de l'index *Economic Freedom of the World*, mentionné dans le premier chapitre. Il supervise également un groupe de travail sur les droits de l'Homme, rassemblant des ONG militant pour l'instauration de mécanismes de protection des droits de l'Homme dans l'Asean (Association of Southeast Asian Nations). L'EFN Asia a tenu sa conférence annuelle de 2010 à Jakarta sur le thème des migrations¹¹⁷ avec la participation de membres des organisations mentionnées dans cette étude¹¹⁸ et de figures de la société civile et politique des pays concernés, notamment le ministre indonésien des Coopératives et petites entreprises, Syarifuddin Hasan. Le réseau publie des travaux ponctuels (éditoriaux) ou réguliers (index, rapport annuel sur la liberté économique dans le monde), ainsi que plusieurs ouvrages¹¹⁹.

La FNF supervise également dans le champ politique le Council of Asian Liberals and Democrats (CALD). Alliance régionale de partis démocratiques et libéraux en Asie, basé aux Philippines, ce dernier a été établi en 2003 et constitue une plateforme de dialogue et de coopération entre partis politiques et organisations proches des positions libérales sur les questions de développement. Neuf partis en sont membres, parmi lesquels le parti indonésien PDIP (Partai Demokrasi Indonesia – Perjuangan ou Parti démocratique d'Indonésie – Combat, nationaliste), le Liberal Party aux Philippines, le Parti Gerakan Rakyat (Mouvement du peuple) en Malaisie, et le Singapore Democrat Party. Le PAN (Partai Amanat Nasional ou Parti de l'éveil national, musulman) indonésien en est membre observateur. Si ces partis sont loin d'être libertariens ou même libéraux, les rassembler correspond à une forme de pragmatisme dans la mesure où ils sont considérés comme les moins éloignés de ces idées dans leurs environnements respectifs.

retrouve en Indonésie le Freedom Institute mais également l'Indonesian Institute, spécialisé en politiques publiques; en Malaisie, IDEAS ainsi que le Malaysian Institute of Economic Research, proche des milieux gouvernementaux; et aux Philippines, Minimal government thinkers, la Foundation for Economic Freedom (EFF) et le Center for Research and Communication (CRC).

¹¹⁷ Economic Freedom Network, « *Migration and the wealth of nations* », *EFN Asia 11th Conference*, Jakarta, 6-8 octobre 2010.

¹¹⁸ FNF, Atlas, IDEAS, Freedom Institute, Minimal government thinkers.

¹¹⁹ Liste des rapports annuels téléchargeables : http://www.efnasia.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=3&Itemid=6&limitstart=4 (dernier accès le 25 mars 2012).

Les trois organisations mentionnées en Malaisie, en Indonésie et en Philippines, sont en outre liées de manière plus ou moins étroite à la fondation Atlas, l'une des principales fondations promouvant le libertarianisme à l'étranger. Contrairement à la FNF, Atlas n'agit pas par l'intermédiaire de bureaux implantés localement, mais finance des organisations locales dans le cadre de son Initiative globale pour le libre commerce, la paix et la prospérité. C'est cette fondation, dont Wan Saiful est représentant en Asie du Sud-Est, qui permet à IDEAS et Freedom Institute d'organiser les séminaires Akademi Merdeka également soutenus par la FNF¹²⁰. La fondation Atlas a par ailleurs ponctuellement aidé Minimal Government Thinkers, invitant par exemple son fondateur à des conférences aux États-Unis, qui lui ont permis d'établir en 2004 ses premiers liens avec un réseau international¹²¹.

Cette première partie a mis en évidence les différents contextes dans lesquels évoluent les organisations étudiées. À l'exception de Singapour, les réseaux libertariens ont en commun d'être composés d'individus gravitant autour d'une organisation principale, éventuellement liée à d'autres instituts ne partageant pas toutes leurs idées mais avec lesquels elles sont susceptibles de coopérer. Ces organisations sont insérées dans des réseaux internationaux, qui contribuent à leur financement mais aussi à l'expression de leurs idées et leur apportent des ressources symboliques, notamment en termes de prestige. Au-delà de ces points communs en termes d'organisation, les arguments, priorités et modes d'action varient eux aussi selon les contextes nationaux.

¹²⁰ D'autres réseaux internationaux sont parfois mentionnés dans les activités des organisations étudiées, en particulier IDEAS, mais les liens sont moins étroits. Les membres d'IDEAS ont par exemple participé aux rencontres de l'International Democrats Union (Taipei, février 2010), à l'International Academy for Leadership de la FNF (Allemagne, mars 2010), à l'Heritage Resource Bank (Miami, avril 2010) ou encore au Pacific Rim Policy Exchange, (Sydney, septembre 2010), et à la Société du Mont Pèlerin.

¹²¹ Notamment la Mackinac leadership conference (Michigan) ou encore Atlas Liberty Forum à Chicago. Voir Bienvenido "Nonoy" Oplay, Jr., « Advancing liberty : shrug the walls harder », conférence présentée lors du 2009 Freedom dinner and conference, Atlas Economic Research Foundation, 9-10 novembre 2009, Washington D.C.

Deuxième Partie

Des idées libertariennes en Asie à l'émergence d'un libertarianisme asiatique

L'ensemble des activistes interrogés au cours de cette recherche l'ont été parce qu'ils s'auto-définissent comme libertariens. Cependant, leurs idées se distinguent par différents degrés de proximité ou de distance avec la doxa libertarienne. Il est donc apparu nécessaire de clarifier le sens que prenait ce terme pour chacun des interlocuteurs rencontrés. Libéralisme (*liberalism* en anglais, ou *liberalisme* en indonésien) et libertarianisme (*libertarianism* ou *libertarianisme* respectivement) sont utilisés de manière interchangeable par mes interlocuteurs pour désigner toute contestation des politiques étatiques. La dimension anarchiste du libertarianisme, qui contraste le plus avec la vision classique du contexte sud-est asiatique, n'est que rarement revendiquée.

Le fondateur d'IDEAS résume sa perception de l'idéologie libertarienne à quatre revendications : État de droit, individualisme, libre marché et gouvernement minimal. Toutes les organisations considérées se retrouvent sous ce leitmotiv, mais ne partagent pas les mêmes priorités. Le libertarianisme unifie la question des libertés économiques et celles des libertés politiques sous un même vocable, cependant, si ces deux éléments sont présents chez toutes les organisations qui ont en commun l'objectif de libéraliser des pays où l'économie est largement contrôlée par l'État, certains expliquent que l'on peut avoir des libertés politiques sans économie libre tandis que l'inverse est impossible. La libéralisation du marché serait par conséquent une priorité, ce que ne

réfutant pas les libertariens qui estiment que pour échapper à la coercition, il faut commencer par réduire les ressources de l'État¹²². D'autres privilégient les libertés politiques, la libre circulation des personnes ou libéralisation des mœurs.

Cette partie résume les référents théoriques mentionnés comme sources d'inspiration par les interlocuteurs rencontrés. Le premier chapitre revient sur la diversité du champ intellectuel que recouvre la mention « libertarien », tandis que le second analyse la conciliation opérée par certains activistes entre leurs aspirations et leur héritage culturel et/ou religieux.

1 - Des référents intellectuels hétéroclites

Si certains individus ou organisations, minoritaires, s'appuient sur un fort socle théorique et puisent notamment dans les écrits de philosophes ou d'économistes appartenant à l'école autrichienne¹²³, la majorité des interlocuteurs rencontrés dans le contexte de cette étude professe un attachement plus instinctif aux thématiques libertariennes, favorisant une approche minarchiste qualifiée de plus réaliste. Plus le degré d'institutionnalisation des organisations est élevé, plus le discours s'éloigne des référents théoriques pour se concentrer sur des programmes sponsorisés ou sur des thématiques plus susceptibles d'influencer à moyen terme les orientations politiques de leur État.

Les auteurs cités se recourent dans une large mesure. La majorité des individus fait prioritairement référence à des économistes, laissant entendre qu'en dépit de leur double intérêt pour les libertés politiques et économiques, ils considèrent cet aspect comme prioritaire. Cela n'a rien de paradoxal puisqu'ils considèrent que limiter l'emprise d'un gouvernement sur la vie quotidienne passe par la limitation des taxes permettant le fonctionnement de l'État. Les économistes Frédéric Bastiat, Adam Smith, Ludwig von Mises, Friedrich Hayek et Milton Friedman sont les plus fréquemment cités. Ces références confirment une précédente remarque : s'ils appartiennent au libéralisme classique, ces auteurs ne

¹²² Murray Rothbard, *op. cit.*, 1996.

¹²³ En particulier Ludwig von Mises, Murray Rothbard ou encore Hans-Hermann Hoppe.

prônent pas la suppression de l'État mais un État minimum. IDEAS mentionne notamment F.A. Hayek et L. von Mises pour leur réfutation de l'économie planifiée et leur démonstration de la supériorité morale et pratique des systèmes économiques libéralisés¹²⁴. Minimal Government Thinkers a également publié une exégèse des œuvres de théorie politique de F.A. Hayek, notamment son ouvrage *La route de la servitude*¹²⁵, tandis que Freedom Institute a contribué à traduire *La Loi* de F. Bastiat en indonésien¹²⁶.

Des référents intellectuels hétéroclites

- « J'ai étudié l'histoire. À l'époque, Gorbatchev, Reagan, Thatcher avaient la même base, une société libre et une économie sans interférences. J'ai lu de plus en plus, notamment Hayek et Friedman auxquels j'avais accès à travers des contacts à l'ambassade américaine, et Hume, le plus attirant pour moi parce qu'il était proche de Smith et plein d'esprit, puis Isaiah Berlin [...]. Je me considère comme un étudiant des idées universelles, mon libéralisme est celui de Locke, Hume, Montesquieu. Ce sont des idées universelles qu'il faut à l'Indonésie pour gagner en maturité, et pour cela il faut passer par les politiques démocratiques. [...] Mises est intéressant mais trop autrichien, trop radical peut-être pour notre contexte. » (Entretien avec Rizal Mallarangeng, Jakarta, 7 juillet 2011)
- « Les écrits d'un auteur indonésien comme Ignas Kleden m'ont d'abord conduit à m'intéresser au libéralisme politique. Par chance, j'étais à l'université Gadjah Mada où il y avait une bibliothèque d'études américaines, avec des livres de Hayek ou Popper. Avec Popper, je me suis intéressé à l'épistémologie moderne, puis à la nouvelle vague de la philosophie scientifique [...]. Certes, d'autres auteurs comme Foucault, Derrida, Bourdieu, Habermas ou Marx étaient plus présents, mais l'accès aux autres références

¹²⁴ Kwek Kon Yao, Afif Abdullah, Wan Saiful Wan Jan, « Liberalising Malaysian economy? A response to the proposed "New Economic Model" », p. 5-6.

¹²⁵ Nonoy Oplas, « Hayek reader : liberty and rule of law », Manille, Minimal government thinkers, 20 juin 2008, 14 p. ; Nonoy Oplas, « Hayek reader 2 : liberty, spontaneity and easterly », Manille, Minimal government thinkers, 9 juillet 2008, 15 p. ; Nonoy Oplas, « Hayek reader 3 : inequality, responsibility and meritocracy », Manille, Minimal government thinkers, 14 août 2008, 11 p.

¹²⁶ Frédéric Bastiat, *Hukum : Rancangan Klasik untuk Membangun Masyarakat Indonesia* [La loi : projet classique pour construire la communauté indonésienne], Jakarta, Freedom Institute, 2010, 87 p.

m'a donné une vision critique. Nos pères fondateurs tendaient vers la gauche, et le communisme avait une forte implantation dans le mouvement indépendantiste indonésien. Ils nous ont donné un outil pour comprendre l'exploitation et nous leurs sommes redevables pour cela [...], mais ils n'avaient pas les solutions économiques. » (Entretien avec Nirwan Ahmad Arsuka, Jakarta, 1^{er} juillet 2011)

• « Lire *La route de la Servitude* m'a permis de rationaliser les idées de 1984 [de George Orwell]. Et de comprendre que je vivais dans un tel État – j'ai pris une douche froide. J'ai alors compris que le gouvernement rend l'économie moins efficace, et en lisant Smith ou Ricardo sur le libre échange, j'ai aussi acquis des arguments contre Mahathir. » (entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 15 juin 2011)

Les références à Adam Smith et Milton Friedman appellent en revanche de nouvelles réflexions. Smith, théoricien de la main invisible, est identifié comme le père de l'économie moderne et comme un libéral classique, mais il n'est pas reconnu comme inspirateur du libertarianisme. La référence s'inscrit, notamment pour IDEAS qui est l'organisation ayant le plus travaillé la question de ses racines idéologiques, dans une incontournable tradition européenne du libéralisme issu des Lumières. Il est donc mentionné, au même titre que la Déclaration d'indépendance américaine, comme un référent intellectuel permettant de revendiquer l'héritage du libéralisme européen et une tradition mettant en avant le rôle de l'individu, mais pas directement pour son apport à la théorie économique. Le cas de Milton Friedman est plus épineux, car le prix Nobel d'économie de 1976 est une figure controversée au sein du mouvement libertarien. Vu de l'extérieur, son appartenance au libéralisme classique, qu'il a contribué à populariser par son prestige et sa pédagogie, est incontestée¹²⁷. Des auteurs centraux du mouvement, Murray Rothbard et Roger Garrison en particulier, critiquent cependant son approche de l'économie politique, notamment le contrôle centralisé de la création monétaire à travers les banques à réserve fractionnaire et

¹²⁷ Lauréat en 1976 du Prix de la Banque de Suède en économie en mémoire d'Alfred Nobel, M. Friedman doit sa notoriété à la diffusion de son livre *Capitalisme et liberté* (1962) et à sa pédagogie, déployée lors d'une série d'interventions télévisées sur les principes économiques, *Free to choose* (1980). Ses idées ont influencé les politiques économiques des gouvernements de Ronald Reagan, Margaret Thatcher ou encore Augusto Pinochet.

la fixation de taux d'intérêt de référence, ainsi que certaines propositions tranchant avec le radicalisme des libertariens, comme l'idée d'un impôt négatif ou le prélèvement de l'impôt à la source. La mention de M. Friedman par les interlocuteurs rencontrés suggère donc un éloignement par rapport aux débats qui animent le courant libertarien notamment en Amérique du Nord et en Europe, auxquels est préféré un libertarianisme d'étiquettes. Cette référence à Friedman est également l'indication possible d'un attachement à une forme moins radicale de libertarianisme, favorable à la limitation des institutions existantes plutôt qu'à un changement de système pour sortir de l'organisation étatique.

En dehors des économistes, Ayn Rand est fréquemment citée comme référence, notamment par les militants les plus jeunes. Ses écrits sont critiqués par de nombreux auteurs libertariens, qui lui reprochent son rejet massif de l'essentiel de l'histoire de la philosophie et son inculture économique mais aussi certaines incohérences, comme son refus de prendre position contre la Guerre du Viêt Nam. Cette référence est cependant commune à de nombreux activistes libertariens à l'échelle mondiale : comme le soulignait Jerome Tuccille dès 1973¹²⁸, *It usually begins with Ayn Rand* [Cela commence généralement avec Ayn Rand]. Les écrits de cette auteure, dont le roman *Atlas Shrugged* a été traduit en douze langues et diffusé à plus de sept millions d'exemplaires aux États-Unis¹²⁹, sont fréquemment mentionnés comme une première impulsion qui aurait poussé certains lecteurs à se rapprocher du mouvement libertarien pour approfondir ces idées. IDEAS citait d'ailleurs Ayn Rand à ses débuts et un rapport fait toujours référence à ses idées¹³⁰, mais celles-ci ne sont toutefois plus revendiquées comme une source d'inspiration, conformément peut-être à l'analyse selon laquelle Ayn Rand est surtout l'idole des néo-convertis. Source de débats et de clivages au sein de la communauté libertarienne, elle fait également l'objet de controverses en Asie du Sud-Est. Aux Philippines, en particulier, les militants identifiés comme libertariens parce qu'ils défendent le retrait de l'État et la primauté de l'individu, sont divisés en deux camps. Les « objectivistes » randiens forment un groupe distinct, caractérisé par une adhésion

¹²⁸ Jerome Tuccille, *op. cit.*

¹²⁹ Yaron Brook, « *Atlas Shrugged* sets a new record! », *Aynrand.org*, 21 janvier 2010.

¹³⁰ Kwek Kon Yao, « What is the role of government ? », Kuala Lumpur, IDEAS, 2011, 11 p.

inconditionnelle aux écrits de la philosophe¹³¹. Ils s'opposent aux libertariens anarchistes, en particulier sur la question de la propriété intellectuelle (défendue par les randiens). Parfois proches d'un discours néoconservateur, les objectivistes randiens soutiennent également le maintien de forces de défense susceptibles de mener des opérations extérieures au nom de la propagation de la liberté, et recommandent d'interdire à certaines parties du territoire national de faire sécession (la question sera développée dans la partie suivante, dans le contexte de Mindanao). Ils s'opposent sur ces thèmes aux libertariens anarchistes, pour qui le droit de sécession est une condition nécessaire à l'existence d'une société libre.

D'autres auteurs, moins connus, sont régulièrement mentionnés. IDEAS cite ainsi largement David Boaz, de l'institut Cato¹³², auteur de l'un des ouvrages de référence sur la pensée libertarienne et minarchiste. Le philosophe et économiste Murray Rothbard et son disciple Hans-Hermann Hoppe, lié à l'institut Mises et ancien professeur à l'université de Las Vegas, sont les référents de certains libertariens indonésiens, philippins et malaisiens. C'est notamment le cas des auteurs d'*Akal Dan Kehendak* en Indonésie, site le plus ancien et le mieux achalandé en références anarcho-autrichiennes. Rothbard ou Hoppe sont toutefois considérés comme trop radicaux par les activistes les plus engagés dans des organisations orientées vers l'action politique. Il n'est guère étonnant que ces références soient évitées par les organisations les plus institutionnalisées, qui s'attachent à faire évoluer la position de leurs gouvernements sur des problèmes concrets et sont donc éloignées d'une perspective anarchiste. Les organisations internationales qui les financent sont en outre davantage positionnées sur le créneau d'un lobbying gouvernemental visant à transformer les politiques publiques sans abolir le gouvernement. Les anarchistes s'opposent à l'inverse au système démocratique, qu'ils considèrent comme une oppression de la majorité sur les minorités¹³³. En définitive, il est significatif que plus le degré

¹³¹ Il est intéressant d'observer que ce groupe est le seul à être en partie féminisé, contrairement à tous les autres organisations et individus rencontrés en dehors de quelques stagiaires d'IDEAS.

¹³² David Boaz, « Key Concepts of Libertarianism », *Cato.org*, 1^{er} janvier 1999.

¹³³ Hans-Hermann Hoppe, *Democracy, the God that failed: the economics and politics of monarchy, democracy, and natural order*, Piscataway, Transaction Publishers, 2001, 220 p.

d'institutionnalisation des organisations observées est important, plus les idées défendues se rapprochent de l'approche minarchiste développée par Hayek ou Friedman, tandis que les électrons libres favorisent Rothbard ou Hoppe. Mises et l'école autrichienne sont également cités par IDEAS ou le Freedom Institute, mais il s'agit d'une étiquette plus que d'un véritable référent théorique dans la mesure où les points essentiels de son œuvre ne semblent pas emporter d'adhésion : la concurrence des monnaies ou le retour à l'étalon-or, par exemple, sont considérés comme souhaitables mais sont loin de constituer des priorités.

Ces observations dessinent-elles une cohérence idéologique entre les organisations observées? Derrière les affiches idéologiques que constituent les référents intellectuels, c'est sous la bannière du pragmatisme que se retrouvent les organisations institutionnalisées, contrairement aux électrons libres davantage motivés par une approche plus théorique et radicale. Hafiz Noor Shams souligne ainsi l'ancrage du libertarianisme malaisien dans des problèmes concrets, qu'il qualifie de « *issue-based libertarianism* ». Il explique cette caractéristique par l'emprise de l'État sur la société civile et la vie intellectuelle, plus marquée que dans les contextes occidentaux où l'absence relative de tensions liées à des enjeux concrets comme la liberté d'expression ou la liberté de culte, laisse davantage d'espace aux débats philosophiques¹³⁴.

2 - Rejet ou réinterprétation : différents rapports aux héritages culturels et politiques locaux

Le libertarianisme, rappelle David Boaz, a été essentiellement théorisé en Occident – à l'exception notable, selon lui, de Lao Tseu – mais se caractérise avant tout par son universalisme¹³⁵ et la prise en considération des droits de l'individu en tant que personne et non en tant que membre d'un groupe¹³⁶. Estimer qu'une culture y est prédisposée

¹³⁴ Entretien avec Hafiz Noor Shams, Kuala Lumpur, juin 2011.

¹³⁵ David Boas, *Libertarianism : a primer*, op. cit., p. 28.

¹³⁶ Jo Kwong, « Does race matter ? », réflexions publiées par Minimal government thinkers, mars 2009, 3 p.

serait un contresens, puisqu'il repose précisément sur un droit naturel inhérent à la condition humaine et affirme la capacité de chaque individu à s'échapper des déterminismes culturels et sociaux pour se construire de manière autonome. La majorité des militants interrogés estime néanmoins que la défense de l'idéal libertarien ne peut faire l'économie d'une prise en considération du contexte local. Leurs discours révèlent différentes manières d'appréhender le rapport entre une idéologie universaliste et les cultures locales, en particulier leur versant religieux.

Deux orientations dominent. Dans la première catégorie, on trouve surtout des militants isolés ou exprimant leurs idées à titre personnel, rejetant l'influence de la culture ou de la religion. La seconde catégorie rassemble plus fréquemment les discours produits par des organisations cherchant à diffuser leurs idées, justifiant leur attachement au libertarianisme par une volonté de pratiquer plus librement la culture ou la religion qu'ils ont choisie, ou par un rapprochement entre les références philosophiques traditionnelles et la pensée libertarienne.

Le rejet des héritages culturels ou religieux au nom de l'universalisme libertarien

La première partie de cette recherche soulignait que la plupart des activistes interrogés estiment évoluer dans un contexte hostile à leurs idées. Leur rapport à leurs héritages religieux et culturels fait apparaître des tendances plus contrastées. Parmi les militants refusant d'établir un lien entre leurs idées libertariennes et le contexte culturel ou religieux, on observe ainsi trois types de discours, qui ne sont pas mutuellement exclusifs. Si certains critiquent les valeurs asiatiques, à combattre car elles seraient intrinsèquement hostiles au marché, c'est le plus souvent la religion qui est mise en cause¹³⁷. Une première catégorie d'arguments rejette les références religieuses au nom de valeurs universelles reflétant selon eux un degré supérieur d'évolution culturelle, sociale ou scientifique. Une deuxième catégorie ne nie pas l'influence des religions ou des cultures, mais revendique la possibilité de les critiquer dans le

¹³⁷ John Lee, « Asian values hurt Asian markets », *Infernalramblings.com*, 23 mars 2007.

cadre d'une liberté d'expression absolue. D'autres rejettent enfin le contrôle étatique ou social des pratiques religieuses, dans le cadre de la revendication d'un mode de vie librement choisi.

Discours de rejet des héritages religieux ou culturels au nom du libertarianisme

- « C'est d'abord pour une raison religieuse que je suis devenu libertarien. Je suis Malais, donc l'État a décidé que j'étais musulman. La question ne se posait pas pour moi avant de partir à l'étranger, puis j'ai franchi une grande étape lorsque j'ai abandonné mon régime halal... En Malaisie, l'État fait appliquer la religion par la contrainte, on ne réfléchit donc pas au sens des obligations puisqu'elles sont automatiques. Aux États-Unis, mon choc culturel a été renforcé parce que j'étais plus individualiste que les autres Malaisiens, donc je ne m'organisais pas vraiment avec eux. Et il n'y avait pas de viande halal. Alors j'ai eu faim, et je me suis dit, à quoi bon ! Ensuite, puisque je ne mangeais plus de viande halal, pourquoi ne pas boire de l'alcool ? C'est comme cela que j'ai progressivement remis en question toutes ces règles qui me semblaient naturelles. Désormais, c'est le contrôle social qui me rend nerveux. » (Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 15 juin 2011)

- « Pour moi, il y a beaucoup de choses en commun entre le libéralisme et la manière dont fonctionne la science, le fait que la connaissance devrait être universelle et que la couleur ou les croyances des gens n'ont pas d'importance... Les idées de liberté et d'humanité sont universelles, comme la science. Je me suis battu contre le régime de Suharto, pour la dignité des pauvres, mais c'est ma formation en sciences naturelles qui m'aide à avoir des perspectives différentes de celles de la gauche. Je suis d'accord avec l'idéal humaniste ou les idées générales sur la justice, mais ils ne servent à rien sans connaissances et sans méthode pour y parvenir [...]. La religion empêche le progrès ou la recherche de véritables solutions aux problèmes d'ici, qu'il s'agisse du sida ou de l'économie, il donc faut la dépasser [...]. Le contexte culturel ? C'est une stupidité ! Oui, il y a cette notion d'identité culturelle, mais bien plus profondément il y a le besoin humain de survivre. Pourquoi les gens essaient-ils d'imposer cette tendance ? La culture ou la religion sont produites par l'Homme, elles sont venues plus tard. Certes elle peut être utilisée pour changer l'humanité, mais revendiquer cette appartenance revient à nier ce qui est commun à tous les Hommes. Parler de libéralisme islamique est un non-sens, le libéralisme est humaniste. La religion a connu son âge de gloire mais maintenant il faut ouvrir les yeux plus grands. [...] Bien sûr, ces idées sont minoritaires. » (Entretien avec un militant indonésien, Jakarta, 25 juillet 2011)

• « La culture ? c'est un concept diabolique ! Nous sommes des individus et le capitalisme est objectivement supérieur, donc la question ne se pose pas de savoir s'il est adapté ou pas au contexte philippin ! Il est inutile de perdre du temps avec cette question ou tout autre sujet irrationnel. » (Entretien avec un militant objectiviste philippin, Manille, 27 août 2011)

La revendication d'un universalisme contre les archaïsmes culturels

La première série d'arguments, proche de l'indifférence à l'égard du contenu des traditions religieuses ou culturelles, développe l'idée selon laquelle une philosophie morale et politique moderne n'a pas à s'embarrasser de tels paramètres. Il ne s'agit pas de nier la possibilité d'influences culturelles ou religieuses, mais de les considérer comme une contingence archaïque qui devrait s'effacer ou être combattue.

Deux arguments sous-tendent ce discours : celui du rationalisme scientifique, et celui de l'universalisme philosophique. C'est en particulier au Freedom Institute de Jakarta, qui organise des débats mettant en parallèle avancées scientifiques et questions religieuses¹³⁸, que plusieurs militants ont avancé ces arguments. Un activiste évoquait ainsi l'influence de sa formation de physicien pour expliquer son attachement au libertarianisme. Considérant ce dernier comme l'aboutissement d'une réflexion rationnelle, il explique son attachement à une nature humaine préexistant à la culture, mobilisée par des traits naturels comme l'instinct de survie, et dont l'existence biologique et sociale repose sur des phénomènes scientifiquement explicables. Il juge donc insignifiantes les tentatives d'inscrire les arguments libertariens, fondés sur une analyse qu'il juge rationnelle, dans un environnement culturel ou religieux spécifique. Tenu à titre personnel, ce discours contraste avec celui d'autres membres de l'institut, qui s'efforcent de faire la promotion de

¹³⁸ Les discussions publiques du « Klub Sains » (Club de la science) couvrent par exemple à des sujets tels que « Cerveau, spiritualité et altruisme » (août 2011) ou encore « Le SIDA : réponses scientifiques vs Réponses religieuses » (mai 2011), en présence de psychologues, religieux et scientifiques.

l'islam libéral. D'autres interlocuteurs, indépendants de toute structure organisée, tenaient un discours similaire lors d'entretiens réalisés à Singapour.

Un raisonnement similaire est tenu, aux Philippines et en Malaisie, par des militants se revendiquant de la philosophie objectiviste formulée par Ayn Rand¹³⁹. Refusant de se prononcer sur la question culturelle, ces derniers expliquent que cette dernière est inutile, car irrationnelle. Le terme de rationalité revient systématiquement dans leur discours, s'agissant de disqualifier les arguments qu'ils contestent ou même de justifier des actions coercitives. Ils l'emploient par exemple contre les séparatistes de Mindanao, accusés de revendiquer leur indépendance sur une base religieuse, immédiatement disqualifiée comme irrationnelle et par conséquent illégitime. Cette invocation systématique peine toutefois à combler le déficit argumentatif qu'elle tente de combler en élevant la raison à un rang quasi-mystique.

La revendication d'une liberté d'expression absolue contre l'encadrement des relations intercommunautaires

La seconde catégorie d'arguments ne nie pas la possibilité ni la légitimité d'influences culturelles ou religieuses, considérées comme une affaire de choix individuel, mais revendique une liberté d'expression absolue y compris pour les tourner en dérision. Dans les pays qui encadrent fortement la liberté d'expression en matière ethnique et religieuse, en particulier Singapour et la Malaisie, ce positionnement n'est pas sans risques.

À Singapour, le contenu des traditions et leurs implications sur les libertés font moins débat, au sein d'un réseau libertarien relativement homogène et quasi-exclusivement chinois, que les atteintes à la liberté d'expression associées aux lois visant à assurer des relations intercommunautaires pacifiées. Un activiste singapourien a ainsi été mis en cause, en novembre 2011, pour avoir publié sur un réseau social des images susceptibles de heurter la sensibilité des fidèles musulmans. Niant toute velléité raciste ou islamophobe, il se défend officiellement en mettant en avant sa volonté de « prévenir » de la présence d'images

¹³⁹ Leonard Peikoff, *Objectivism : the philosophy of Ayn Rand*, New York, New American Library, 1993, 512 p.

provocatrices sur le réseau social, soulignant que l'image récriminée (un porc sur la *Kaaba*, lieu d'adoration le plus saint de l'islam) était accompagnée d'une mention annonçant son caractère sensible. L'argument revient à expliquer qu'il n'est pas nécessaire pour les autorités d'imposer des contrôles, puisque les citoyens sont capables d'exercer leur jugement. La justification défendue en privé consiste en revanche à revendiquer une liberté d'expression radicale, notamment dans l'espace privé que constitue une page personnelle sur le réseau Facebook. Le débat lancé par cette affaire n'a pas dépassé quelques articles de presse, mais l'ouverture d'une enquête judiciaire indique une fêlure dans le cloisonnement entre Internet, généralement considéré comme libre à Singapour, et la sphère publique contrôlée par les autorités – en particulier sur des thématiques susceptibles de provoquer des tensions intercommunautaires.

En Malaisie également, le degré de liberté acceptable dans une société multiculturelle fait partie des points de contentieux entre libertariens et partisans d'un encadrement de la société. La question se pose différemment puisque, contrairement à Singapour, les restrictions à la liberté d'exprimer des propos désobligeants à l'encontre d'autres communautés concernent essentiellement les Malais tandis que les communautés chinoise ou indienne font régulièrement l'objet de propos dépréciatifs. Les partisans d'une plus grande liberté d'expression se trouvent néanmoins dans l'ensemble des communautés ethniques. IDEAS s'est engagé dans ce débat en publiant dès 2008 un débat sur la liberté d'expression. Datuk Azman Ujang, directeur du Malaysian Press Institute et responsable de l'agence de presse nationale Bernama, reconnaissait le caractère contraignant de la Loi sur les publications et la presse écrite, qui impose aux journaux de renouveler leur licence annuellement¹⁴⁰. Invoquant l'Indonésie comme contre-exemple, il justifiait la régulation étatique par la nécessité de ne pas déstabiliser la société malaisienne¹⁴¹ et opposait au contrôle de la presse écrite la relative liberté de publications sur Internet. Le document accordait une

¹⁴⁰ Obligatoires pour les médias malaisiens et étrangers, les licences peuvent être révoquées à tout moment, ce qui incite les journalistes à l'autocensure.

¹⁴¹ Datuk Azman Ujang, Sonia Randhawa, Dr. Azmi Sharom, 'Abidin Muhriz, « Reflections on Malaysia's checks and balances : press freedom in Malaysia », *Malaysia discourse series*, Londres, Malaysia Think tank, 2008, p. 14.

large place aux critiques adressées par Sonia Randhawa, pour qui la liberté d'expression devrait être absolue – l'argument de la diversité est selon elle raciste, dangereux et contredit par l'exemple de la société américaine, également fondée sur un multiculturalisme non indigène. Soulignant les intimidations faites par le gouvernement à des blogueurs¹⁴², elle mettait en avant le fait que même les publications électroniques sont encadrées. Azmi Sharom abondait dans le même sens en expliquant que la pseudo-liberté sur Internet est réservée à une élite urbaine, tandis que les supports contrôlés par le gouvernement biaisent les informations disponibles pour la majorité de la population. Sur un autre terrain, Abidin Muhriz, soulignait la corrélation flagrante entre les crises politiques impliquant l'exécutif et les entraves à la liberté de la presse, avant de revenir à un argument typiquement libéral pour expliquer qu'un renforcement de la concurrence bénéficierait à la qualité et à la crédibilité de l'ensemble du secteur médiatique dans un pays où le niveau d'alphabétisation est presque total¹⁴³.

La revendication d'un mode de vie choisi contre des normes contraignantes

La troisième posture consiste à associer le rejet des traditions au choix du libertarianisme. Par contraste avec les deux séries d'arguments précédemment citées, il s'agit ici de s'opposer directement aux prescriptions culturelles et surtout religieuses, notamment lorsque ces dernières font l'objet d'un contrôle étatique.

C'est surtout en Malaisie, où les autorités sont dépositaires de l'interprétation et de la mise en œuvre de l'islam, que cette attitude est la plus marquée. C'est d'abord chez des libertariens Malais, et dans une moindre mesure chez quelques indonésiens musulmans, qu'a été observée cette posture fondée sur le rejet de pratiques religieuses imposées.

¹⁴² Le cas le plus célèbre est celui de Raja Petra Kamarudin, auteur du site *MalaysiaToday*, détenu sous le régime de l'Internal security act (ISA) pendant 56 jours après son emprisonnement le 12 septembre 2008.

¹⁴³ Datuk Azman Ujang *et al.*, *op. cit.*, p. 28-29. Le rapport analyse les programmes des différents partis, soulignant que ceux de la coalition gouvernementale ne mentionnent pas la liberté de la presse. Dans l'opposition, le DAP promet d'abolir le Printing Presses and Publications Act, le PAS souhaite réformer la National Mass Media Policy et le PKR entend supprimer les limites à la liberté et à l'indépendance de la presse.

Les activistes concernés fondent leur rejet des pratiques religieuses imposées par l'État sur une volonté d'émancipation, suivant souvent la découverte d'autres cultures. Au-delà des aspirations de jeunes militants souhaitant échapper au carcan d'une religion rigoureuse, c'est de manière significative le rôle joué par l'État qui est dénoncé. Des libertariens malaisiens réfutent ainsi la légitimité d'un gouvernement à imposer des prescriptions religieuses auxquelles ils n'ont pas choisi de se conformer, qu'il s'agisse de la consommation d'alcool ou des règles régissant la proximité entre hommes et femmes. L'oppression ressentie face à l'impossibilité de s'autodéterminer sur ces questions a été pour eux la source d'un rejet global de la religion.

Une piste apparaît ici pour expliquer la surreprésentation des Malais dans les groupes libertariens en Malaisie, alors même que ces derniers semblent avoir moins d'intérêt à agir contre un État qui les favorise par l'intermédiaire de la discrimination positive *pro-bumiputera*. Kian Ming Ong souligne à juste titre que si les Malais semblent bénéficier en tant que groupe des politiques gouvernementales, ceux dont les idées ou les pratiques ne sont pas conformes aux normes imposées par l'État sont d'autant plus brimés. À l'inverse, les Malaisiens d'origine chinoise et indienne sont désavantagés mais jouissent d'une relative liberté de pratiques religieuses et traditionnelles, dans lesquelles l'État n'interfère pas comme il le fait pour les Malais constitutionnellement définis comme musulmans. Cela ne signifie pas que les autres groupes sont libres de tout contrôle social, mais celui-ci s'exerce à travers la famille ou la communauté et ne suscite pas le même sentiment d'ingérence de la part d'une entité considérée comme illégitime.

En Indonésie, où les contraintes religieuses supervisées par l'État sont moindres¹⁴⁴, c'est la pression sociale et l'islamisation croissante de la société qui sont évoquées¹⁴⁵. À rebours du constat d'une dévotion affichée de plus en plus publiquement, un activiste interrogé expliquait

¹⁴⁴ L'adoption en novembre 2008 d'une loi anti-pornographie, votée par l'ensemble des partis politiques à l'exception du parti nationaliste PDI-P, a été décrite comme une brèche dans ce modèle. Voir Pam Allen, « Women, gender activism and Indonesia's anti-pornography bill », *Intersections : gender and sexuality in Asia and the Pacific*, n° 19, février 2009.

¹⁴⁵ La FNF souligne dans son rapport annuel de 2011 que des groupes religieux fondamentalistes exploitent la liberté d'expression à leur avantage tandis que des actes de violence menacent le pluralisme et la démocratie.

que la modernisation devrait au contraire passer par l'internalisation de la croyance religieuse. C'est selon cet interlocuteur le poids des reproches sur ses pratiques, notamment la consommation d'alcool, qui l'aurait incité à choisir un libertarianisme hostile à l'ensemble des contraintes religieuses. Les militants indonésiens affichant un discours similaire ne font toutefois pas de leurs idées un engagement public, et considèrent plutôt l'expatriation si la situation ne leur était plus supportable¹⁴⁶.

Les libertariens évoqués ci-dessus rejettent en bloc les contraintes religieuses ou culturelles, et les normes imposées par des États ou des environnements sociaux contraignants. D'autres se concentrent sur la seconde partie de l'équation, revendiquant à la fois un héritage qu'ils estiment dévoyé et la liberté de pratiquer leurs traditions en dehors de l'État, sans rejeter ces dernières.

Discours associant libertarianisme, héritages locaux et pratique religieuse

Trois types de discours font écho aux précédents sur le rejet des contraintes étatiques, mais s'en éloignent en affirmant la possibilité de concilier liberté et traditions religieuses, culturelles et parfois même nationales. C'est en général dans les organisations constituées que l'on retrouve ces arguments, déjouant le reproche selon lequel le libertarianisme importé d'Occident ne serait pas conciliable avec les traditions asiatiques. Cette section distingue trois catégories d'arguments, par degré de convergence avec un argumentaire destiné à insérer le libertarianisme dans l'environnement local : la revendication d'une pratique religieuse libre de contraintes gouvernementales, les rapprochements entre l'éthique libertarienne et des traditions culturelles ou religieuses, et l'invocation d'un héritage politique compatible avec le libertarianisme mais dévoyé par les autorités gouvernementales.

¹⁴⁶ Entretiens réalisés à Jakarta, 5 et 9 juillet 2012.

Discours conciliant libertarianisme et héritage culturel ou religieux

- « Pour une majorité de malais, “*liberal*” est associé au rejet de la religion. Il faut leur faire comprendre que ce n’est pas le cas. Les premiers musulmans étaient des commerçants, ils étaient individualistes. Même les salafistes estiment qu’un individu est responsable de son interprétation de la religion [...]. En ce qui concerne la Malaisie, il faut démontrer que les idées libérales ne sont pas étrangères à notre histoire et à notre culture... Il suffit de regarder les termes de la déclaration d’indépendance pour en être convaincu. C’est dans ce but que nous insistons beaucoup sur l’héritage du Tunku. » (Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, 25 juin 2011)
- « Le communautarisme peut être une bonne chose, s’il est dissocié du collectivisme. Les communautés peuvent travailler pour elles mêmes, et les valeurs familiales sont compatibles avec le libertarianisme. Au contraire il ne faut pas perdre ce fond, et montrer que l’action de l’État va à l’encontre des communautés qui n’ont plus d’intérêt à s’organiser si tout arrive d’en haut. » (Entretien avec un militant singapourien, Singapour, 14 août 2011)
- « La philosophie chinoise est attirante car elle peut être assimilée à une forme de libération de la pensée. Mais pour comprendre cela, il faut savoir la regarder... à la manière occidentale. [...] Il y a selon moi un parallèle entre l’autoritarisme et le libéralisme, d’une part, et les cycles [économiques] d’affaires, d’autre part. Il se trouve qu’en ce moment, l’Occident est libéral et l’Orient communautarien, mais cela peut évoluer. » (Entretien avec Jude Chua Soo Meng, Singapour, 14 juillet 2011)
- « Les Philippines sont très attachés à leur famille et à leur clan, et cet attachement est le meilleur rempart possible contre l’intrusion de l’État. Cela et notre sens aigu de la débrouille, qui renforce l’économie souterraine. Ici, les gens préfèrent régler leurs affaires en dehors du gouvernement, quitte à passer par des agences de sécurité privées, donc même ce qui devrait relever du domaine régalien n’est pas centralisé. Qui paie l’impôt spontanément? Nous sommes encore loin d’une emprise étatique totale. » (Entretien avec un militant philippin, Manille, 26 août 2011)
- « Le libéralisme est perçu comme une occidentalisation. C’est un vieux problème, mais les gens changent et ils ont de moins en moins cette préoccupation. On essaie de replacer le libéralisme dans la tradition indonésienne, pour montrer qu’il y a eu une déconnexion sur ce sujet. Ce qui est difficile n’est pas d’embrasser une nouvelle idée, mais de se débarrasser des habitudes anciennes. Le communautarisme représente un défi, puisque même la notion d’individualité est parfois étrangère et suscite un rejet chez les gens d’ici. [...] Pourtant, les valeurs libérales peuvent s’inscrire dans le *Pancasila*, puisque le *Pancasila* inclut l’humanité, la démocratie, l’unité, la tolérance... la plupart de ces idées sont compatibles avec le libéralisme. Le problème c’est la perspective de Weber ou Geertz, selon laquelle les musulmans sont incapables d’être capitalistes. » (Entretien avec Luthfi Assyaukanie, Jakarta, 27 juin 2011)

La revendication d'une pratique religieuse libérée des contraintes étatiques

La précédente section soulignait que le refus de pratiques religieuses réglementées avait entraîné, chez certains militants, un rejet général de la religion. Il serait pourtant erroné d'assimiler libertarianisme et mœurs libérales¹⁴⁷, puisque certains activistes insistent sur leur volonté de choisir pour eux-mêmes une pratique religieuse conservatrice, considérée comme d'autant plus méritoire qu'elle n'est pas contrainte. Il peut également s'agir de s'émanciper des pratiques imposées, pour privilégier une version différente de la religion éventuellement interdite par les autorités.

Les libertariens religieux soulignent volontiers qu'il est plus valorisant pour un individu de faire le choix d'un mode de vie contraignant, que de se le voir imposé par l'État ou toute autorité sur terre¹⁴⁸. En Indonésie, Ulil Abshar Abdallah fonde son approche de l'islam libéral en rapprochant les textes saints de La Loi de Bastiat¹⁴⁹, expliquant que le rôle du droit – civil ou coranique – n'est pas de créer la justice mais de prévenir l'injustice, d'empêcher de nuire mais pas de forcer à faire le bien, que Bien et Mal existent indépendamment de la loi et que celle-ci doit empêcher de faire ce qui est *dahar* (nuisible) mais pas ce qui est *munkar* (péché).

Le discours convainc, au-delà des musulmans libéraux, ceux dont l'interprétation de la religion est considérée comme déviante par les autorités. C'est ici encore particulièrement le cas pour la Malaisie, seul des États considérés à contrôler la pratique de la religion officielle, à travers le rôle des sultans et du ministère des Affaires religieuses. L'État malaisien a depuis les années 1980 accru l'islamisation de la sphère publique en renforçant son implication religieuse. Or, celle-ci visait à limiter les possibilités de dissidence. Ainsi, si le rite sunnite chaféite est imposé aux Malais, d'autres pratiques sont combattues car elles sont considérées comme susceptibles d'affaiblir le gouvernement. Le chiisme

¹⁴⁷ Voir la discussion esquissée dans : Walter Block, « Introdução da edição brasileira » [Introduction à l'édition brésilienne], *Defendo o indefensavel* [Défendre les indéfendables], Sao Paulo, Instituto Ludwig von Mises Brasil, 2010 [2^e édition], p. 19-33.

¹⁴⁸ Multiples entretiens conduits entre mai et septembre 2011 à Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Singapour.

¹⁴⁹ Ulil Abshar Abdalla, discussion électronique via Twitter et Facebook, 2 mars 2012.

a notamment été assimilé à la révolution iranienne et fortement encadré. De même, le salafisme, associé à une influence saoudienne, est considéré avec suspicion. Alors que l'on pourrait présumer l'athéisme d'une majorité de libertariens, opposés à leur assignation par l'État à une catégorie religieuse, il est donc surprenant mais logique de rencontrer chez ces militants de fervents pratiquants, favorables parfois à une religion plus rigoriste que celle qui est imposée. Un interlocuteur citait par exemple un mufti salafiste intéressé par le discours libertarien dans la mesure où une plus grande liberté de parole et une concurrence religieuse lui permettraient de s'exprimer davantage dans l'espace public pour recruter davantage de fidèles.

Aux Philippines, un discours similaire sur la liberté religieuse est parfois exprimé. Cependant, même si l'État philippin est catholique, il ne contrôle pas directement la religion et ne s'immisce pas dans les pratiques religieuses puisque le catholicisme, contrairement à l'islam, est centralisé au niveau mondial. Les prescriptions religieuses venues du Vatican étant indépendantes des politiques nationales, la religion peut servir d'appui à des arguments opposés à l'État, en particulier lorsque les recommandations papales s'opposent aux politiques étatiques – c'était le cas, au moment de cette étude de terrain, en matière de planning familial et de contraception¹⁵⁰.

Des rapprochements entre l'éthique libertarienne et des enseignements religieux

La seconde approche consiste à intégrer les traditions locales à la défense de l'argumentation libertarienne. Il ne s'agit en aucun cas de concéder des amendements à l'éthique libertarienne, inflexible, mais d'insérer un corpus de références qui la dissocient de ses origines majoritairement occidentales pour montrer son caractère universel. L'enjeu est important pour les militants et organisations engagés dans le débat public, qui s'efforcent de convaincre leurs interlocuteurs que leur discours n'est pas exclusivement importé.

¹⁵⁰ Voir par exemple Kate McGeown, « Fierce debate over Philippine contraception bill », BBC News, Manille, 15 décembre 2011.

IDEAS fournit le discours le plus documenté sur ce sujet. Wan Saiful indique y avoir été incité par Tom Palmer, responsable de la fondation Atlas, qui s'efforce d'ancrer la promotion du libéralisme dans les traditions locales. L'institut, dont le logo est le cerf-volant malais *wau* associé à l'idée de liberté, s'inscrit dans une tradition islamique et malaise en multipliant les références à la religion musulmane, à des héros populaires malais ou encore aux fondements de l'État malaisien.

Wan Saiful s'efforce ainsi d'expliquer que sa foi et sa vision politique se confortent¹⁵¹. L'islam corrobore selon lui l'idée d'une loi supérieure, imposable aux souverains qui ne sont pas la source ultime de l'autorité – loi divine pour l'islam, loi naturelle pour le libéralisme. L'islam sunnite ne centralise par ailleurs pas l'autorité religieuse, ce qui est interprété par des libertariens comme un refus de contraindre les individus.

D'autres éléments sont mis en avant par les libertariens musulmans. L'islam présuppose selon eux la liberté de l'individu de s'associer ou de se séparer d'un groupe ou d'une entité collective, dans la mesure où il « libère les hommes de la servitude de l'Homme pour la servitude exclusive de Dieu. Refuser aux individus leur liberté de choix contredit donc la position sacrée de Dieu »¹⁵². Liberté individuelle et liberté de choix seraient enfin des conditions nécessaires à la dignité humaine en islam. Sur ce sujet, les interlocuteurs interrogés sur l'interdiction de l'apostasie, contrastant avec l'approche libertarienne qui requiert de pouvoir quitter un groupe, tendaient à s'en remettre à l'existence de débats sur ce sujet tout en invoquant leur conception personnelle fondée sur le choix individuel¹⁵³.

Au-delà des considérations philosophiques, IDEAS retrace également les racines islamiques de certains arguments économiques, soulignant notamment que si Dieu a créé des hommes égaux mais de différentes conditions, il ne leur revient pas d'intervenir par l'intermédiaire d'une autorité coercitive pour imposer l'égalité économique. L'expérience des

¹⁵¹ Une perspective similaire est développée par Mustapha Akyol, *op. cit.* Pour une approche comparable du christianisme, voir Shawn Ritenour, *Foundation of economics : a Christian view*, Eugene, Wipf & Stock Publishers, 2010, 545 p.

¹⁵² Wan Saiful Wan Jan, « Pourquoi je suis musulman et libéral », *Unmondelibre.org*, 8 novembre 2008.

¹⁵³ Entretiens avec des militants musulmans, conduits à Kuala Lumpur et Jakarta, juin et juillet 2012.

premiers musulmans monterait en outre qu'une société peut prospérer sans interventionnisme, et que l'interventionnisme est contreproductif. Les compagnons commerçants du Prophète ne régulaient pas le marché à la Mecque et Médine, mais offraient des services publics par le biais de fondations privées, notamment les écoles et hôpitaux fournis par les nombreuses institutions de *waqf* mais pas par un gouvernement central¹⁵⁴. Ibn Khaldoun aurait lui-même été un enthousiaste propagateur de l'économie de marché, affirmant que des taxes faibles stimulent les entreprises dans une économie libre.

L'invocation d'un héritage dévoyé

Les convergences entre la promotion de l'individualisme et les traditions nationales ou spécificités ethniques sont également mises en avant. Deux aspects sont évoqués : un raisonnement anthropologique sur la prédisposition d'un peuple à adopter l'idéal libertarien et, plus fréquemment, un rapprochement avec les traditions politiques locales. L'objectif peut être de susciter l'adhésion et la confiance des individus que l'on s'efforce ainsi de convaincre de la capacité des arguments libertariens à s'inscrire dans le contexte local.

En Indonésie, des arguments anthropologiques ont été évoqués à plusieurs reprises. Un activiste s'efforçait ainsi de rationaliser la surreprésentation des Bugis dans son réseau, alors même que ces derniers ne représentent que 2,4 % de la population indonésienne. Peuple de marins et de marchands, les Bugis seraient selon lui prédisposés à l'individualisme, contrairement aux Javanais attachés à un système féodal cristallisé par une langue qui institutionnalise les hiérarchies sociales. Il serait en outre selon lui plus aisé d'introduire de telles idées aux peuples comme les Dayak, les Bugis ou les Papous, qui n'ont pas connu de royaumes hiérarchisés aussi établis que les Javanais. Si l'explication anthropologique manque de sophistication, elle ouvre une perspective intéressante sur les réflexions des libertariens indonésiens quant au contexte ethnique de leurs idées et des modèles économiques et politiques.

¹⁵⁴ Kwek Kon Yao, Afif Abdullah, Wan Saiful Wan Jan, « Liberalising malaysian economy ? A response to the proposed "New Economic Model" », *op. cit.*, p. 5-6.

Les traditions nationales sont également mises en avant, en Indonésie comme en Malaisie et aux Philippines¹⁵⁵. La longue histoire du syncrétisme indonésien est considérée comme une prédisposition à une société libérale et ouverte par les responsables du Freedom Institute. Ces derniers mettent également en avant des traditions comme le *gotong-royong*, ou « entraide mutuelle »¹⁵⁶, pour démontrer que les initiatives privées et communautaires suffisent à assurer la cohésion sans intervention étatique. Lutfi Asyulkanie souligne également que le *Pancasila*, fondé sur les idéaux d'humanité, d'unité ou de tolérance, est soluble dans le cadre libertarien. Rizal Mallarangeng reprend le même argument pour expliquer que la devise de l'État indonésien, *bhineka tunggal ika* (unité dans la diversité), correspond à l'idée classique de la liberté chez Stuart Mill et peut être interprétée dans le sens du respect de la différence pour bien vivre ensemble, qui commanderait précisément un plus grand individualisme. Rationalisant l'usage des références locales en expliquant qu'elles sont nécessaires pour rassurer des indonésiens peu enclins à adopter un idéal qu'ils croient importé, il précise accorder une grande importance aux références à Sukarno dans ses discours politiques. L'idée sukarnienne du pluralisme (*kemaju muka*) serait précisément pour lui le socle de base de la liberté, en dépit de l'évolution socialiste du père de la nation indonésienne.

Dans le cas Philippin, la question ethnique n'a été abordée que d'un point de vue pratique et semble soulever peu de discussions au sein du réseau libertarien. Francis Bonganay souligne par exemple que ses racines hispaniques lui donnent la capacité de s'intéresser à des sources en espagnol auxquelles la majorité de la population n'a plus accès. L'histoire intellectuelle du pays et l'influence d'une « mentalité philippine », font en revanche l'objet de réflexions approfondies. L'importance des familles et des clans, la primauté de la religion ou encore une certaine propension au règlement des problèmes indépendamment des cadres officiels sont ainsi élevés au rang de traits culturels, valorisés comme

¹⁵⁵ En Indonésie ou aux Philippines, où la question ethnique ou religieuse n'est pas dramatisée, la question se pose en des termes différents. Dans les cas précédemment mentionnés, le sujet arrivait spontanément tandis que les interlocuteurs indonésiens et philippins mentionnaient rarement l'ethnie ou la religion comme facteur explicatif (cas malaisien) ou comme objet de revendications (cas singapourien).

¹⁵⁶ Clifford Geertz, *Local Knowledge*, Londres, HarperCollins, 1993, p. 211.

autant d'obstacles à l'étatisation du pays. Les traditions historiques sont également convoquées, mêlant l'héritage européen de l'école de Salamanque, de la religion catholique et de la Constitution de Cadix en Espagne, à la volonté d'indépendance du héros révolutionnaire José Rizal. Francis Bonganay qualifie ces traditions « d'héritage proto-libertarien des Philippines », en dépit de ce qu'il considère comme des réinterprétations partiales de l'histoire philippine à des fins nationalistes et politiques et malgré les sympathies socialistes du héros national¹⁵⁷. Nonoy Oplas mentionne également l'héritage de Rizal, qu'il considère comme un « héros libertaire » contre l'oppression étatique. Il présente également la révolution de février 1986 (« People Power ») contre le régime dictatorial de Ferdinand Marcos comme un exemple de la capacité des Philippines à s'élever contre l'abus de pouvoir, qui demeurerait néanmoins l'une des principales sources de leurs maux¹⁵⁸.

Dans le cas malaisien, IDEAS relie le concept d'État de droit à ses origines platoniciennes et aristotéliennes, mais tient à souligner aussi ses racines chinoises, perses et arabes. Les textes de l'institut font référence aux anciens royaumes malais et aux principes inscrits sur la *Batu Bersurat Terengganu* de 1303, selon lesquels les dirigeants politiques sont soumis à une loi qui les dépasse¹⁵⁹. L'État de droit (*kedaulatan undang-undang*), le gouvernement limité (*kerajaan terhad*), le libre marché (*pasar bebas*) et l'individu libre (*individu merdeka*) seraient des valeurs authentiquement malaisiennes, ancrées dans l'héritage du pays¹⁶⁰. Les principes inscrits dans la Constitution par le père fondateur de la Malaisie moderne, Tunku Abdul Rahman, sont particulièrement valorisés¹⁶¹. Ils auraient été dévoyés de leur sens originel, compatible avec le libertarianisme. En développant cette référence, l'institut se rapproche

¹⁵⁷ Francis Bonganay, « The proto-libertarian legacy of the Philippines », blog *Libertadfilipinas*, 19 décembre 2011.

¹⁵⁸ Nonoy Oplas, « Essays on political philosophy », 20 février 2009.

¹⁵⁹ Lenard Lim Yangli, « The Tunku's great IDEAS », Kuala Lumpur, IDEAS, 2011, p. 6-7. L'auteur établit un parallèle avec la définition du concept par David Boaz dans « Key Concepts of Libertarianism », *op. cit.*

¹⁶⁰ IDEAS, « Annual report 2010 », 2011, 17 p.

¹⁶¹ IDEAS célèbre aussi les fêtes nationales avec par exemple l'organisation d'un dîner de donateurs pour la fête de l'indépendance, en présence de descendants de Tunku Abdul Rahman et de figures de l'indépendance nationale.

de la posture de Ron Paul, ardent défenseur de la Constitution américaine mais opposé à tout ce qui n'y est pas mentionné.

Le positionnement est par ailleurs stratégique pour le think tank malaisien, qui juge prudent de valoriser l'ancrage local d'une idéologie si étroitement associée à la tradition européenne et nord-américaine¹⁶². Le lancement d'IDEAS, le jour du 107^e anniversaire de Tunku Abdul Rahman et dans le mémorial construit en son honneur, a souligné ce rapprochement entre les convictions de l'institut et les valeurs fondatrices de la Malaisie, contrastant la connotation potentiellement révolutionnaire du libertarianisme¹⁶³.

Tunku Abidin Muhriz défend cette référence contre les critiques, expliquant que les membres fondateurs ont choisi ce référent car son héritage politique a disparu mais reste plébiscité par l'ensemble de la scène politique malaisienne contemporaine. On rejoint ici la préoccupation d'IDEAS pour une forme de neutralité politique permettant d'accéder à un large public. Dans les faits, la convergence la plus claire entre l'héritage du Tunku et les idées d'IDEAS est indubitablement l'anticommunisme. IDEAS insiste également sur l'importance accordée par le Tunku à l'indépendance de la justice, faisant référence aux carences du gouvernement malaisien sans toutefois le critiquer ouvertement. Défenseur d'une forme de droit naturel et des libertés individuelles reconnues par la Constitution, il aurait regretté la détérioration de la liberté par ses successeurs notamment dans le domaine des mœurs et de la religion¹⁶⁴. Il aurait également saisi les liens entre liberté économique et prospérité, poursuivant une politique de laissez-faire et reconnaissant l'absence de compétences du gouvernement pour la gestion des affaires économiques. Le Tunku se serait aussi opposé aux discriminations

¹⁶² IKJ, précédemment mentionné, mobilise également ce créneau. Khalid Jaafar a ainsi produit plusieurs réflexions sur l'identité malaise, la liberté et le cosmopolitisme. Voir par exemple : Khalid Jaafar, « Melayu : perlembagaan, kebebasan dan kosmopolitisme » [Malais : la Constitution, la liberté et le cosmopolitisme], *Jalantelawi.com*, 14 septembre 2006 ; Khalid Jaafar, « Kebebasan dan pluralisme di Malaysia baru » [Liberté et pluralisme dans la Malaisie nouvelle], *Jalantelawi.com*, 14 janvier 2007.

¹⁶³ Tengku Razaleigh Hamzah, dans son discours à l'occasion du lancement de l'institut, a déclaré : « The IDEAS project looks back... not just to an individual but to an era in Malaysia's history. [IDEAS] will promote the values and principles on which we were formed ». Cité dans IDEAS, « Annual report 2010 », *op. cit.*, p. 2.

¹⁶⁴ Lenard Lim Yangli, *op. cit.*, p. 17-19.

raciales, estimant que les Malais seraient mieux servis par la compétition. Ce point n'est cependant guère développé, si ce n'est pour préciser qu'il reconnaissait leur retard économique et entendait les aider par l'intermédiaire d'incitations fiscales, sans déséquilibrer le système socio-économique comme l'a fait la New Economic Policy (NEP) instaurée par ses successeurs¹⁶⁵.

Certaines références sont néanmoins paradoxales. Il est ainsi surprenant de mentionner les *Rukunegara* (Principes nationaux)¹⁶⁶ proclamés par le Tunku en 1969, peu après les sanglantes émeutes interethniques du 13 mai. Ces principes sont en effet l'un des socles de la NEP, point culminant de l'ingénierie sociale malaisienne. On mesure à l'aune de cette référence ambiguë la part inévitable des compromis politiques effectués par une organisation impliquée dans le débat public, auquel elle n'accéderait pas en maintenant une ligne anarchiste plus cohérente.

¹⁶⁵ Lenard Lim Yangli, *op. cit.*, p. 11-14. La NEP fut lancée en 1971 pour favoriser le rattrapage économique des *bumiputera* (« fils du sol », incluant les Malais et les communautés indigènes), notamment par des quotas favorisant leur accès à l'université, aux emplois administratifs et leur représentation dans les entreprises.

¹⁶⁶ Proclamés au moment de la commémoration de l'indépendance de la Malaisie le 31 août 1970, peu après les émeutes intercommunautaires de 1969, ces principes sont censés constituer la base d'une philosophie nationale valorisant la cohabitation entre citoyens malaisiens. Ils sont ainsi formulés : croyance en Dieu, loyauté au roi et au pays, suprématie de la Constitution, État de droit, courtoisie et moralité.

Troisième Partie

Priorités et impact. Thématiques privilégiés, modes d'action et influence

Cette troisième partie expose les arguments et modes d'action privilégiés par les activistes qui inscrivent leurs engagements dans l'espace public, espérant de la sorte influencer les débats en diffusant leurs idées. L'environnement social et politique contribue à déterminer les formes de cet engagement et la hiérarchisation des idées défendues. Le libéralisme politique passe ainsi derrière la défense des libertés économiques dans les contextes limitant la liberté d'expression, notamment pour les organisations les plus institutionnalisées, comme c'est le cas en Malaisie. À l'inverse, les questions de société et notamment la liberté religieuse font l'objet de plus de débats en Indonésie, où l'environnement politique est plus ouvert. Cette observation s'explique par la portée moins polémique des libertés économiques mais surtout par la présence, dans les pays où les libertés politiques font l'objet de préoccupations, de nombreuses organisations spécialisées dans la défense des droits et libertés. C'est donc sur le terrain des libertés économiques, plus délaissé par les ONG classiques, que les libertariens peuvent faire entendre leur spécificité.

À défaut de posséder la taille critique qui leur permettrait d'influencer les agendas politiques, ils s'efforcent ainsi d'introduire leurs thématiques dans les débats publics.

1 - Engagements et arguments

Si les libertés économiques sont évoquées en priorité par les activistes interrogés, elles sont intrinsèquement liées aux libertés politiques et individuelles dans les argumentaires libertariens. Dans le domaine de l'éducation, par exemple, les appels à la privatisation ne peuvent être pleinement compris que si l'on s'intéresse à la volonté des libertariens de s'émanciper des programmes d'enseignement définis par l'État. Les catégories distinguées pour les besoins de l'analyse dans les deux premières sections de ce chapitre se chevauchent donc fréquemment. La troisième section relève quelques points de contentieux entre libertariens sud-est asiatiques, ou leurs divergences avec les débats au sein du mouvement à l'échelle mondiale.

Des priorités variées

- « La réforme politique nous préoccupe, par exemple la liberté d'expression, mais beaucoup d'organisations sont déjà engagées sur ce créneau ou sur les droits de l'Homme. Les priorités sont donc plutôt économiques, et au plan politique il reste la question du fédéralisme. » (Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, 26 juin 2011)
- « Pour moi, être libertarien renvoie à la vision des droits et libertés négatives. Mais le premier point qui me préoccupe, dans notre contexte [malaisien], c'est que la religion devrait être l'affaire de la société et que le gouvernement ne devrait pas empiéter sur les droits des individus. Il ne suffit pas d'être anticommuniste, comme l'est tout le système éducatif en Malaisie, pour être libertarien ! C'est une position difficile ici car il y a des sujets tabous, surtout la liberté de religion et l'égalité des droits. » (Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 19 juin 2011)
- « Je suis par principe favorable à l'autodétermination des régions qui le souhaitent, mais en pratique ce n'est pas une bonne idée pour le moment, tant que les individus qui vivent là-bas n'ont pas compris que ce n'est pas à l'État de prendre son indépendance mais aux individus de s'autodéterminer. » (Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 23 juin 2011)

- « Le seul moyen pour faire que les politiciens se plient à vos idées, c'est de passer par la société civile. Personne n'est libéral aujourd'hui dans le monde politique, c'est pour cela qu'il faut viser les jeunes, puisque les politiciens voient en eux leurs électeurs. » (Entretien avec un militant indonésien, Jakarta, 12 août 2011)
- « Il n'y a pas de résistance sur l'aspect politique du libéralisme, mais beaucoup plus sur les questions économiques, la plupart des politiciens restent focalisés sur le soi-disant intérêt économique national. Sur les migrations aussi : pour nous, les gens devraient être libres de bouger, c'est une liberté essentielle... pourquoi l'État et la bureaucratie devraient-ils s'en mêler ? Le gouvernement est très réticent sur ce sujet. » (Entretien avec un militant indonésien, Jakarta, 2 juillet 2011)
- « Il ne sert à rien de parler de la liberté ou de diffuser la philosophie libertarienne, ce sont des questions trop abstraites. Je préfère aborder des thèmes concrets, par exemple la propriété. » (Entretien avec un militant singapourien, Singapour, 13 juillet 2011)
- « Mon rêve pour régler le problème séparatiste serait de voir émerger des centaines de mini Hong-Kong ou de mini Singapour, avec un régime libertarien bien sûr. Ainsi la question du séparatisme à Mindanao ne se poserait même pas. » (Entretien avec Nonoy Oplas, Manille, 28 août 2011)

Les libertés économiques et privatisations, thématique privilégiée et débats tolérés

Les libertés économiques et la limitation de l'État providence constituent un sujet consensuel chez les activistes interrogés. Les libéraux, minarchistes et anarchistes se retrouvent en effet sur la nécessité de privatiser les services publics, de diminuer l'intervention de l'État dans l'économie (qu'il s'agisse de mesures contraignantes ou incitatives) et de déréglementer les marchés. Ils se distinguent par l'étendue du rôle du marché, les anarchistes étant hostiles à toute forme de taxation tandis que les libéraux sont favorables à la présence d'un État arbitre.

Défense du libre marché

L'élément central des argumentaires recensés porte sur la libéralisation des échanges économiques. Le choix de se concentrer sur ce thème reflète une double tendance. D'une part, le créneau du débat économique est moins encombré que celui des libertés politiques, défendues par de nombreuses ONG dans les États étudiés. D'autre part, l'angle économique permet de renouveler les arguments sur des thèmes controversés. En Malaisie, notamment, il permet de mettre en cause les privilèges spéciaux et discriminations ethniques accordés aux Malais, sans soulever des débats interdits par la Constitution et passibles de poursuites.

Plusieurs sujets, spécifiques à chaque État, sont abordés par les activistes interrogés à l'intérieur de la thématique économique. En Malaisie, les principaux travaux d'IDEAS présentent le marché comme une alternative dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement¹⁶⁷. La libéralisation de l'économie¹⁶⁸ et le renforcement de la propriété privée¹⁶⁹ sont considérés comme deux conditions nécessaires pour atteindre cet objectif. L'institut accorde un satisfecit à l'objectif de libéralisation affiché par le Premier ministre Najib¹⁷⁰, mais en rappelle les enjeux. Il s'agit de réduire les règles et régulations sur les marchés et l'emploi pour permettre aux individus de travailler et de s'entretenir librement¹⁷¹, mais aussi de libéraliser les migrations. L'absence de restrictions à la liberté d'entreprendre et de produire est censée limiter la corruption en réduisant le rôle des connexions politiques, et permettre au capital d'être mieux réparti par les entrepreneurs volontaires pour prendre des risques. L'institut critique donc le système économique hérité de la colonisation britannique, qui associe la planification à une économie mixte privée et publique et

¹⁶⁷ Kwek Kon Yao, *op. cit.*, p. 4.

¹⁶⁸ Robert Haas, « Social market economy : the case of Germany and suggestions for Malaysia », *IDEAS Report*, Kuala Lumpur, IDEAS, 2012, 24 p.

¹⁶⁹ Wan Saiful Wan Jan, « Perlindungan pemilikan harta diperlukan bagi membasmi kemiskinan » [La protection de la propriété est nécessaire pour éradiquer la pauvreté] IDEAS, 19 mars 2009.

¹⁷⁰ Wan Saiful Wan Jan, « Malaysia's New Economic Model : is the Government serious about liberalization ? », Friedrich Naumann Foundation, *Background Paper*, n° 14, 33 p.

¹⁷¹ Kwek Kon Yao, *op. cit.*, p. 5.

constitue le principal instrument de l'ingénierie sociale mise en œuvre à travers la NEP. Prenant part aux controverses d'actualité, le think tank s'oppose par ailleurs à la régulation du salaire minimum¹⁷², débattue en Malaisie depuis 2011. IDEAS souligne qu'une telle mesure réduirait la compétitivité et les opportunités d'emploi, communiquant sur ce thème en malais pour diffuser plus largement cet argument contre-intuitif. Le think tank s'oppose enfin aux subventions et interventions gouvernementales notamment dans le domaine de l'agriculture¹⁷³, accusées de freiner la modernisation tout en dérégulant la production.

Des arguments similaires sont développés aux Philippines par Minimal Government Thinkers, qui publie d'ailleurs occasionnellement les textes d'instituts étrangers à titre de comparaison, notamment d'IDEAS¹⁷⁴. Le think tank produit moins de rapports de fond, mais surtout des éditoriaux ou *policy papers* liés aux enjeux d'actualité. La priorité est également de valoriser le rôle du marché comme solution à l'ensemble des problèmes publics. Le diagnostic et le remède sont donc invariables : il faut diminuer les ingérences gouvernementales dans tous les domaines de l'économie en levant les entraves au commerce, renforcer les droits de propriété, réduire les taxes et favoriser la concurrence, notamment dans le domaine médical. Les études publiées mettent en avant les préoccupations du responsable du think tank, qui reprenait dès 2008 les analyses autrichiennes classiques pour démontrer un lien entre la crise financière, l'expansion du crédit et la « crise de l'irresponsabilité » des banques. Il n'attribue donc pas la crise à un défaut du capitalisme mais au contraire à l'aléa moral créé par les gouvernements en renflouant des entreprises en faillite¹⁷⁵. La liberté de

¹⁷² Afif Abdullah, « Adakah gaji minima cara terbaik untuk membantu golongan miskin ? » [Le salaire minimum est-il le meilleur moyen d'aider les pauvres ?], Kuala Lumpur, IDEAS, 2010, 16 p.

¹⁷³ Wan Saiful Wan Jan, « Modern agricotchnology and subsidies in Malaysian agriculture: are we using them wisely? », *IDEAS Report*, avril 2011, 19 p.

¹⁷⁴ Par exemple : Wan Saiful Wan Jan, « Removing barriers to trade : our experience in Malaysia », conférence présentée lors du Pacific Rim Policy Exchange, Singapour, 15 octobre 2009 ; Bibek Debroy, « Don't look to India for healthcare answers », septembre 2007.

¹⁷⁵ Nonoy Oplas, « Credit crisis and irresponsibility », Minimal government thinkers, Manille, 10 octobre 2008 ; Bienvenido « Nonoy » Oplas Jr., « Financial turmoil and personal responsibility : the MG perspective », Bedan Advocacy and Consciousness Enhancement Society (BACES) Forum, San Beda College, Manille, 29 janvier 2009 ; Bienvenido Oplas Jr.,

commerce est abordée sous un angle philosophique¹⁷⁶ avant d'être rationalisée comme le meilleur moyen de favoriser le développement économique¹⁷⁷. C'est donc en premier lieu pour leur caractère coercitif et illégitime que les impôts seraient ainsi à proscrire, outre leur impact jugé négatif sur la croissance. MGT s'oppose également à la régulation des prix, qualifiée de « dictature des prix »¹⁷⁸, et à toute ingérence gouvernementale dans les domaines stratégiques que constituent le carburant¹⁷⁹, les médicaments¹⁸⁰ ou encore l'agriculture¹⁸¹. L'intérêt du consommateur serait en effet dans un marché dérégulé, plus susceptible d'équilibrer les prix et les quantités et donc de prévenir les pénuries comme les excès de production¹⁸². La régulation des prix est en outre considérée comme injuste pour le producteur d'un bien, incité à ralentir son activité s'il doit écouler sa production à un montant inférieur à son prix de marché¹⁸³. MGT s'oppose enfin à la régulation du marché du travail, source de chômage et de hausse des prix¹⁸⁴.

Si les arguments et diagnostics des membres du Freedom Institute sont similaires, les publications proposées par l'institut indonésien ne sont pas directement liés à l'actualité économique. Le premier ouvrage publié par le directeur de l'institut en 2002, *Mendobrak sentralisme ekonomi* (« Briser le centralisme économique »), visait à promouvoir le libéralisme

« Global credit squeeze : crippled capitalism or bail-out statism ? », conférence présentée lors du *Forum on Tax Regulations on Cooperatives and Awareness on Global Financial Crisis*, Tagalog Cooperative Development Center (TAGCODEC), Antipolo City, 10 décembre 2008 ; Bienvenido Oplas, Jr., « Dealing with financial turmoil : Market self-correction or more Government intervention? », conférence présentée lors de la 4^e Assemblée générale de Northpine Land Inc., Mandaluyong City, 15 octobre 2008.

¹⁷⁶ Bienvenido S. Oplas, Jr., « Actions Louder than Words », 15 mai 2006 ; Nonoy Oplas, « Essays on free-trade », 17 juillet 2008 ; Nonoy Oplas, « Property rights and free trade », 30 avril 2009.

¹⁷⁷ Bienvenido Oplas, Jr., « Welfare function of profit and CSR », février 2006 ; Bienvenido Oplas, Jr. *et al.*, « Free trade and global recession », 2009.

¹⁷⁸ Nonoy Oplas, « Price control is price dictatorship », 31 octobre 2008.

¹⁷⁹ Bienvenido S. Oplas, Jr., « Why a \$100/barrel oil price and various petroleum taxes don't mix », *Business Mirror*, 9 novembre 2007.

¹⁸⁰ Bienvenido Oplas, Jr., « Controlling the dangers of price control », 11 septembre 2008.

¹⁸¹ Nonoy Oplas, « When government politicizes agriculture », 16 juillet 2008.

¹⁸² Bienvenido Oplas, Jr., « Consumers' welfare through deregulation, not politicized pricing », 26 août 2009.

¹⁸³ Bienvenido Oplas, Jr., « Controlling the dangers of price control », *op. cit.*

¹⁸⁴ Bienvenido Oplas, Jr., « What determines wages? », juillet 2006.

économique et soulignait à cet égard le rôle des idées, appelant à une idéologisation des débats politiques indonésiens¹⁸⁵. Un responsable expliquait néanmoins la faible production de l'institut sur l'actualité économique indonésienne par le manque de chercheurs capables de produire des travaux originaux sur ces sujets. C'est donc en premier lieu à travers les traductions d'ouvrages classiques que l'on peut comprendre l'approche de l'institut sur ces thématiques. Les traductions de travaux de F. Bastiat¹⁸⁶, F.A.¹⁸⁷, L. von Mises¹⁸⁸ ou Leonard Read¹⁸⁹, mais aussi d'ouvrages plus politiques louant la mondialisation¹⁹⁰, le capitalisme¹⁹¹ et l'économie de marché¹⁹², forment un ensemble éclectique dont la ligne reste celle du libéralisme économique comme solution à la pauvreté, pour le développement et contre la corruption¹⁹³.

Pour les libertariens, la libéralisation économique passe également par la liberté de mouvement des travailleurs. Une conférence co-organisée sur ce sujet à Jakarta par Economic Freedom Network, dans le cadre du « Freedom Festival Indonesia », a réuni en octobre 2010 la plupart des organisations mentionnées dans cette étude – MGT, IDEAS, Freedom Institute, Atlas et la FNF – ainsi que d'autres acteurs universitaires,

¹⁸⁵ Rizal Mallarangeng, *Mendobrak sentralisme ekonomi* [Briser le centralisme économique], Jakarta, KPG-Freedom Institute, 2008 [2^e éd.], 268 p.

¹⁸⁶ Frédéric Bastiat, *Hukum, op. cit.*

¹⁸⁷ Friedrich A. Hayek, *Ancaman kolektivisme* [La menace du collectivisme / traduction libre de *La route de la servitude*], Jakarta, Freedom Institute, Friedrich Naumann Stiftung et Liberal Society, 2011, 312 p.

¹⁸⁸ Ludwig von Mises, *Menemukan kembali liberalisme* [La redécouverte du libéralisme], Jakarta, Freedom Institute et Friedrich Naumann Stiftung, 2011, 242 p.

¹⁸⁹ Leonard E. Read et al., *Aku, pensil : silsilah keluarga, sebuah pensil, sebagaimana dikisahkan kepada Leonard E. Read* [Moi, le crayon : arbre généalogique d'un crayon, tel que raconté par Leonard R. Read], Jakarta, Freedom Institute, Friedrich Naumann Stiftung et Liberal Society, 2010, 25 p.

¹⁹⁰ Martin Wolf, *Globalisasi : jalan menuju kesejahteraan* [La mondialisation : voie de la prospérité], Jakarta, Yayasan Obor Indonesia, Freedom Institute, 2007, 465 p.

¹⁹¹ Johan Norberg, *Membela Kapitalisme Global* [Pladoyer pour la mondialisation capitaliste], Jakarta, Freedom Institute et Friedrich Naumann Stiftung, 2008, 394 p.

¹⁹² M. Ikhsan Mojo (dir.), *Melanjutkan ekonomi pasar (2009)* [Poursuivre l'économie de marché], Jakarta, Freedom Institute, Friedrich Naumann Foundation, 2009.

¹⁹³ Lex Rieffel, Karaniya Dharmasaputra, *Di Balik Korupsi Yayasan Pemerintah* [Derrière la fondation du gouvernement, la corruption], Jakarta, Washington D.C., Freedom Institute et Brookings Institution, 2008, 133 p.

politiques, ou des ONG¹⁹⁴. Les conclusions générales du forum, résumées dans une résolution intitulée « Migration and the wealth of nations », étaient qu'une immigration ouverte contribuerait à la prospérité¹⁹⁵. IDEAS compare à cet égard la Malaisie (qui abrite 67 % des migrants de l'Asean) aux États-Unis, autre nation d'immigrants, pour souligner les richesses apportées par une politique d'immigration simplifiée¹⁹⁶. Le think tank critique à ce titre l'erreur de jugement du National Economic Action Council (NEAC), qui voudrait permettre l'immigration de diplômés tout en réduisant les afflux de travailleurs non qualifiés, soulignant que cela cantonnerait les Malaisiens aux travaux manuels et ne sortirait pas le pays du « piège des revenus moyens ». Pour MGT, qui aborde la question sous l'angle de l'émigration, plus conforme à la réalité philippine, celle-ci constitue également une opportunité grâce notamment aux devises qu'elle permet d'engranger¹⁹⁷ – outre le fait que la mobilité est tout simplement une liberté fondamentale¹⁹⁸.

Libéralisation des services publics

Les services publics devraient également faire l'objet d'une libéralisation selon l'ensemble des instituts et militants abordés, dont certains vont jusqu'à proposer une privatisation totale. Ces thèmes sont principalement développés par IDEAS et MGT. L'enjeu est double. La libéralisation élargirait la liberté de choix des usagers ou consommateurs, et réduirait la capacité des gouvernements à pratiquer l'ingénierie sociale. Réduire la charge budgétaire consacrée à ces services diminuerait en outre l'emprise du gouvernement et les impôts jugés illégitimes. Les deux thèmes privilégiés sont les services sociaux et l'éducation.

IDEAS milite en faveur d'une plus grande compétition dans le domaine éducatif, rejoignant d'autres libertariens malaisiens pour qui l'encouragement du secteur privé serait la seule manière de venir à bout

¹⁹⁴ « Migration and the wealth of nations », *2010 EFN Asia Conference*, Jakarta, 7-8 octobre 2010.

¹⁹⁵ Texte de la résolution disponible sur Internet : http://www.efnasia.org/index.php?option=com_content&view=article&id=243&Itemid (dernier accès le 25 mars 2011).

¹⁹⁶ Kwek Kon Yao, *op. cit.*, p. 10-11.

¹⁹⁷ Bienvenido Oplás, « No such thing as nurses' brain drain », juin 2006.

¹⁹⁸ Bienvenido S. Oplás, Jr., « Globalization = mobility = freedom », avril 2006.

des rigidités d'un système public qui aggrave le cloisonnement interethnique du pays¹⁹⁹. Différentes initiatives ont été organisées par l'institut sur cette thématique, qui constitue son premier poste de dépense mais aussi sa principale source de revenus puisqu'une large part des financements externes est liée aux recherches sur l'éducation²⁰⁰. IDEAS a lancé le débat en republiant une série d'articles de Bakri Musa, désormais chirurgien aux États-Unis, sur le fait que le secteur privé (notamment non lucratif) peut fournir des services de meilleure qualité que le public²⁰¹. L'organisation s'intéresse également au système de chèques-éducation (*vouchers*), qui donnent la possibilité de financer par des fonds publics les étudiants et non les institutions. Le choix et le financement reposent dans ce cas sur le consommateur, éliminant les écoles qui ne sont pas choisies²⁰². La privatisation réduirait selon l'argumentaire développé la charge du gouvernement, qui pourrait ainsi se concentrer sur l'essentiel. La compétition améliorerait en outre les possibilités de choix et donc l'adaptation services fournis à la demande des familles. Un autre rapport, co-publié avec le Centre for British Teachers (CfBT) revient sur le système éducatif malaisien qu'il compare avec les systèmes américain, chilien, néozélandais ou encore néerlandais. Il salue l'émergence en 2011 de partenariats public-privé, mais estime que l'initiative ne va pas assez loin tout en mentionnant la difficulté à convaincre des avantages de la compétition dans le système éducatif, au sein même du panel consulté pour l'étude. L'éducation reste en effet considérée comme un outil essentiel de la construction nationale, susceptible d'être mis en danger par la compétition.

¹⁹⁹ Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 13 juin 2011.

²⁰⁰ Plusieurs partenariats ont été noués sur les questions éducatives, notamment avec l'institut britannique CfBT Education Trust, avec les fondations malaisiennes PINTAR (acronyme signifiant « intelligent » en malais) et AMIR, ou encore avec la Tun Razak School of Government. Des conférences et ateliers sont également organisés sur la question du rôle du secteur privé dans l'éducation.

²⁰¹ Bakri Musa, « Enhancing the role of the private sector in education », *IDEAS Report*, mai 2011, 31 p.

²⁰² Bakri Musa, *op. cit.*, p. 18 et p. 25-26. L'auteur est toutefois favorable à l'imposition de régulations par le gouvernement, même s'il reconnaît les effets potentiellement pervers de l'imposition de régulations, en termes de corruption et de favoritisme.

La question de l'éducation est moins sensible pour MGT aux Philippines dans la mesure où l'enseignement ne constitue pas autant qu'en Malaisie un instrument d'ingénierie sociale. La position affichée par les publications de l'institut est toutefois similaire à celle d'IDEAS. L'éducation est considérée comme une affaire personnelle, qui devrait être laissée à la libre responsabilité des parents sans être uniformisée par l'État. MGT va plus loin qu'IDEAS en recommandant l'abolition de tout le système d'enseignement public et la dévolution de cette responsabilité aux parents. La question des plus démunis est rapidement évacuée en faisant référence à la charité privée²⁰³.

Des argumentaires similaires sont développés pour l'ensemble des services sociaux et notamment, pour MGT, la santé publique. Hostile à toute intervention gouvernementale dans ce domaine, qu'il s'agisse de fixer les prix des médicaments, d'ouvrir les droits de propriété intellectuelle sur les molécules ou d'offrir une couverture maladie universelle, Nonoy Oplas défend la concurrence et la propriété intellectuelle comme des garanties d'innovation et de prix abordables²⁰⁴. Vigoureusement opposé à toute fixation des prix, il recommande au contraire la concurrence pour les faire diminuer à long terme²⁰⁵. La fixation des prix conduirait certes à des prix faibles, mais entraînerait selon lui des pénuries tout en diminuant l'incitation des compagnies pharmaceutiques à innover²⁰⁶. Concernant la couverture maladie, Nonoy

²⁰³ Bienvenido S. Oplas, Jr., « Why education should be parental responsibility and not government responsibility », novembre 2007.

²⁰⁴ Bienvenido Oplas, Jr., « Making medicines affordable : the role of innovation, competition and taxation », 20 février 2008 ; Nonoy Oplas, « Selected essays on IPR and health », 28 juin 2008.

²⁰⁵ Bienvenido « Nonoy » Oplas, Jr., « Access to medicine through politics : assessment of drug price control policy in the Philippines », conférence présentée lors du 3^e Pacific Rim Policy Exchange, 14-15 octobre 2009, Singapour.

²⁰⁶ Bienvenido « Nonoy » Oplas, Jr., « Access to medicine via competition, not protectionism and price regulation », 18 février 2010 ; Nonoy Oplas, « Essays on politicized drug prices, Part 1 », 3 septembre 2009 ; Nonoy Oplas, « Essays on politicized drug prices, Part 2 », 29 décembre 2009 ; Bienvenido « Nonoy » Oplas, Jr., « Unintentional predatory pricing via government price control », conférence présentée lors du forum *Government price control of medicines*, Philippine college of Physicians, Quezon city, 4 août 2009 ; Bienvenido Oplas, Jr., « Essays on IPR and health, Part 3 », 12 février 2009 ; Nonoy Oplas, « Essays on IPR and health, Part 4 », 8 mai 2009 ; Nonoy Oplas, « Essays on IPR and health, Part 5 », 29 mai 2009 ; Nonoy Oplas, « Essays on IPR and health, Part 6 », 19 juin 2009.

Oplas s'oppose à toute extension du système national PhilHealth, expliquant qu'une couverture universelle inciterait à l'irresponsabilité vis-à-vis de sa propre santé et suggérant d'augmenter le rôle des assurances privées afin d'encourager la concurrence et la baisse des prix. Celles-ci inciteraient à avoir une approche préventive de la santé, tandis que PhilHealth pourrait éventuellement servir de dernier recours en cas de maladie grave²⁰⁷. Les arguments invoqués contre l'extension de PhilHealth sont classiques : celle-ci est jugée inefficace et coûteuse, en plus de ne pas résoudre le problème de l'inégal accès aux soins²⁰⁸.

IDEAS s'efforce également de démontrer que les services sociaux peuvent être fournis par le secteur privé, notamment sans but lucratif. L'institut développe à cet égard l'idée de « *caring nation* », soulignant qu'une « *welfare society* » est préférable à un « *welfare state* ». En partenariat avec la Fondation Chow Kit, IDEAS s'efforce depuis 2008 de mettre en place un jardin d'enfants destiné aux défavorisés en milieu urbain, Tadika Wau Bebas, monté sous la forme d'une entreprise sociale afin de prouver que des fondations sont susceptibles d'aider toutes les composantes de la société et que l'enseignement privé n'est pas réservé aux plus riches. Prévue en mai 2011, l'ouverture du jardin d'enfants a été repoussée du fait d'un problème de concession.

Plus encore que l'encouragement de l'initiative privée, la libéralisation des services publics passe pour les organisations considérées par la cessation d'activités jugées illégitimes. Aux Philippines, la question de la santé publique et surtout celle du planning familial sont hautement controversées car elles entrent en conflit avec l'attachement catholique de leurs opposants. Pour plusieurs interlocuteurs, proches de MGT ou indépendants, l'opposition catégorique au planning familial et à la contraception coïncide avec une posture religieuse inspirée par le Vatican, allégeance choisie par contraste avec l'autorité étatique

²⁰⁷ Bienvenido « Nonoy » Oplas, Jr., « Improving access to good healthcare : more private and cooperative HMOs, don't expand PhilHealth », conférence présentée au forum *Leaning events on health insurance, Cut the Cost, Cut the Pain Network* (3CPNet), Quezon City, 30 juin 2009.

²⁰⁸ Bienvenido « Nonoy » Oplas, Jr., « Health insurance and Government failure », conférence présentée lors du *Social dialogue on health care*, Pharmaceutical and Healthcare Association of the Philippines (PHAP) et Coalition for Health Advocacy and Transparency (CHAT), Quezon City, 17 août 2009.

imposée. La coercition est dans ce cas d'autant plus mal vécue qu'elle ne se limite pas à prélever des impôts, mais les utilise pour mettre en œuvre des politiques en contradiction directe avec l'allégeance primordiale des libertariens catholiques, contribuant à radicaliser leur discours anti-État.

Libertés politiques et questions de société, des points de consensus inégalement défendus

Les libertés politiques et personnelles constituent un second terrain de consensus entre les militants interrogés, tout en passant souvent au second plan puisque, comme le soulignait la section précédente, elles sont déjà l'apanage d'ONG spécialisées. Le discours libertarien apporte néanmoins un éclairage original sur ces thématiques.

La liberté d'expression

Il existe un consensus sur la nécessité d'agir en faveur de la liberté d'expression. Celle-ci constitue une préoccupation particulière à Singapour et en Malaisie, où les médias et la parole publique sont plus contrôlés qu'en Indonésie et aux Philippines.

Bien que ce thème investi par plusieurs ONG partis d'opposition ne soit pas prioritaire, IDEAS a occasionnellement publié des travaux sur le sujet. Le pamphlet commenté dans la deuxième partie portait sur la liberté de la presse en Malaisie²⁰⁹. En imposant aux médias de déposer une demande annuelle de renouvellement de leur licence, les autorités malaisiennes provoquent en effet une auto-censure sur les questions politiques. Les questions ethniques et religieuses, la critique des privilèges malais ou encore les questions liées à la monarchie, sont quant à elles passibles de poursuites. La libération de la parole publique constitue donc un combat évident pour les libertariens. Le même impératif se retrouve à Singapour, où l'expression d'une opposition politique comme les critiques à l'égard des communautés ethniques ou religieuses sont étroitement contrôlées.

²⁰⁹ Datuk Azman Ujang, Sonia Randhawa, Dr Azmi Sharom, 'Abidin Muhriz, *op. cit.*, p. 2.

En Indonésie, la question de la liberté d'expression recoupe celle de la liberté religieuse, abordée notamment au Freedom Institute par les membres de Jaringan Islam Liberal (JIL), le réseau de l'islam libéral fondé en 2001²¹⁰. Tout en reconnaissant une liberté plus grande en Indonésie que dans la majorité des autres pays majoritairement musulmans, les individus interrogés font part de leur engagement en faveur d'une sécularisation accrue et s'opposent à certaines mesures comme la loi anti-pornographie, votée en 2008²¹¹, dont la formulation trop large peut laisser la place à des interprétations restrictives quant à la manière de s'habiller ou de s'exprimer.

Aux Philippines, où la liberté d'expression est relativement assurée, c'est encore sous l'angle de l'émancipation religieuse que le sujet est abordé par quelques militants libertariens et athées, qui regrettent la pression sociale associée au poids des traditions catholiques²¹².

La décentralisation

La décentralisation de l'État est un autre thème consensuel, bien qu'inégalement abordé en fonction notamment de la configuration de chaque État (la question ne se pose guère à Singapour, contrairement à l'Indonésie). Alors qu'une décentralisation graduée serait souhaitable pour les interlocuteurs les plus modérés, les libertariens anarchistes définissent la décentralisation comme un retrait absolu de l'État et revendiquent un droit de sécession individuel.

IDEAS, dans le camp modéré, promeut le fédéralisme en valorisant les droits des élus locaux face au gouvernement fédéral²¹³. La décentralisation a connu un regain d'intérêt en Malaisie après les bons résultats enregistrés par l'opposition lors des élections de mars 2008. Elle permet en effet l'opposition de revendiquer plus d'influence dans les

²¹⁰ Nicolaus Teguh Budi Harjanto, *Islam and liberalism in contemporary Indonesia : the political IDEAS of Jaringan Islam Liberal (The liberal Islam network)*, mémoire de master présenté à Ohio State University, College of Arts and Sciences, août 2003, 121 p.

²¹¹ Pam Allen, *op. cit.*

²¹² Entretien avec deux militants philippins, Manille, 3 septembre 2011.

²¹³ Six ateliers ont été organisés en 2010 à Sungai Petani (Kedah), Sandakan (Sabah), Kuching (Sarawak), Sibuluan (Sarawak), Georgetown (Penang) et Kota Bharu (Kelantan). Un module sur le fédéralisme a également été développé, en coopération avec des avocats et experts constitutionnalistes.

États où elle est majoritaire, par exemple Penang ou le Kelantan. La revendication d'une décentralisation permet également d'engranger des voix dans les États du nord de Bornéo, Sabah et Sarawak, dont les habitants s'estiment lésés par rapport à la péninsule et expriment régulièrement des velléités autonomistes malgré le contrôle de l'expression publique sur ce sujet. Ce thème constitue le troisième poste de dépenses d'IDEAS, qui, en 2010, consacrait 57 179 RM (environ 14 000 euros, 10 % du budget de l'institut) aux ateliers sur le fédéralisme. Pour Wan Saiful, il s'agit en premier lieu d'aider les élus à comprendre les compétences censées relever des États, pour contrer la tendance centralisatrice à l'œuvre depuis Mahathir²¹⁴, puis de montrer les avantages de l'initiative locale. Les ateliers organisés en 2010-2011 dans sept États ont réuni chacun une cinquantaine de participants, souvent issus des rangs de l'opposition²¹⁵. Les membres de la coalition gouvernementale ont en effet moins d'intérêt à transférer des compétences aux États fédérés, dont certains sont aux mains de l'opposition. L'organisation de certains ateliers en collaboration avec le PKR, principal parti d'opposition, rendait leur présence d'autant plus improbable.

En Indonésie et aux Philippines, la décentralisation est également valorisée par MGT et Freedom Institute. Le sujet est toutefois moins prioritaire en Indonésie, où il ne constitue pas un thème spécifique aux rangs libertariens. Constituant l'un des principaux enjeux de l'ère post-Suharto, elle est en effet à l'œuvre depuis le début des années 2000 avec plus ou moins de succès²¹⁶. Quitte à trancher avec la posture classique des libertariens, Rizal Mallarangeng soulignait ainsi que s'il est théoriquement favorable à une organisation la plus décentralisée possible, dans les faits, celle-ci n'aboutit pas nécessairement à une bonne administration lorsque les autorités locales s'avèrent corrompues ou incompetentes. Paradoxale dans la mesure où les analyses libertariennes sont censées reposer sur une vision philosophique, sa remarque reflète les compromis inévitables d'un responsable politique qui ne peut se contenter d'une posture de principe.

²¹⁴ Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, 26 juin 2011.

²¹⁵ Le Gerakan, parti de la coalition gouvernementale considéré comme le plus ouvert au libéralisme, participe également occasionnellement aux événements d'IDEAS.

²¹⁶ Lucas Patriat, « La décentralisation indonésienne : une expérience de démocratisation radicale et chaotique », *Les notes de l'IRASEC*, n° 1, 31 p.

Aux Philippines, MGT s'en tient en revanche à une approche plus classique et théorique, fondée sur un principe de subsidiarité légèrement reformulé pour expliquer qu'un gouvernement devrait agir exclusivement dans les domaines où des individus ou organisations privées sont incapables de prendre des initiatives²¹⁷. Nonoy Oplas, affichant une posture minarchiste classique, suggère que le gouvernement central devrait conserver des prérogatives en matière de défense, de diplomatie ou de justice. Dans les autres domaines, l'auteur propose la décentralisation comme moyen de rendre leur capacité d'initiative aux individus et aux associations volontaires²¹⁸, soulignant que cela introduirait une compétition éliminant les acteurs les moins efficaces. D'autres militants philippins font de l'existence de communautés auto-administrées par leurs habitants un exemple de résistance à l'emprise des gouvernements locaux, soulignant que dans ces quartiers entièrement privés et sécurisés, l'espace public est administré par des sociétés volontairement employées, à l'inverse des services publics financés par la taxation²¹⁹.

Points de contentieux et thématiques oubliées

Contrairement aux points précédents, certains sujets divisent les activistes. La démocratie, le droit de sécession et la propriété intellectuelle font l'objet de débats animés, sans toutefois former une liste exhaustive des sujets contentieux. Ces derniers pourraient inclure le climato-scepticisme, défendu par MGT²²⁰, mais il n'est pas pertinent de l'aborder de manière comparative puisque les autres think tanks ne lui accordent pas un intérêt significatif.

²¹⁷ Nonoy Oplas, « Subsidiarity, decentralization and privatization », 4 septembre 2008.

²¹⁸ Bienvenido Oplas, Jr., « Local government and civil society », version longue d'un rapport à la Friedrich Naumann Foundation, Bureau des Philippines, 24 novembre 2008.

²¹⁹ Remarque soulevée par Francis Bonganay dans un échange électronique, 16 mars 2012.

²²⁰ Nonoy Oplas, « Essays on climate alarmism », 30 juin 2010 ; Nonoy Oplas, « Climate alarmism and Copenhagen », 4 janvier 2010 ; Bienvenido « Nonoy » Oplas, Jr., « Economics, climate and El Nino : dispose myths to properly allocate resources », conférence présentée à l'université Ateneo de Manila, 23 février 2010.

Démocratie

La question de la démocratie sépare la majorité des libertariens sud-est asiatiques, qui la jugent souhaitable, des libertariens anarchistes européens ou nord-américains, qui la critiquent. H.-H. Hoppe, par exemple, la considère comme un instrument d'oppression des minorités par une majorité relative²²¹. À l'inverse, pour la majorité des interlocuteurs interrogés pour cette étude à l'exception d'une poignée d'anarchistes indonésiens, singapouriens et philippins, une démocratie est souhaitable en l'absence d'une société sans État. Cette différence s'explique par plusieurs raisons, historiques et contextuelles. L'absence de tradition monarchique sur les territoires considérés rend unimaginable de proposer ce système comme une option envisageable, à l'exception de la Malaisie où Tunku Abidin défend d'ailleurs la monarchie parmi les *checks and balances*²²². La démocratie est en outre d'autant plus valorisée que les militants interrogés vivent dans un État autoritaire. Ces derniers la considèrent comme un système infiniment préférable aux régimes malaisien ou singapourien, et conservent en Indonésie le souvenir de l'autoritarisme de Suharto. Il n'est donc pas surprenant que les militants les plus critiques à l'égard du système démocratique aient été entendus aux Philippines et, dans une moindre mesure, en Indonésie.

Sécession

La question du droit de sécession importante et controversée aux Philippines, en Indonésie et en Malaisie, dont l'unité est affectée par des tensions autonomistes ou séparatistes. L'enjeu est complexe dans les trois États. En Malaisie, on n'observe pas de mouvements violents influents, mais l'apologie de la sécession est passible de prison selon la loi anti-sédition. En Indonésie et aux Philippines, la parole est plus libre mais le séparatisme est associé à des violences, récentes ou encore vives.

²²¹ Hans-Hermann Hoppe, *op. cit.*

²²² Ce point de vue n'est pas partagé par tous les autres membres de l'institut. La popularité de la monarchie malaisienne repose sur son rôle stabilisateur notamment sous le régime britannique, pendant lequel elle est restée garante de la tradition malaise et de la religion musulmane tout en déléguant l'essentiel des prérogatives souveraines à la puissance coloniale. En 2009, une controverse sur le rôle de la monarchie a suivi la crise constitutionnelle liée à l'intervention sans précédent du sultan de Perak dans les affaires politiques de l'État. Voir Muaz Omar, « In defence of monarchy... minus the politics », *The Malaysian Insider*, 10 février 2010.

Les divisions portent sur le fait même d'aborder le sujet, plus que sur la manière d'y répondre. Pour les libertariens anarchistes, la liberté se mesure précisément au fait de pouvoir faire sécession pour quitter une communauté politique dont on ne souhaite pas faire partie²²³. Le nationalisme n'est selon eux concevable que dans le cadre de l'adhésion volontaire à une communauté qui ne doit pas s'imposer par la force. En Asie du Sud-Est, ce discours est l'apanage de militants isolés. Ceux qui sont engagés dans des organisations, plus modérés ou plus pragmatiques, abordent le sujet sous l'angle plus prudent de la décentralisation précédemment mentionnée ou préfèrent ne pas l'évoquer. Les militants anarchistes considèrent en revanche les conflits séparatistes comme autant d'exemples de résistance à l'appareil centralisateur et coercitif.

La question est rarement abordée dans les publications des organisations, à l'exception de MGT aux Philippines. Nonoy Oplas estime en effet que le conflit de Mindanao souligne l'échec des politiques de décentralisation mises en œuvre depuis 1991²²⁴. Il dénonce le manque de légitimité des rebelles comme celui du gouvernement philippin, qui partagent selon lui l'ambition de maximiser leur propre contrôle sur les populations de ce territoire et annihilent de concert la possibilité d'autonomisation d'une société civile pacifique²²⁵. Envisager le gouvernement local comme une fin serait donc erroné : il ne devrait constituer qu'une étape vers l'émergence d'une société civile autonome. Le responsable de MGT explique par ailleurs que le problème du séparatisme ne se poserait pas dans le système politique qu'il envisage, composé de micro-unités de la taille de Hong Kong, entre lesquelles la compétition permettrait au meilleur système de s'imposer sans contrainte²²⁶.

Seuls les objectivistes affichent une posture différente et tranchent véritablement sur ce sujet avec les autres libertariens interrogés. Ils rejoignent la posture ambiguë d'Ayn Rand, compatible avec les positions libertariennes traditionnelles sur de nombreux sujets mais pas celui du nationalisme. Comme leur auteur de référence, qui développe sa propre

²²³ Marian Eabrasu, « Towards a convergence of the ethics of tax evasion and the rights of minorities », in Robert McGee (dir.), *The ethics of tax evasion in theory and practice*, New York, Springer, 2012, p. 375-401.

²²⁴ Nonoy Oplas, « From local government to civil society », 21 août 2008.

²²⁵ Nonoy Oplas, *ibid.*

²²⁶ Entretien avec Nonoy Oplas, Manille, 28 août 2012.

théorie de la guerre juste, les objectivistes philippins mettent en avant la question de « l'objectivité » de la cause défendue. Selon eux, les arguments mentionnés par les séparatistes de Mindanao étant fondés sur la religion²²⁷, leur cause n'est pas légitime et mérite donc d'être réprimée.

En Malaisie et en Indonésie, le sujet n'est pas explicitement abordé par les organisations. Il ne l'est que par des militants individuels, qui se retrouvent dans l'argumentaire précédemment exposé par MGT. Un interlocuteur malaisien, lui-même originaire de Sarawak, expliquait ainsi être favorable à l'indépendance de sa province natale tout en soulignant qu'une telle évolution ne pourrait avoir lieu sans que les individus prennent conscience de la nécessité d'acquérir eux-mêmes leur indépendance, sans la revendiquer à travers un gouvernement local²²⁸. En Indonésie, un militant originaire d'Aceh se disait également favorable à un droit de sécession individuel mais insistait sur la différence entre son approche et celle du mouvement autonomiste GAM (Gerakan Aceh Merdeka, Mouvement pour l'indépendance d'Aceh), qui a déposé les armes après l'accord de paix signé avec le gouvernement en 2005. Il expliquait partager la revendication autonomiste des membres du GAM, mais jugeait illégitime leur ambition d'administrer le territoire devenu indépendant dès lors qu'ils n'accepteraient pas la sécession des individus opposées à leur contrôle²²⁹.

Propriété intellectuelle

La manière dont est abordé le thème de la propriété intellectuelle, enfin, ne reflète pas les débats qui animent le mouvement libertarien dans d'autres parties du monde. Il existe peu de désaccords sur ce sujet entre la majorité des libertariens interrogés en Asie du Sud-Est, qui défendent massivement la propriété intellectuelle. Cette position est activement défendue par les organisations, qui rejoignent logiquement sur ce point leurs bailleurs de fonds européens (FNF) et américains

²²⁷ Ce qui néglige la complexité de leurs revendications. Voir Cristina J. Montiel, Rudy B. Rodil et Judith M. de Guzman, « The Moro struggle and the challenge to peace building in Mindanao, Southern Philippines », in Dan Landis et Rosita D. Albert (dir.) *Handbook of ethnic conflict : International perspectives*, New York, Springer, 2012, p. 71-89.

²²⁸ Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 23 juin 2011.

²²⁹ Entretien avec un militant indonésien, Jakarta, 12 juillet 2011.

(Atlas), mais aussi par les militants autonomes. Le sujet semble par conséquent beaucoup plus tranché dans la région qu'en Amérique du Nord, où il oppose par exemple les deux instituts américains, Cato et Mises, le premier favorisant une défense raisonnée de la propriété intellectuelle²³⁰ tandis que le second s'y oppose en arguant que l'on ne peut établir de droits de propriété sur des objets qui ne sont pas techniquement appropriables²³¹. Les termes mêmes de ce débat, sur la légitimité et la possibilité technique de la propriété intellectuelle, semblent n'avoir guère franchi les frontières de l'Asie du Sud-Est.

Dans une note publiée en 2010, IDEAS se base sur l'IPRI pour avancer que les pays protégeant les droits de propriété ont un plus fort PIB. La propriété intellectuelle serait aussi importante que la propriété physique pour développer un environnement favorable à l'innovation. Il conviendrait donc de la protéger en améliorant notamment l'indépendance de la justice et la confiance dans l'environnement légal malaisien²³². MGT fait également de ce sujet l'un de ses principaux chevaux de bataille, arguant de l'importance de la propriété intellectuelle pour l'innovation et donc l'évolution de l'offre médicale, mais aussi la baisse des prix des médicaments existants²³³.

Les quelques militants opposés à la propriété intellectuelle, dans les quatre États, sont anarchistes et indépendants des organisations précédemment mentionnées. Leurs arguments, prenant le contre-pied de ceux mentionnés plus haut, reviennent à expliquer que la propriété intellectuelle ne peut exister qu'en présence d'une surveillance étatique et constitue un avantage pour les grandes entreprises, freinant l'entrée sur le marché de concurrents susceptibles de faire baisser les prix et décourageant les entreprises d'innover tant que leurs brevets sont protégés. Lorsque ce débat est abordé, l'intensité des échanges souligne

²³⁰ Clyde Wayne Crews Jr. et Adam Thierer, « 40. Intellectual property », in *Cato handbook for Congress : Policy recommendations for the 108th Congress*, Washington D.C., Cato Institute, 2003, p. 409-416.

²³¹ N. Stephan Kinsella, « Against intellectual property », *Journal of libertarian studies*, vol. 15, n° 2, printemps 2001, p. 1-53.

²³² Wan Saiful Wan Jan, « Protect property rights to become a high income nation », *The Edge*, 2 avril 2011; IDEAS, « To become a high-income nation, Malaysia must better protect property rights », 22 mars 2011.

²³³ Nonoy Oplas, « Selected essays on IPR and health, Part 6 », 28 juin 2008 ; Nonoy Oplas, « Selected essays on IPR and health, Part 7 », 14 juillet 2011.

le caractère insoluble du clivage qui oppose les abolitionnistes aux défenseurs de la propriété intellectuelle²³⁴.

L'ensemble des thèmes exposés dans ce chapitre témoigne de la préférence des libertariens organisés en think tanks pour les enjeux pratiques. Les postures théoriques sont au contraire le fait d'activistes anarchistes indépendants, n'ambitionnant pas d'intervenir dans les débats publics ou refusant de tenir des propos réformistes puisqu'ils poursuivent un changement radical de système. Pour ces organisations dont l'envergure reste limitée, l'éloignement des postures théoriques est en outre lié au fait que leurs financements sont souvent alloués à des questions précises, par exemple l'éducation ou la propriété intellectuelle, ne permettant pas d'employer des chercheurs pour travailler sur des thématiques générales éloignées des priorités des bailleurs de fonds²³⁵. La question se pose de savoir si les compromis liés à cette posture réformiste permettent en pratique d'influencer les débats publics.

2 - Du politique au social, modes d'action et influences

Ce dernier chapitre s'intéresse aux modes d'actions des activistes rencontrés sur le terrain. Certains privilégient la diffusion d'un corpus théorique notamment sur Internet, par la traduction d'ouvrages en langues locales ou encore l'organisation de conférences, tandis que d'autres se concentrent sur les revendications et l'action politique en publiant des rapports ou argumentaires visant à influencer les décideurs. Un éclairage intéressant est apporté par le travail de Sébastien Caré, qui distingue dans le mouvement libertarien américain les « think tanks » engagés dans l'action publique des « centres de recherche » producteurs d'une pensée radicale et tirant leur légitimité de leur capacité à se

²³⁴ Voir notamment les termes des débats entre Nonoy Oplas et plusieurs libertariens abolitionnistes, notamment le singapourien Say Peng : Nonoy Oplas, « Should intellectual property rights be abolished ? », 30 mai 2011.

²³⁵ IDEAS, *Annual report 2010, op. cit.*, p. 17.

détacher des jeux d'influences politiques²³⁶. Sans être incompatibles, les deux stratégies occupent des places différentes dans la bataille des idées et leur coexistence marque la maturité d'un mouvement idéologique. Dans le contexte sud-est asiatique, le second modèle n'est pas encore réellement développé et les postures radicales restent l'apanage d'individus engagés à titre personnel.

Difficilement mesurable, l'influence sociale et politique de ces mouvements libertariens repose notamment sur l'accès aux cercles dirigeants et aux médias. La dernière section observe les liens entre les libertariens et le pouvoir, soulignant la présence de décideurs politiques au sein de certaines de ces organisations²³⁷ ainsi que le travail de militants comme conseillers des princes ou leur participation aux jeux politiques.

Des modes d'action traduisant un scepticisme à l'égard du politique

- « L'influence d'IDEAS vient de sa capacité à s'impliquer dans les médias *mainstream*, la télévision, la presse, des articles d'opinion... mais ils ne peuvent pas tout exprimer par ces moyens tous très contrôlés par l'État, donc ils sont poussés au compromis et doivent abandonner une partie de leur radicalisme ou de leur cohérence. » (Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 17 juin 2011)
- « J'essaie de rendre service au libertarianisme en allant voir les gens pour leur expliquer ces idées, directement, à l'université ou sur les marchés. J'ai tenté de travailler avec le PKR mais il est impossible de changer les politiciens, enfermés dans un système qui ne leur permet pas de s'exprimer ou d'agir sur la base de principes. J'ai donc arrêté, il est plus utile de promouvoir les idées sur le terrain. » (Entretien avec un militant malaisien, Kuala Lumpur, 23 juin 2011)
- « Ce ne sont pas les think tanks ou les médias qui influencent l'État, mais l'inverse ! Il n'y a que pour les libertariens que ce n'est pas le cas, puisqu'ils sont les seuls à être antisystèmes, mais ils ne peuvent pas vraiment s'exprimer. » (Entretien avec un militant singapourien, Singapour, 12 juillet 2011)

²³⁶ Sébastien Caré, *op. cit.*, 2010.

²³⁷ IDEAS et Freedom Institute.

- « La frontière entre Internet et la réalité crée des mondes parallèles. Le premier n'est pas contrôlé par le gouvernement et permet d'être plus libre pour exprimer toutes les idées qui ne pourraient pas être publiées dans la presse. » (Entretien avec un militant singapourien, Singapour, 13 juillet 2011)
- « Certains politiciens respectent l'idéal libertarien, mais ils choisissent pour eux-mêmes la voie du pragmatisme. Si l'on regarde les partis, ils prennent la voie facile. Par exemple le PDIP est libéral sur les questions de société mais pas en économie. Il faudrait une révolution intellectuelle pour que la plupart des parlementaires embrassent l'idée de la mondialisation... » (Entretien avec un universitaire indonésien, Jakarta, 3 juillet 2011)
- « Le problème de l'Indonésie, c'est la forte tradition de mouvements de gauche. Par exemple, nous avons le plus grand parti communiste hors de Chine dans les années 1960. Le libertarianisme était en outre considéré comme quelque chose d'occidental, de subversif, sous l'Ordre nouveau... La tradition gauchiste a été ranimée facilement après 1998, il suffisait de réimprimer les vieux discours ! Du côté libertarien, en revanche, il n'y avait pas de tradition à revivifier. Encore aujourd'hui, on trouve facilement des livres marxistes ou sur Hitler, mais pas de livres libéraux classiques... comment convaincre les étudiants s'ils n'ont pas de références ? Il faut des publications, pour que les étudiants aient ces sources d'information et puissent compter sur les arguments qui font défaut aujourd'hui. » (Entretien avec un militant indonésien, Jakarta, 2 juillet 2011)
- « Facebook, c'est la réalité ! Le virtuel donne une continuité, les groupes Facebook existent de manière concrète dans l'esprit et le vocabulaire de leurs membres. Cela permet des discussions que nous n'aurions peut-être pas dans la réalité, des arguments plus raffinés, et cela renforce les liens entre deux évènements. » (Entretien avec Francis Bonganay, Manille, 23 août 2011)

Actions privilégiées par les libertariens organisés

Les organisations observées agissent à deux niveaux. Certaines s'efforcent de propager leurs idées en amont des débats politiques, par l'intermédiaire d'activités de formation notamment d'étudiants ou en favorisant la diffusion de textes de référence de la pensée libertarienne. D'autres s'efforcent d'intervenir directement dans les processus décisionnels, en contribuant aux débats publics en publiant des commentaires d'actualité ou en interagissant avec des décideurs.

Actions de formation et diffusion idéologique

Les activités pédagogiques sont privilégiées par IDEAS et Freedom Institute. Ce choix correspond à une vision pessimiste selon laquelle, dans un environnement idéologique hostile, l'enjeu consiste à faire évoluer les mentalités en intervenant directement auprès des jeunes. La transformation des esprits est considérée comme un horizon plus réaliste et significatif que la réforme à court terme des politiques publiques. Elle présente aussi l'avantage de demander moins de compromis idéologiques, puisqu'il s'agit de diffuser des idées brutes et non d'améliorer à la marge un système par définition éloigné des prescriptions libertariennes. Les deux instituts disposent d'une assise financière qui leur permet, contrairement à MGT, d'organiser des événements d'envergure. Le think tank philippin intervient cependant lui aussi auprès de publics étudiants, lors de conférences universitaires. À Singapour, sans organiser directement des formations, le site d'information *New Asia Republic* est également impliqué dans des événements éducatifs en partenariat avec les universités de la cité-État.

L'activité phare d'IDEAS et Freedom Institute est l'Akademi Merdeka, « Académie de la liberté »²³⁸, cofinancée par Atlas et organisée en Indonésie avec l'aide de la FNF. Deux éditions ont été organisées en Malaisie et cinq en Indonésie depuis 2009, dans l'objectif de promouvoir le libéralisme dans le monde malais²³⁹. Entre trente et quarante étudiants sont sélectionnés sur une centaine de candidatures pour ce programme, gratuit pour les participants qui doivent néanmoins financer leur voyage. L'idée des organisateurs indonésiens est ambitieuse : ils espèrent inciter des jeunes souvent actifs dans leur propre université à reproduire l'atelier dans leur ville d'origine. Quatre extensions de l'Akademi Merdeka auraient ainsi été organisées à Sakabumi, une à Semarang, et des sessions seraient en projet à Java-Est et Bandung.

Les sessions portent principalement sur les principes de l'économie autrichienne, la création de richesse, la liberté et le gouvernement minimal, en introduisant des auteurs-clés comme F. A. Hayek et L. von Mises.

²³⁸ *Merdeka* désigne l'indépendance de la puissance coloniale, commémorée le 17 août en Indonésie et le 31 août en Malaisie. La liberté se traduit en indonésien par *kebebasan*.

²³⁹ Brunei et Singapour, initialement impliqués dans le programme, semblent n'en plus faire partie faute d'organisateur et de participants.

Si les participants viennent majoritairement approfondir leurs connaissances sur des arguments qu'ils partagent lors de leur inscription, il est fait mention de débats houleux avec des étudiants marxistes lors de la première Akademi indonésienne²⁴⁰.

Les formations menées par IDEAS, Freedom Institute mais aussi MGT et NAR, vont au-delà de l'*Akademi Merdeka*. Dans le cadre de partenariats universitaires, les quatre organisations participent à des conférences sur les campus. IDEAS organise par exemple régulièrement des séminaires universitaires (University of Malaya et Universiti Utara Malaysia) ou sur le campus malaisien de l'Université de Nottingham. Freedom Institute entretient aussi des partenariats universitaires (avec University of Indonesia et Universiti Internasional). Des représentants de MGT ont participé à des événements organisés à University of San Carlos, University of the Philippines ou University of Santo Tomas. Des représentants de NAR, enfin, ont été invités à s'exprimer lors d'événements organisés par la National University of Singapore ou coordonnent l'organisation de conférences avec les associations étudiantes des écoles de commerce singapouriennes. Toutes ces conférences ne portent pas directement sur les idées libertariennes, mais la présence de membres de ces organisations souligne que leur discours est pris en considération dans les milieux universitaires, où la majorité des libertariens estiment pourtant que leurs idées sont dénigrées. Une étude portant sur une périodicité plus longue permettrait d'évaluer si la fréquence de ces événements augmente, pour savoir si leurs idées se diffusent.

Le travail de formation est complété par une activité de diffusion idéologique, visant à traduire les travaux d'auteurs libéraux ou libertariens de référence pour introduire leurs arguments dans l'espace public. Les deux instituts, mais également le site *Akal dan Kehendak* ainsi que MGT et la FNF, insistent sur l'importance de rendre accessibles les travaux d'auteurs classiques comme F.A. Hayek, F. Bastiat ou L. von Mises. C'est sans doute *Akal dan Kehendak* qui, le premier, a diffusé des classiques libertariens en indonésien. Atlas, qui soutient les initiatives de Freedom Institute et IDEAS, s'efforce avec ses programmes linguistiques de toucher le public dans sa langue maternelle. Cette fondation américaine encourage ainsi la traduction ou la publication en malais

²⁴⁰ Entretien avec un militant indonésien, Jakarta, 4 juillet 2012.

d'articles ou commentaires d'actualité sur le site AkademiMerdeka.org, lié aux formations précédemment mentionnées mais visant à s'établir comme carrefour du libertarianisme en malais. Les ouvrages traduits sont à la fois des classiques et des références plus récentes, visant à donner des arguments aux futurs militants. Husni Thamrin souligne ainsi qu'il était important de traduire l'ouvrage *In defense of globalization* de Johan Norberg, qui a renforcé les arguments et la confiance d'étudiants intéressés par les idées libérales. Entre 200 et 300 copies de l'ouvrage auraient été vendues, mais la plupart des livres traduits sont également en libre téléchargement sur Internet. MGT publie quant à lui des résumés de la pensée philosophique de Hayek, référence de nombreux jeunes libertariens²⁴¹. L'offre proposée par Freedom Institute, beaucoup plus vaste, s'éloigne parfois des canons libertariens puisqu'elle inclut des ouvrages du philosophe Wittgenstein ou des classiques du libéralisme politique comme Tocqueville ou Isaiah Berlin. On peine à déceler une ligne idéologique claire derrière cette série de publications, qui témoignent néanmoins d'une volonté d'élargir l'horizon philosophique des visiteurs de la bibliothèque de l'institut.

Organisation de débats publics

D'autres activités visent à s'insérer directement dans les débats publics. Sans s'impliquer directement dans le jeu politique, il s'agit de faire valoir la perspective libertarienne sur les thématiques mentionnées au chapitre précédent. À l'exception de Freedom Institute qui se concentre sur les formations, traductions et conférences-débats, les instituts publient à cet effet des notes, rapports ou recommandations politiques, ou encore des argumentaires destinés aux décideurs.

Freedom Institute organise en moyenne deux conférences mensuelles, rassemblant jusqu'à 200 personnes. Les thèmes privilégiés sont les libertés politiques et religieuses, mais aussi les liens entre religion et progrès scientifique. Si l'objet des discussions s'éloigne fréquemment des thématiques libertariennes, il s'agit de valoriser l'esprit et d'encourager une pensée sécularisée sur des thèmes sujets à controverses en Indonésie,

²⁴¹ Nonoy Oplas, « Hayek reader: liberty and rule of law », *op. cit.* ; Nonoy Oplas, « Hayek reader 2: liberty, spontaneity and easterly », *op. cit.* ; Nonoy Oplas, « Hayek reader 3: inequality, responsibility and meritocracy », *op. cit.*

par exemple le sida ou l'évolutionnisme. L'un des responsables de l'institut estime que ces discussions ont pu influencer les programmes politiques et contribuent quoi qu'il en soit à introduire des discussions susceptibles de faire évoluer les mentalités sur les questions économiques et politiques, les valeurs ou la mondialisation²⁴².

Les réunions mensuelles d'IDEAS mobilisent une assemblée moins nombreuse, mais semblent avoir un effet plus structurant sur le réseau libertarien malaisien puisque leurs sujets sont plus calibrés. Depuis août 2010, ces discussions rassemblent une trentaine de participants réguliers autour de thématiques comme le rôle de la monarchie dans une société libérale, l'éducation, la réforme du parlementarisme, la liberté religieuse ou encore le salaire minimum. Les sujets sont abordés de manière théorique, mais les liens avec l'actualité malaisienne sont transparents. L'objectif de la Bukit Tunku Matlamat (Société de Bukit Tunku, le quartier où siège l'institut), qui organise les rassemblements, est d'apporter une perspective libérale sur ces thèmes mais aussi de renforcer la cohésion du réseau malaisien, en espérant constituer un embryon de Société du Mont Pèlerin en Malaisie.

Coopération avec les partis politiques établis

Les organisations s'associent parfois plus directement aux processus politiques, à travers deux stratégies : la coopération avec des partis dans le but de diffuser les arguments, et l'implication directe dans le jeu politique.

L'engagement le moins contraignant consiste à diffuser des argumentaires politiques. MGT et IDEAS s'efforcent ainsi d'influencer directement les débats par l'intermédiaire des membres de partis et commissions parlementaires, auxquels ils distribuent leurs publications sur les thèmes mentionnés au chapitre précédent. Tout en revendiquant une indépendance totale, le fondateur de MGT explique que les contacts établis lorsqu'il travaillait au Parlement lui permettent aujourd'hui d'accéder à cette enceinte et aux commissions parlementaires²⁴³. NAR indique également publier des analyses politiques et s'entretenir directement avec certains responsables de la majorité comme de

²⁴² Entretien avec Luthfi Assyaukanie, Jakarta, 27 juin 2011.

²⁴³ Entretien avec Nonoy Oplas, Manille, 28 août 2011.

l'opposition, soulignant qu'il est crucial de dialoguer avec tous les partis pour conserver son indépendance. Ces informations ne sont toutefois pas rendues publiques.

L'engagement politique peut également constituer l'un des volets des activités de formation précédemment mentionnées. IDEAS organise ainsi des ateliers ou séminaires destinés aux partis, pour promouvoir le libre marché ou la décentralisation. Tout en aidant des responsables politiques souvent mal formés à renforcer leurs compétences idéologiques et techniques, il s'agit de les préparer à gouverner en diffusant des recommandations sur la gestion des affaires publiques et notamment la limitation des dépenses²⁴⁴. Le chapitre précédent soulignait les coopérations d'IDEAS avec les partis membres de l'opposition notamment dans le cadre d'ateliers sur la décentralisation, thème peu porteur pour la coalition gouvernementale. Des rencontres avec l'UMNO se tiennent cependant régulièrement, et l'institut est fréquemment convié à des panels organisés par le gouvernement²⁴⁵.

Freedom Institute est également proche de la scène politique indonésienne puisque, sans directement organiser des activités destinées aux responsables politiques, plusieurs de ses membres occupent des places significatives dans des partis. Le premier chapitre soulignait les compromis qu'engendre inévitablement cette position. La section suivante souligne que cette stratégie constitue un gage d'influence pour les organisations qui se contentent d'une posture réformiste, à défaut de promettre un changement de système.

Une influence difficilement mesurable

Il est d'autant plus difficile de mesurer l'influence des organisations sur le climat idéologique des pays concernés, qu'aucune n'est implantée depuis suffisamment longtemps pour offrir le recul nécessaire à cette analyse. La présence médiatique et de la proximité des instituts concernés avec les pouvoirs publics offrent néanmoins un éclairage.

²⁴⁴ Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, 15 juin 2011.

²⁴⁵ Élément développé dans la section suivante.

Interrogés, les militants minimisent tous leur influence globale mais soulignent quelques évolutions allant dans leur sens.

Réformisme, compromis et proximité avec le pouvoir

La proximité avec le pouvoir marque une ligne de fracture entre les libertariens réformistes et des militants plus radicaux. MGT ou NAR se situent à la croisée des chemins, entretenant un dialogue avec les partis et s'efforçant de s'impliquer directement dans les débats.

L'engagement est assumé par IDEAS et Freedom Institute, dont l'organisation et la composition reflètent explicitement les liens politiques, même si les deux instituts réfutent toute affiliation à un parti particulier. Leurs responsables respectifs expriment leur volonté d'introduire des débats d'idées dans des jeux politiques organisés en Malaisie autour de clivages ethno-religieux, et en Indonésie autour de personnalités charismatiques²⁴⁶. De fait, aucun des pays étudiés ne possède de parti représentant les idées libertariennes ni même libérales. Une tentative en ce sens a été initiée en Malaisie à partir de 2010 avec la coopération d'IDEAS, mais l'initiative a périclité faute de volontaires pour en prendre la direction. Les activistes susceptibles de s'engager dans cette nouvelle formation politique, pour la plupart membres de partis existants, étaient en effet préoccupées par les remontrances probables de leur parti d'origine. Face à la mise en sommeil de cette initiative²⁴⁷, l'objectif privilégié est d'influencer les partis existants.

Les trois fondateurs d'IDEAS sont eux-mêmes issus du PAS, de l'UMNO et de la famille royale. La composition du conseil consultatif de l'institut concilie cette proximité politique et une neutralité affichée, en rassemblant six personnalités issues des principaux partis malaisiens, trois de la coalition gouvernementale et trois de l'opposition. Ces derniers ont été contactés au moment de l'implantation de l'institut à Kuala Lumpur, sur un critère de proximité idéologique relative et

²⁴⁶ À l'exception des partis islamistes, qui mobilisent un discours cohérent autour d'une idéologie en l'occurrence diamétralement opposée aux positionnements libertariens. L'observation est confirmée par Herry Priyono, qui encourage la création d'un parti social-démocrate. Entretien avec Herry Priyono, Jakarta, 9 juillet 2011.

²⁴⁷ Entretiens avec un militant et un universitaire malaisiens, Kuala Lumpur, 23 juin et 26 juin 2011.

malgré le fait qu'aucun d'entre eux n'est en réalité engagé dans une perspective strictement libertarienne. Si ce pluralisme permet d'accéder à l'ensemble de la scène politique malaisienne, Wan Saiful se montre réaliste quant à son influence et souligne qu'il est difficile de faire coopérer ces responsables politiques. Il explique toutefois que cette proximité offre des relais d'opinions, tout en facilitant la collecte d'informations utiles aux analyses de l'institut.

La proximité politique est partagée par Freedom Institute, qui franchit un pas supplémentaire puisque son fondateur et plusieurs de ses membres occupent eux-mêmes des responsabilités dans plusieurs partis. Comme pour IDEAS, les membres de l'institut soulignent que l'enjeu est d'influencer les partis existants et qu'ils sont prêts à soutenir les mesures allant dans le sens de leurs idées, sans devenir l'appareil d'un parti en particulier. Rizal Mallarangeng, ancienne plume de Megawati (PDI-P) et candidat éphémère aux élections présidentielles de 2009, a rejoint le Golkar dirigé depuis 2009 par Aburizal Bakrie, principal bailleur de fonds de l'institut. Son frère Andi Mallarangeng est en revanche membre du Parti démocrate du président Susilo Bambang Yudhoyono et a servi comme porte-parole présidentiel de 2004 à 2009, avant de devenir ministre de la Jeunesse et des Sports. Ulil Abshar Abdalla, autre étoile montante de la politique indonésienne et cofondateur de JIL, est quant à lui responsable de la stratégie du Parti démocrate.

Il est difficile de savoir si cette proximité se traduit par une influence concrète. Rizal Mallarangeng estime avoir occasionnellement pesé sur les orientations gouvernementales, notamment sous le précédent mandat de Yudhoyono. Il aurait par exemple lui-même rédigé l'argumentaire du gouvernement sur la réduction des subventions au carburant, qui a créé d'importantes controverses à partir de l'été 2008. IDEAS estime également avoir impulsé certaines idées, par exemple les partenariats public-privé qui sont désormais largement acceptés en Malaisie. Au printemps 2011, dans le cadre de débats sur la levée de subventions et l'allègement des taxes, le gouvernement semblait se rapprocher d'IDEAS, voyant son intérêt puisque l'institut était le seul à aller dans le sens de ces mesures critiquées sur la scène politique et par la plupart des ONG. Il serait toutefois illusoire de chercher à déterminer si ces mesures ont été une

conséquence de l'influence des instituts, ou parce qu'elles correspondaient aux enjeux politiques du moment.

Dans le cas d'IDEAS, plusieurs éléments accréditent l'idée d'une influence croissante. Le rapport de l'institut en 2010 cite par exemple des félicitations adressées par l'ancien Premier ministre Tun Abdullah Badawi, qui loue les propositions d'IDEAS pour améliorer les conditions des agriculteurs²⁴⁸. Quelques mois après sa création, IDEAS a été consulté par le ministère des Finances dans le cadre de l'élaboration du budget malaisien. D'autres réunions ont été organisées en présence d'officiels sur les thèmes de la GST, l'éradication de la pauvreté ou le logement²⁴⁹. Lors de la convention nationale du PAS, organisée en avril 2011, Wan Saiful est intervenu sur le système éducatif et les politiques sociales. Il explique avoir retrouvé les idées présentées à cette occasion dans les discours tenus par le parti sur la *welfare society*.

La perspective réformiste est justifiée pour IDEAS par l'échec de la création d'un parti libéral malaisien, mais aussi par l'observation d'autres cas, notamment celui de la défaite en 2007 du Parti libéral australien après 11 années au pouvoir. Un rapport en tire plusieurs enseignements, notamment sur la nécessité de construire des coalitions orientées vers le centre et le pragmatisme impliqué par l'impératif de cohésion²⁵⁰. Il faudrait s'engager dans des coalitions larges pour réussir électoralement, quitte à chercher un front commun avec d'autres groupes progressistes opposés aux politiques ethniques, et ne pas aliéner les électeurs par des postures idéologiques éloignées de leurs préoccupations. Une phrase résume cette ambition réformiste et les compromis qu'elle

²⁴⁸ IDEAS, « Annual Report 2010 », *op. cit.*, p.2.

²⁴⁹ IDEAS publie la liste des discussions et débats organisés en 2010 avec des organismes et personnalités officiels : le groupe de travail sur la discrimination positive du National Economic Advisory Council (NEAC) dans le contexte du New Economic Model ; le laboratoire sur l'éducation dans le cadre du National Key Economic Area (NKEA) organisé par Pemandu ; une discussion avec le ministère des Finances sur la taxe sur les biens et services (GST, équivalent de la taxe sur la valeur ajoutée) ; des rencontres avec Datuk Seri Peter Chin, ministre de l'Énergie, Dato' Saifuddin Abdullah, vice-ministre de l'Enseignement supérieur, Dato' Latt Shariman Abdullah, officier spécial auprès du ministre des Finances, et Tengku Tan Sri Razaleigh Hamzah, ancien ministre des Finances. IDEAS, « Annual report 2010 », *op. cit.*, p. 10.

²⁵⁰ Keith Leong, « The fall of the liberal party of Australia : lessons for Malaysian liberals », *Malaysia think tank*, Londres, 2009, 30 p.

impose, insatisfaisants pour les militants radicaux mais considérés comme la seule alternative viable par IDEAS et Freedom Institute :

« Le libéralisme [...] ne peut réussir pour le moment que dans le cadre d'une alliance avec d'autres forces [politiques] qui, bien qu'elles puissent avoir quelques différences [avec nos idées] en termes de politiques socio-économiques, sont néanmoins déterminées aussi à provoquer des changements dans le pays »²⁵¹.

La présence médiatique

Outre l'engagement politique des organisations les plus réformistes, leur présence médiatique constitue un autre élément d'influence qu'il serait intéressant d'analyser sur une périodicité plus longue.

NAR occupe une position particulière puisqu'il est lui-même constitué en site Internet d'actualité. L'objectif affiché par l'un de ses fondateurs est de s'imposer comme une source d'information libre dans l'espace singapourien. Le site revendique son orientation libertarienne, sans pour autant en faire la source des informations publiées. Sans ambition philosophique, il met en avant la meilleure efficacité de commentaires basés sur l'actualité et des sujets concrets, dans un environnement largement dépolitisé et peu porté sur l'originalité intellectuelle ou politique. Notant la reprise de l'une de ses publications sur la sûreté nucléaire dans un document officiel, il estime ainsi parvenir à influencer les autorités sans entrer dans le conflit systématique qu'entraînerait une posture idéologique. Les 6 000 visiteurs quotidiens sur le site, revendiqués par son responsable, montrent qu'il parvient à s'imposer dans le paysage médiatique singapourien.

Aux Philippines, un site Internet en cours de création et piloté par des libertariens anarchistes, *New Commonwealth Herald*²⁵², affiche une ambition similaire parallèlement à la volonté de regrouper les différentes tendances et de convaincre le public, tout en repoussant l'idée d'une implication directe dans le débat politique.

²⁵¹ Keith Leong, *op. cit.*, p. 28.

²⁵² <http://www.newcommonwealth.org> (le site n'était pas encore actif au moment de rédiger ces lignes).

Les think tanks IDEAS, Freedom Institute et MGT sont également présents dans les médias de leurs pays respectifs. C'est particulièrement le cas d'IDEAS, dont les membres diffusent des éditoriaux réguliers dans les principales publications papier et Internet proches du pouvoir comme de l'opposition²⁵³, confirmant le succès de l'affichage multipartisan de l'institut. IDEAS est également présent dans le champ audiovisuel avec des entretiens et débats sur les chaînes nationales²⁵⁴. La présence médiatique de Freedom Institute est comparable avec de nombreuses mentions dans la presse²⁵⁵ et l'audiovisuel²⁵⁶. MGT possède une moindre envergure mais se trouve occasionnellement mentionné sur ses thématiques privilégiées, le libre marché et la santé²⁵⁷. Son fondateur intervient régulièrement sur le site lobbying.biz et dans quelques journaux philippins ou étrangers²⁵⁸.

Il convient enfin de mentionner que la grande majorité des militants interrogés sont d'assidus internautes, publiant de multiples réactions sur leurs blogs personnels ou les réseaux sociaux. Si les contraintes de temps et de place n'ont pas permis d'inclure dans cette étude une analyse systématique de ces supports, ils mériteraient de faire l'objet d'une étude spécifique portant à la fois sur les arguments présentés et les réactions qu'ils suscitent sur ces médias interactifs.

²⁵³ Notamment *Utusan Malaysia, Harakah, The Star, The Edge, The Sun, The Malaysian Insider, Siner Harian*. IDEAS recense 121 articles publiés par des membres associés de l'institut en 2010 et 55 mentions dans la presse écrite. IDEAS, « Annual report 2010 », *op. cit.*, p. 9.

²⁵⁴ 17 entretiens à la radio et à la télévision, soit 520 minutes d'antenne et trois heures de débat en direct lors de la présentation du 10^e plan de Malaisie. IDEAS, « Annual report 2010 », *op. cit.*, p. 9.

²⁵⁵ *Kompas, The Jakarta Globe, The Jakarta Post, Tempo*.

²⁵⁶ En partenariat avec la FNF, Freedom Institute a animé pendant entre 2005 et 2007 un talkshow hebdomadaire d'une demi-heure, « Forum Freedom », sur radio 68H. Voir Hamid Basyaib (dir.), *Membela kebebasan : percakapan tentang demokrasi liberal* [Défendre la liberté : conversations sur la démocratie libérale], Jakarta, Pustaka Alvabet et Freedom Institute, 2006, 300 p.

²⁵⁷ Ernesto B. Calucag, « Minimal government intervention », *Business World Online*, 7 juillet 2006 ; Ehden Llave-Pelaez, « Rationale of income tax abolition », *Business World Online*, 13 juillet 2007 ; Carissa A. Paraz, « Groups lament weak health systems », *The Medical Observer*, 2006 ; Bienvenido "Nonoy" Oplal Jr., « Attempts at cheap-at-all-cost medicines kill innovation », *businessmirror.com*, 2007.

²⁵⁸ Chroniqueur régulier du site d'information <http://www.thelobbyist.biz>, Nonoy Oplal a été publié dans plusieurs supports philippins (*Business Mirror, Business World, People's brigada news, TCSDaily*) et régionaux (par exemple *The Straits Times, The China Post* ou encore *Taiwan News*).

Libertarianisme en Asie du Sud-Est ou libertarianisme sud-est asiatique ?

L'énigme initiale de cette recherche, inspirée par la découverte de groupes auto-définis comme libertariens dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, était de savoir si une philosophie universaliste, fondée sur la défense d'un individualisme radical, était réellement en train de s'implanter dans la région qui constitue le terrain privilégié des théories communautariennes.

Cette interrogation soulevait deux problématiques. Peut-on véritablement parler d'un mouvement libertarien en Asie du Sud-Est ? Et, au regard des tentatives de nombreux militants de transposer leurs idées dans leur contexte local, l'idée d'un libertarianisme non seulement *en Asie du Sud-Est* mais proprement *sud-est asiatique* serait-elle pertinente malgré la contradiction qu'elle semble opposer à la dimension universaliste de cette philosophie ?

Plusieurs niveaux d'analyse doivent être distingués. Il convient de souligner d'emblée qu'un libertarianisme dont les principes différencieraient en fonction du contexte perdrait son fondement. Basée sur le droit naturel, la philosophie libertarienne ne peut pas être spécifique à une culture. Au-delà de cette réflexion, un pas supplémentaire peut néanmoins être franchi : puisque le libertarianisme est un universalisme, rien n'impose de le cantonner au contexte européen dans lequel il s'est principalement développé. Locke est certes l'auteur de référence pour la propriété de soi, mais rien n'interdit d'invoquer les écrits de Lao Tseu comme justification complémentaire du principe de non-interférence et

de la limitation de l'action étatique²⁵⁹. Ce qui est propre à une partie des libertariens d'Asie du Sud-Est n'est donc pas la nature des arguments défendus mais, pour certains d'entre eux, une plus grande diversité de fondements philosophiques. Ils font ainsi appel non seulement aux référents classiques d'origine occidentale, mais également à la pensée de philosophes ou à des éléments culturels propres à leurs contextes respectifs.

Les formes de leur engagement, adaptées aux contextes dans lesquels s'expriment ces idées, peuvent également recouvrir des particularités qui permettent de parler d'un libertarianisme sud-est asiatique. Comme le souligne l'un des militants interrogés :

« La principale spécificité du libertarianisme asiatique, s'il y en a une, se trouve dans les contraintes qui pèsent sur la diffusion de nos idées dans notre environnement peu ouvert »²⁶⁰.

L'origine de cette hostilité ressentie est double. D'une part, le pouvoir contrôle la liberté d'expression et pousse les militants à s'autocensurer ou à effectuer des détours intellectuels pour aborder les sujets qui les préoccupent. D'autre part, les adjectifs *liberal* ou *libertarian* possèdent auprès du public une connotation négative qui, selon le contexte, peut signifier la subversion politique ou le rejet de la religion. Le choix des thématiques privilégiées et leurs canaux d'expression sont donc dépendants du contexte dans lesquels ils s'expriment. À Singapour et en Malaisie, où la liberté d'expression est plus contrôlée qu'en Indonésie et aux Philippines, on observe ainsi un recentrage sur les questions concrètes par rapport aux enjeux philosophiques et une préférence pour les questions économiques par rapport aux sujets politiques. Plus que les arguments eux-mêmes, c'est leur hiérarchisation et les moyens de leur diffusion qui peuvent être spécifiques.

Peut-on, à partir de ces éléments, évoquer un mouvement ou une tendance ? S'agissant d'organisations ou de réseaux d'individus apparus au cours des dix dernières années, il est trop tôt pour engager une réponse définitive. La notion de mouvement était reçue avec scepticisme par la majorité des acteurs interrogés, qui affirmaient fréquemment se sentir isolés dans leur engagement et faisaient fréquemment référence à

²⁵⁹ Jude Chua Soo Meng, *op. cit.*, 2003 ; William Marina, *op. cit.*, 1998 ; James Dorn, *op. cit.*, 1997.

²⁶⁰ Entretien avec Wan Saiful Wan Jan, Kuala Lumpur, juin 2011.

l'hostilité du contexte dans lequel ils opèrent. On voit cependant émerger de plus en plus de groupes d'individus formulant des arguments rattachés de manière cohérente à un corpus libertarien. Si tous ne sont pas interconnectés, des réseaux existent indéniablement dont le tissage est facilité par la diffusion technologique et par l'action d'organisations étrangères implantées de plus longue date. Cette étude portait sur un nombre limité d'individus, néanmoins, elle a montré l'apparition d'un référent idéologique et éthique nouveau dans la région et la manière dont sont réhabilitées certaines traditions locales à l'aune d'un référentiel universaliste, en lien avec les enjeux politiques et économiques contemporains.

Bibliographie

- AKYOL Mustapha, *Islam without extremes: A Muslim case for liberty*, New York, Norton & Companie, 2011, 352 p.
- ALLEN Pam, « Women, gender activism and Indonesia's anti-pornography bill », *Intersections : gender and sexuality in Asia and the Pacific*, n° 19, février 2009. Article disponible sur Internet : <http://intersections.anu.edu.au/issue/19/allen.htm> [dernier accès le 25 mars 2012].
- ASPINALL Edward, « Still an age of activism », *Inside Indonesia*, 22 janvier 2011.
- BARY Theodore (de), *Asian values and human rights : A Confucian communitarian perspective*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, 196 p.
- BASTIAT Frédéric, *Hukum : Rancangan Klasik untuk Membangun Masyarakat Indonesia* [La loi : projet classique pour construire la communauté indonésienne], Jakarta, Freedom Institute, 2010, 87 p.
- BASYAIB Hamid (dir.), *Membela kebebasan : percakapan tentang demokrasi liberal* [Défendre la liberté : conversations sur la démocratie libérale], Jakarta, Pustaka Alvabet et Freedom Institute, 2006, 300 p.
- BELL Daniel A., *East Meets West : Human rights and democracy in Asia*, Princeton, Princeton University Press, 2000, 357 p.
- BELL William, *Communitarianism and Its Critics*, Oxford, Clarendon Press, 1993, 272 p.
- BELLAH Robert et al., *Habits of the Heart : individualism and commitment in American life*, Berkeley, University of California Press, 2007, 410 p.
- BENG-HUAT Chua (dir.), *Communitarian politics in Asia*, Oxford, Routledge, 2004, 208 p.
- BENG-HUAT Chua, *Communitarian ideology and democracy in Singapore*, Oxford, Roudledge, 1997, 256 p.
- BLOCK Walter, « Introdução da edição brasileira » [Introduction à l'édition brésilienne], *Defendo o indefensavel* [Défendre les indéfendables], Sao Paulo, Instituto Ludwig von Mises Brasil, 2010 (2^e édition), p. 19-33.
- BLOCK Walter, « Toward a libertarian theory of inalienability : a critique of Rothbard, Barnett, Smith, Kinsella, Gordon, and Epstein », *Journal of libertarian studies*, vol. 17, n° 2, printemps 2003, p. 39-85.
- BOAZ David (dir.), *The Libertarian Reader: Classic and Contemporary Readings from LaoTzu to Milton Friedman*, New York, Simon & Schuster, 1998, 458 p.

- BOAZ David, « Libertarianism in Japan Values », *The Freeman*, vol. 49, n° 1, janvier 1999. Consultable sur Internet : <http://www.thefreemanonline.org/featured/libertarianism-in-japan/> (dernier accès le 20 mars 2012)
- BOAZ David, *Libertarianism : a primer*, New York, The Free Press, 1998, p. 27-28.
- BOSMAN Batubara, « Review : The Lapindo Titanic », *Inside Indonesia*, n° 105, 1^{er} août 2011.
- CARÉ Sébastien, *La pensée libertarienne : genèse, fondements et horizons d'une utopie libérale*, Paris, Presses Universitaires de France, 2009, 359 p.
- CARÉ Sébastien, *Les libertariens aux États-Unis, sociologie d'un mouvement asocial*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 312 p.
- CHEN Huang-Chang, *The economic principles of Confucius and his school*, New York, Columbia University, 1911, 827 p.
- CHUA SOO MENG Jude, « Entrepreneurial-Discovery, Policy and the Tao (Way) of Economic Efficacy: Updating the Wang Bi commentary on the Tao te-Ching », 2003, p. 10. Consultable sur Internet : <http://mises.org/journals/scholar/Meng4.pdf> (dernier accès 20 mars 2012).
- CREWS Clyde Wayne, Jr. et THIERER Adam, « 40. Intellectual property », in *Cato handbook for Congress : Policy recommendations for the 108th Congress*, Washington D.C., Cato Institute, 2003, p. 409-416.
- DHARMASAPUTRA Karaniya et RIEFFEL Lex Rieffel *Di Balik Korupsi Yayasan Pemerintah* [Derrière la fondation du gouvernement, la corruption], Jakarta et Washington D.C., Freedom Institute et Brookings Institution, 2008, 133 p.
- DORN James, « The Tao of Adam Smith », *The Asian Wall Street Journal*, 18 août 1997.
- DORN James, « What China badly needs is market Taoism », *Journal of Commerce*, 8 décembre 1999.
- DUPONT Alan Dupont, « Is there an 'Asian Way' », *Survival*, été 1996, p. 15.
Yoichi Funabashi, « The Asianisation of Asia », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 5, 1993, p. 75-85.
- EABRASU Marian, « Towards a convergence of the ethics of tax evasion and the rights of minorities », in Robert McGee (dir.), *The ethics of tax evasion in theory and practice*, New York, Springer, 2012, p. 375-401.
- ENGLEHART Niel A., « Rights and Culture in the Asian Values Argument : The Rise and Fall of Confucian Ethics in Singapore », *Human rights quarterly*, vol. 22, n°2, p. 548-586.
- FARRON Steven, « Prejudice is free, but discrimination has costs », *Journal of libertarian studies*, vol. 14, n° 2, été 2000, p. 179-245.
- GEERTZ Clifford, *Local Knowledge*, Londres, HarperCollins, 1993, 258 p.

- GOMEZ Edmund Terrence (dir.), *Politics in Malaysia: the Malay dimension*, Oxford, Routledge, 2007, 167 p.
- HARJANTO Nicolaus Teguh Budi, *Islam and liberalism in contemporary Indonesia: the political IDEAS of Jaringan Islam Liberal (The liberal Islam network)*, mémoire de master présenté à Ohio State University, College of Arts and Sciences, août 2003, 121 p.
- HAYEK Friedrich A., *Ancaman kolektivisme [La menace du collectivisme / traduction libre de La route de la servitude]*, Jakarta, Freedom Institute, Friedrich Naumann Stiftung et Liberal Society, 2011, 312 p.
- HAYEK Friedrich A., *Droit, législation et liberté: une nouvelle formulation des principes libéraux de justice et d'économie politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, 947 p.
- HEDMAN Eva-Lotta et SIEDEL John T. (dir.), *Philippine politics and society in the twentieth century: colonial legacies, post-colonial trajectories*, Oxford, Routledge, 2000, 224 p.
- HOPPE Hans-Hermann, *Democracy, the God that failed: the economics and politics of monarchy, democracy, and natural order*, Piscataway, Transaction Publishers, 2001, 220 p.
- KELLY David et REID Anthony, *Asian freedoms: the idea of freedom in Asia and Southeast Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 228 p.
- KINGSBURY Damien, « Interest, nations, and the State in development: instability in archipelagic Southeast Asia », *Development bulletin*, n° 59, p. 69-72.
- KINSELLA N. Stephan, « Against intellectual property », *Journal of libertarian studies*, vol. 15, n° 2, printemps 2001, p. 1-53.
- KONINCK Rodolphe (de), *Singapour: la cité-État ambitieuse*, Paris, Belin, 2006, 175 p.
- KYMLICKA Will et HE Baobang, *Multiculturalism in Asia*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 384 p.
- KYMLICKA Will, *La citoyenneté multiculturelle, une théorie libérale du droit des minorités*, Paris, La Découverte, 2001, 352 p.
- LEONI Bruno, « Two views of liberty, Occidental and Oriental », *Libertarian papers*, vol. 1, n° 15, 2009. Consultable sur Internet : <http://libertarianpapers.org/articles/2009/lp-1-15.pdf> (dernier accès le 20 mars 2011)
- LINGLE Christopher, *Singapore's authoritarian capitalism: Asian values, free market illusions and political dependency*, Fairfax, Locke Institute, 1996, 168 p.
- LOCKE John, *Traité du gouvernement civil*, Paris, Flammarion, 1999, 381 p.
- MACKDISI John A., « The Islamic origins of the common law », *North Carolina Law Review*, vol. 77, n° 1, juin 1999, p. 1635-1739.

- MALLARANGENG Rizal, *Mendobrak sentralisme ekonomi* [Briser le centralisme économique], Jakarta, KPG-Freedom Institute, 2008 [2^e éd.], 268 p.
- MAUZY Diane et MILNE R.S., *Singapore politics under the People's action party*, Londres, Routledge, 2002, 270 p.
- McCARTHY Stephen, *The political theory of tyranny in Singapore and Burma : Aristotle and the politics of benevolent authoritarianism*, Londres, Routledge, 1996, 304 p.
- MISES Ludwig (von), *Human action, a treatise on economics*, Aburn, Ludwig von Mises Institute, 1998, 912 p.
- MISES Ludwig (von), *Menemukan kembali liberalisme* [La redécouverte du libéralisme], Jakarta, Freedom Institute et Friedrich Naumann Stiftung, 2011, 242 p.
- MOJO M. Ikhsan Mojo (dir.), *Melanjutkan ekonomi pasar (2009)* [Poursuivre l'économie de marché], Jakarta, Freedom Institute, Friedrich Naumann Foundation, 2009.
- MONTIEL Cristina J., RODIL Rudy B., GUZMAN Judith M. (de), « The Moro struggle and the challenge to peace building in Mindanao, Southern Philippines », in Dan Landis et Rosita D. Albert (dir.) *Handbook of ethnic conflict : international perspectives*, New York, Springer, 2012, p. 71-89.
- MOURRE Michel, *Les religions et philosophies d'Asie*, Paris, La table ronde, 1998, 451 p.
- MUHRIZ Zain Al'Abidin (Tunku), *Abiding times : an insight into the minds of Malaysia's thinking young*, Londres, Marshall Cavendish, 2011, 319 p.
- NORBERG Johan Norberg, *Membela Kapitalisme Global* [Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste], Jakarta, Freedom Institute et Friedrich Naumann Stiftung, 2008, 394 p.
- NOZICK Robert, *Anarchie, État et Utopie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2008, 442 p.
- PATRIAT Lucas, « La décentralisation indonésienne : une expérience de démocratisation radicale et chaotique », *Les notes de l'IRASEC*, n° 1, 31 p.
- PEIKOFF Leonard, *Objectivism: the philosophy of Ayn Rand*, New York, New American Library, 1993, 512 p.
- POPPER Karl R., *The open society and its enemies*, Abindgdon, Routledge, 2003, 480 p.
- PUA Tony, *The tiger that lost its roar - a tale of Malaysia's political economy*, Kuala Lumpur, DAP, 2011, 335 p.
- RAILLON François, *Indonésie : les voies de la survie*, Paris, Belin, 2007, 223 p.
- RAND Ayn, *Atlas Shrugged*, New York, Penguin Classics, 1079 p.
- RAND Ayn, *The Fountainhead*, New York, Penguin Classics, 2007, 752 p.

- READ Leonard E. *et al.*, *Aku, pensil : silsilah keluarga, sebuah pensil, sebagaimana dikisahkan kepada Leonard E. Read* [Moi, le crayon : arbre généalogique d'un crayon, tel que raconté par Leonard R. Read], Jakarta, Freedom Institute, Friedrich Naumann Stiftung et Liberal Society, 2010, 25 p.
- RITENOUR Shawn, *Foundation of economics : a Christian view*, Eugene, Wipf & Stock Publishers, 2010, 545 p.
- ROBISON Richard, « The politics of "Asian Values" », *The Pacific review*, vol. 9, n° 3, 1996, p. 309-327.
- ROTHBARD Murray N., *For a new liberty, The libertarian manifesto*, San Francisco, Fow & Wilkes, 1996, 333 p.
- ROTHBARD Murray N., *The ethics of liberty*, New-York, New York University Press, 2003, 308 p.
- ROY Olivier, *Généalogie de l'islamisme*, Paris, Hachette Littératures, 2001, 119 p.
- SCHILLER Jim, « Un-natural disaster », *Inside Indonesia*, n° 91, 13 janvier 2008.
- TAYLOR Charles, *Multiculturalisme: différence et démocratie*, Paris, Flammarion, 2009, 139 p.
- TÖNNIES Ferdinand, *Communauté et société*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, 366 p.
- TRASK H. A. Scott, « William Graham Sumner: against democracy, plutocracy, and imperialism », *Journal of libertarian studies*, vol. 18, n° 4, automne 2004, p. 1-27.
- TUCCILLE Jerome, *It Usually Begins With Ayn Rand*, New York, ASJA Press, 2007 [1973], 280 p.
- WALTZER Michael, *Spheres of justice : a defense of pluralism and equality*, New York, Basic Books, 1984, 364 p.
- WILDER LANE Rose et IMAD-AD-DEAN Ahmad, *Islam and the discovery of freedom*, Beltsville, Amana Publications, 1997, 86 p.
- WILDER LANE Rose, *The discovery of freedom*, San Francisco, Fox&Wilkes, 1993, 262 p.
- WINTERS Jeffrey A., « Pathways to a people's president », *Indonesia Today*, 21 janvier 2012.
- WOLF Martin, *Globalisasi : jalan menuju kesejahteraan* [La mondialisation : voie de la prospérité], Jakarta, Yayasan Obor Indonesia, Freedom Institute, 2007, 465 p.
- YI-HUAH Jiang, *Asian values and communitarian democracy*, article présenté lors du *International workshop on deliberating the « Asian values debate : national values, Chinese values and Muslim values in Southeast Asia*, Taipei, Taiwan, 1998.

ZIALCITA Fernando N., « Is communitarianism uniquely Asian? A Filipino's perspective », *SOJOURN : Journal of Social Issues in Southeast Asia*, vol. 14, n° 2, octobre 1999, p. 313-331

Blogs et sites Internet régulièrement consultés

<http://akademimerdeka.org/>
<http://akaldankehendak.com/>
<http://atlasnetwork.org/>
<http://blog.mises.org/>
<http://cafesalemba.blogspot.fr/>
<http://filipinofreethinkers.org/>
<http://funwithgovernment.blogspot.fr/>
<http://fvdb.wordpress.com/>
<http://harryleaks.blogspot.fr/p/links.html>
<http://IDEAS.org.my/>
<http://jalantelawi.com/>
<http://libertadfilipinas.wordpress.com/>
<http://maddruid.com/>
<http://medeccifor.blogspot.fr/>
<http://mises.org/>
<http://newasiarepublic.com/>
<http://.com/>
<http://thamrin.wordpress.com/>
<http://theonlinecitizen.com/>
<http://unmondelibre.org/>
<http://wansaiful.com/>
<http://www.bbc.co.uk/news/uk/>
<http://www.cato.org/>
<http://www.fnfasia.org/>
<http://www.freedom-institute.org/id/index.php>
<http://www.infernalramblings.com/>
<http://www.mier.org.my/>
<http://www.minimalgovernment.net/>

<http://www.newcommonwealth.org>

<http://www.theindonesianinstitute.com>

<http://www.themalaysianinsider.com/>

<http://www.tonypua.blogspot.com>

Les publications de l'Irasec

Études régionales Asie du Sud-Est

- Anti-Trafficking Regional Cooperation in Southeast Asia and the Global Linkages from Geopolitical Perspectives**, note d'Anne-Lise Sauterey
- Armée du peuple, armée du roi, les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande** par Arnaud Dubus et Nicolas Révise
- Asie du Sud-Est 2007**, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*
- Asie du Sud-Est 2008**, par la revue *Focus Asie du Sud-Est*
- Asie du Sud-Est 2009**, sous la direction d'Arnaud Leveau
- Asie du Sud-Est 2010**, sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé
- Asie du Sud-Est 2011**, sous la direction d'Arnaud Leveau et Benoît de Tréglodé
- Asie du Sud-Est 2012**, sous la direction de Jérémy Jammes et Benoît de Tréglodé
- Asies, tiers du monde**, par la revue *Outre-Terre*
- Atlas des minorités musulmanes en Asie méridionale et orientale**, sous la direction de Michel Gilquin
- Des catastrophes naturelles au désastre humain, conséquences et enjeux de l'aide humanitaire après le tsunami et le cyclone Nargis en Thaïlande et en Birmanie**, carnet de Maxime Boutry et Olivier Ferrari
- Des montagnards aux minorités ethniques, quelle intégration nationale pour les habitants des hautes terres du Viêt Nam et du Cambodge**, par Mathieu Guérin, Andrew Hardy, Nguyen Van Chinh, Stan Tan Boon Hwee
- Évolution du rôle du yuan en Asie orientale - La guerre des monnaies aura-t-elle lieu ?**, note de Catherine Figuière et Laëtitia Guilhot
- Informal and Illegal Movement in the Upper GMS - Costs and Benefits of Informal Networks for Goods and People**, carnet de Lynn Thiesmeyer
- Investigating the Grey Areas of the Chinese communities in Southeast Asia**, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau
- La Monnaie des frontières - Migrations birmanes dans le sud de la Thaïlande, structure des réseaux et internationalisation des frontières**, carnet série Observatoire par Maxime Boutry et Jacques Ivanoff
- L'impact des catastrophes naturelles sur la résolution des conflits en Asie. Les cas du Sri Lanka, de l'Indonésie et du Cachemire**, note de Clarisse Hervet
- L'Islamisme combattant en Asie du Sud-Est** par Philippe Migaux
- Le destin des fils du dragon, l'influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande**, par Arnaud Leveau
- Les messagers divins, aspects esthétiques et symboliques des oiseaux en Asie du Sud-Est**, sous la direction de Pierre Le Roux et Bernard Sellato
- Les musulmans d'Asie du Sud-Est face au vertige de la radicalisation**, sous la direction de Stéphane Dovern et Rémy Madinier

Mekong-Ganga Initiative, carnet de Swaran Singh

Mobilité prostitutionnelle et représentations - Le cas des prostituées vietnamiennes d'An Giang vers le Cambodge, note de Nicolas Lainez

New Dynamics between China and Japan in Asia, sous la direction de Guy Faure

Passage sur le Mékong, par Guy Lubeigt et Jérôme Ming

Pavillon Noir sur l'Asie du Sud-Est, histoire d'une résurgence de la piraterie maritime en Asie du Sud-Est, par Éric Frécon

Perception of Borders and Human Migration - The Human (In)security of Shan Migrant Workers in Thailand, carnet série Observatoire de Ropharat Aphijanyatham

Présence économique européenne en Asie du Sud-Est, sous la direction de Guy Faure et David Hoyrup

Réfléchir l'Asie du Sud-Est, essai d'épistémologie sous la direction de Stéphane Dovert

The Resurgence of Sea Piracy in Southeast Asia, carnet d'Éric Frécon

The Trade in Human Beings for Sex in Southeast Asia, sous la direction de Pierre Le Roux, Jean Baffie et Gilles Beullier

Yaa Baa, Production, Traffic and Consumption of methamphetamine in Mainland Southeast Asia, par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier

Yaa Baa, production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale par Pierre-Arnaud Chouvy et Joël Meissonnier

Brunei

Brunei, de la thalassocratie à la rente, par Marie Sybille de Vienne

Birmanie

Back to Old Habits, Isolationism of the Self-Preservation of Burma's Military Regime, carnet de Renaud Egreteau et Larry Jagan

Birmanie contemporaine, monographie nationale, sous la direction de Gabriel Defert

Informal Trade and Underground Economy in Myanmar: Costs and Benefits, carnet série Observatoire de Winston Set Aung

Nay Pyi Taw, Une résidence royale pour la junte birmane, par Guy Lubeigt

State Building, Infrastructure Development and Chinese Energy Projects in Myanmar, note de James O'Connor

The Politics of Silence, Myanmar NGOs' Ethnic, Religious and Political Agenda, carnet de Lois Desaine

Cambodge

Cambodge contemporain, monographie nationale, sous la direction d'Alain Forest

Cambodge soir, chroniques sociales d'un pays au quotidien, sous la direction de Grégoire Rochigneux

Le dictionnaire des Khmers rouges, par Solomon Kane

Indonésie

Aceh : l'histoire inachevée. La fière histoire d'une terre dévastée par les tsunamis par Jean-Claude Pomonti et Voja Miladinovic

Islam and the 2009 Indonesian Elections, Political and Cultural Issues - The Case of the Prosperous Justice Party (PKS), par Ahmad-Norma Permata et Najib Kailani, carnet sous la direction de Rémy Madinier

La fin de l'innocence, l'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours, par Andrée Feillard et Rémy Madinier

Les relations centre périphérie en Indonésie, note de Lucas Patriat

Réseaux d'influence et politique locale en Indonésie - Les « hommes forts » de l'organisation Pendekar Banten, carnet par Mary Van Treche

The End of Innocence? Indonesian Islam and the Temptations of Radicalism, par Andrée Feillard et Rémy Madinier

The Flowering of Islamic Thought - Liberal-Progressive Discourse and Activism in Contemporary Indonesia, note de Suratno

Laos

Laos - From Buffer State to Crossroads, par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong

Laos - Société et pouvoir, sous la direction de Vanina Bouté et Vatthana Pholsena

Du Triangle d'or au Quadrangle économique - Acteurs, enjeux et défis des flux illicites transfrontaliers dans le Nord-Laos, note de Danielle Tan

Le Laos au XXI^e siècle, les défis de l'intégration régionale, par Vatthana Pholsena et Ruth Banomyong

Malaisie

From the Mosque to the Ballot Box, An Introduction to Political Islam in Malaysia, carnet sous la direction de Sophie Lemièrre

Political Development in Sabah, 1985-2010 - Challenges in Malaysian Federalism and Ethnic Politics, note d'Arnold Puyok

Russia's Quiet Partnerships in Southeast Asia - Russia-Malaysia Strategic Partnership through Sabah Case Study, note de William Kucera et Eva Pejsova

Philippines

Élites et développement aux Philippines : un pari perdu ? par Stéphane Auvray, Roberto Galang et Cristina Jimenez-Hallare

La Croix et le Kriss, violences et rancœurs entre chrétiens et musulmans dans le sud des Philippines, par Solomon Kane et Felice Noelle Rodriguez

Mindanao - Séparatisme, autonomie et vendetta, carnet de François-Xavier Bonnet

Singapour

A roof Overt Every Head, par Wong Tai-Chee et Xavier Guillot

The Hegemony of an Idea: The Sources of the SAF's Fascination with Technology and the Revolution in Military Affairs, note de Ho Shu Huang

Thaïlande

Alternatives agricoles en Thaïlande, par Roland Poupon

Bangkok, formes du commerce et évolutions urbaines, par Davisi Boontharm

Education, Economy and Identity - Ten Years of Educational Reform in Thailand, carnet sous la direction d'Audrey Baron-Gutty et Supat Chupradit

Femmes prostituées dans la région du sud de la Thaïlande, carnet de Jean Baffie

Les musulmans de Thaïlande, par Michel Gilquin

Policies of the Thai State Towards the Malay Muslim South (1978-2010), carnet d'Arnaud Dubus et Sor Rattanamanee Polkla

State and Media in Thailand During Political Crisis, carnet sous la direction d'Arnaud Leveau et Chavarong Limpattamapanee

Thaïlande - Aux origines d'une crise, carnet d'Olivier Ferrari, Narumon Hinshiranan Arunotai, Jacques Ivanoff et Arnaud Leveau

Thaïlande - Ressources documentaires françaises, par Laurent Hennequin

Thaïlande contemporaine, monographie nationale, sous la direction de Stéphane Doyet et Jacques Ivanoff

The Muslims of Thailand, par Michel Gilquin

Trafficking for Sexual Exploitation into Southern Thailand, carnet sous la direction de Patacharawalai Wongboonsin

Timor-Leste

Catholicisme et protestantisme dans l'île de Timor : 1556-2003. Construction d'une identité chrétienne et engagement politique contemporain, par Frédéric Durand

East-Timor, How to Build a New Nation in Southeast Asia in the 21st Century? carnet sous la direction de Christine Cabasset-Semedo et Frédéric Durand

Timor Lorosa'e, A Country at the Crossroads of Asia and the Pacific, a Geo-Historical Atlas par Frédéric Durand

Timor Lorosa'e, Pays Carrefour de l'Asie et du Pacifique. Un atlas géohistorique, par Frédéric Durand

Timor : 1250-2005, 750 de cartographie et de voyages, par Frédéric Durand

Timor-Leste en quête de repères, perspectives économique-politiques et intégration régionale, par Frédéric Durand

Timor-Leste, The Dragon's Newest Friend, note de Loro Horta

Viêt Nam

Agriculture, environnement et sociétés sur les hautes terres du Viêt Nam, par Rodolphe de Koninck, Frédéric Durand et Frédéric Fortunel

Japan-Viêt Nam, history of a relationship under influences par Guy Faure et Laurent Schwab

Japon-Viêt Nam, histoire d'une relation sous influences, par Guy Faure et Laurent Schwab

Le Viêt Nam dans l'Organisation mondiale du commerce, Impact sur la croissance et l'emploi, carnet sous la direction de Jean-Pierre Cling, Stéphane Lagrée, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud

Mobiliser les Vietnamiens de l'étranger - Enjeux, stratégies et effets d'un nationalisme transnational, carnet de Christophe Vigne

Norms and Practices in Contemporary Vietnam, Social Interaction between Authorities and People, carnet sous la direction de Christian Culas et Nguyen Van Suu

Viêt Nam contemporain, monographie nationale, sous la direction de Stéphane Doyert et Benoît de Tréglodé

Volées, envolées, convolées - Vendues, en fuite ou re-socialisées : les « fiancées » vietnamiennes en Chine, par Caroline Grillot